



Impasse Thévenoud-330-Secteur 01- Ouagadougou
01 BP 6490 Ouagadougou 01
Tel: 50 30 88 60 – Fax: 50 31 25 43
Email: ici@fasonet.bf / ici@mail-bf.com
Site web: www.ici-burkina.com

Evaluation externe prospective de la phase 2 du programme « Appui aux organisations rurales pour une sécurité alimentaire effective »

Rapport final

JUILLET 2011

Consultants :

OUEDRAOGO Karim, Chef de mission
BEIDOU Hassane, Consultant associé



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse
Bureau de la coopération suisse au Niger

SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....	3
Résumé.....	4
Cadre de l'évaluation.....	7
1. Bilan de la contribution de la Coopération Suisse à l'atteinte des objectifs spécifiques/effets.....	9
1.1 Analyse de la pertinence des indicateurs d'impacts	9
1.2 Bilan de l'objectif spécifique 1 : Renforcer la production des exploitations familiales membres des organisations rurales en quantité et en qualité.	10
1.3 Bilan de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités d'appui conseil des organisations rurales partenaires du programme.....	14
1.4 Bilan de l'objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des collectifs et réseaux d'organisations rurales au niveau national.....	18
2. Appréciation du choix des OR, du dispositif d'appui-conseil et du système de suivi-évaluation .	21
2.1 Pertinence du choix des organisations rurales.....	21
2.2 Performance des services d'appui-conseil des organisations.....	22
2.2.1 Acquis et limites du système d'appui conseil dans les OP	22
2.2.2 Aperçu sur le nouveau document d'Appui Conseil	23
2.3 Analyse du système de suivi des effets des organisations rurales.....	24
3. Pertinence des modalités d'appuis et d'une contribution à un fonds d'appui	25
3.1 Pertinence des modalités d'appuis aux organisations	25
3.2 Pertinence et modalités de contribution à un fonds d'appui	27
4. Propositions et recommandations pour la phase 3 du programme d'appui aux organisations rurales.....	28
4.1. Régions de concentration des interventions de la phase 3 du Programme	28
4.2 Propositions sur le choix des organisations rurales à accompagner.....	28
4.3 Proposition pour l'augmentation du volume des appuis.....	29
4.4 Recommandations pour la phase 3	29
4.5 Synthèse de la phase 3 du programme d'appui aux organisations rurales.....	30
Conclusion	32
Bibliographie.....	33
ANNEXES.....	35
Annexe 1 : Termes de référence	36
Annexe 2 : Calendrier de travail de la mission et structures/personnes rencontrées.....	39
Annexe 3 : cadre logique de la 2è phase du programme d'appui aux OR	41
Annexe 4 : Proposition de Draft pour la 3è phase du programme	43
Propositions de quelques indicateurs-clé guides.....	49
Annexe 5 : Contributions des OR et Choix	51

Sigles et abréviations

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AID KOOKARI	Appui aux Initiatives de Développement Kookari
AREN	Association pour la Redynamisation de l’Elevage au Niger
BAGRI	Banque Agricole du Niger
BRM	Base Régionale de Maradi
BUCO	Bureau de la Coopération Suisse
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales du Niger
CCN	Conseil Consultatif National
CCR	Chambre Consulaire Régionale de l’UEMOA
CILSS	Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CRA	Chambre Régionale d’Agriculture
CONACOP	Coordination Nationale des Coopératives
CRS	Catholic Relief Service
DAC/POR	Direction de l’Action Coopérative et de la Promotion des Organisations Rurales
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FCMN	Fédération des Coopératives Maraichères du Niger
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FUGPN Mooriben	Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger Mooriben
ECOWAP	Politique Agricole Commune de la CEDEAO
IARBIC	Intensification de l’Agriculture par le Renforcement des Boutiques d’Intrants Coopératives
ICRISAT	Institutional Crops Research institute for the semi Arid tropics
IMF	Institution de Micro Finance
INRAN	Institut National de Recherches Agronomiques du Niger
OP	Organisation Paysanne
OR	Organisation Rurale
OSV	Observatoire de la vulnérabilité
PDS	Plan de Développement Stratégique
PDDA	Programme de Développement Durable de l’Agriculture
PFPN	Plate Forme Paysanne du Niger
PNIA	Programme National d’Investissement de l’Agriculture
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRSA	Programme de Renforcement des Services d’Appui à l’Agriculture
PSE	Programme de Sécurisation de l’Elevage
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RECA	Réseau des Chambres d’Agriculture du Niger
RECAO	Réseau des Chambres d’Agriculture de l’Afrique de l’Ouest
RESAO	Réseau de Sécurité Alimentaire Ouest Africain
ROPFA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles
SCAP/RU	Système Communautaire d’Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences
SDRP	Stratégie de Développement et de Réduction de la Pauvreté
SDR	Stratégie de Développement Rural
SIG	Système d’Information Géographique
SIMACO	Système d’Information sur le marché de l’Oignon
SNV	Organisation Néerlandaise de développement

Résumé

- 1- Le programme « appui aux organisations rurales pour une sécurité alimentaire effective » participe de la volonté de la DDC d'accompagner les populations rurales dans leurs efforts de réduire l'insécurité alimentaire et leur vulnérabilité en améliorant les bases productives et la commercialisation des exploitations familiales.
- 2- L'impact attendu de la seconde phase du programme d'appui aux organisations rurales est « l'amélioration du bien-être de la population rurale et en particulier des groupes les plus défavorisés (pauvres, femmes, enfants, etc.) dans les zones prioritaires de la DDC, à travers l'accroissement des capacités des organisations rurales à soutenir leurs membres et à faire prendre en compte les intérêts des exploitations familiales dans les politiques et stratégies de développement agricole et rural afin de favoriser l'augmentation et la diversification de la production agro-sylvo-pastorale, l'atteinte d'une sécurité alimentaire effective et le développement des économies rurales au Niger ».
- 3- La deuxième phase du programme arrivant à son terme le 30/09/11, un mandat d'évaluation externe sous l'angle prospectif a été confié au Bureau ICI avec pour objectifs de :
 - ✓ Apprécier le progrès vers l'atteinte des objectifs spécifiques/effets tels que précisés dans le cadre logique ainsi que la pertinence des hypothèses d'impact
 - ✓ Apprécier le choix des organisations rurales partenaires du programme
 - ✓ Apprécier les modalités d'appui à ces organisations rurales
 - ✓ Faire des propositions et recommandations pour la phase 3.
- 4- Le **bilan du programme est globalement satisfaisant** avec **des acquis importants à relever** pour l'ensemble des sept organisations faîtières sur le plan de la sécurité alimentaire, de la livraison de services économiques aux membres et de plaidoyer/lobbying et ce, conformément aux effets qui étaient attendus.

Au regard du contexte d'insécurité alimentaire, la durabilité de ces différents acquis demeurent somme toute fragile, du fait de la faible modernisation des exploitations familiales et de leur compétitivité, mais aussi du fait, que le programme n'en soit qu'à ses débuts. **Ces acquis requièrent une consolidation et une amplification** par des appuis financiers plus importants de la Coopération Suisse au regard :

 - ✓ du niveau de viabilité actuel des acquis (situation de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire de certaines populations qui doit être inversée par un meilleur accès physique et temporel à la sécurité alimentaire, accès limités aux intrants et aux crédits, connexions timides aux marchés, bases productives agricoles et pastorales requérant plus d'investissements du Buco etc.) ;
 - ✓ de la forte dépendance du dispositif d'appui-conseil au financement extérieur, requérant aussi, une meilleure qualification/professionnalisation et une réflexion pour réduire à terme, sa forte dépendance.
- 5- Le croisement et l'analyse des OR sur la base de critères déterminants, confirment la pertinence des choix réalisés. La question de gouvernance, des capacités d'autofinancement et commerciales restent les maillons faibles nécessitant une meilleure construction pour assurer davantage une durabilité des acquis. Cette analyse permet une catégorisation des OR en deux lots :
 - ✓ Un premier lot constitué d'organisations à forts impacts sur la sécurité alimentaire (Mooriben, AREN et FCMN) et sur le plaidoyer/lobbying (RECA et PFPN) ;
 - ✓ Un deuxième lot constitué de AID-Kookari et de CAPAN dont la portée des effets est relativement réduite et en construction.

- 6- Une analyse critique des modalités d'appui (conseils, dialogue, renforcement des capacités, contributions financières non affectées et pluriannuelles) du Buco aux OR, révèle leur pertinence avec une réelle efficacité dans le dialogue et le conseil. Cependant, ces aspects pourraient être renforcés par des **rencontres thématiques périodiques et des suivi-conjoints**. Le maillon faible se trouve au niveau des synergies à tisser avec les autres PTF pour développer un partenariat proactif et plus synergique autour d'un cadre concerté, pour une transparence et une efficacité d'appui aux organisations faitières. Les contributions financières directes aux OR ont l'avantage de contourner la vulnérabilité des aléas ou soubresauts politiques. L'analyse comparée de fonds d'appui (la plupart au stade de démarrage et subissant souvent des problèmes d'arbitrage et d'accessibilité dans certains pays) montre qu'il est prudent et souhaitable de poursuivre le financement direct aux OR en attendant que l'Etat arrive à s'entourer d'institutions financières crédibles, aptes à appuyer financièrement et efficacement le monde rural. La mission ne juge pas opportun de s'engager dans cette voie pour l'instant. Toutefois, pour les besoins de décisions futures, la coopération suisse pourrait s'intéresser aux résultats du processus.
- 7- L'analyse des différents systèmes et dispositifs de suivi-évaluation, tant au niveau du Buco qu'au niveau des OR, montre des insuffisances et le rendu des informations n'est pas référencé aux indicateurs du cadre logique. Cet aspect rend complexe une comparaison et agrégations des données. De plus, le nombre d'indicateurs élevé nécessiterait un recentrage sur des indicateurs plus pertinents.

Au regard des résultats et analyses qui précèdent, la mission recommande :

❖ **A la Coopération Suisse de :**

- Allouer des ressources plus importantes aux OR afin de mieux impacter la question de la sécurité alimentaire qui doit être articulée à un accès des exploitations familiales à l'eau de production dans les zones à haut potentiel (promotion de la petite irrigation), pour une diversification des productions en toute saison et l'accroissement des revenus, ainsi que l'accès à une qualité nutritionnelle;
- La mission suggère de :
 - ✓ Concentrer les appuis sur les OR actuelles, notamment sur celles du 1^{er} lot, du fait de leur représentativité et de leurs potentiels stratégique et professionnels pouvant influencer fortement et durablement sur la sécurité alimentaire dans les zones prioritaires de la coopération suisse ;
 - ✓ Poursuivre les appuis à CAPAN et AID Kookari pour renforcer la dynamique impulsée auprès de leurs membres et de ce fait, sur leurs capacités professionnelles et notamment le potentiel stratégique de CAPAN à influencer à terme sur les éleveurs (à l'image du RECA pour les agriculteurs).
 - ✓ Allouer des fonds aux CRA de Dosso et de Maradi pour un accompagnement de proximité des unions et groupements des zones prioritaires du Buco.
- Valider les indicateurs avec les OP en les basant (Cf. propositions au point 2.3) sur :
 - ✓ Les déterminants de la sécurité alimentaire : la disponibilité et la stabilité (quantité et présence des aliments) ainsi que l'accès et la qualité nutritionnelle des aliments ;
 - ✓ Des résultats de plaidoyer/lobbying recentrés prioritairement sur les enjeux/préoccupations des exploitations familiales : l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits agricoles et pastorales ;
- Poursuivre les modalités d'appuis aux OR mais, en les conditionnant davantage aux principes de bonne gouvernance (redevabilité, imputabilité, transparence interne et vis-à-vis des autres PTF des OR), de synergie avec les autres PTF des OR pour une gouvernance concertée afin d'induire plus d'efficacité (transparence, cohérence dans la mise en œuvre des PDS) ;

- Accompagner les OR à influencer sur le dispositif national d'appui conseil pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations ;
- Allier le financement/contractualisation des appuis entre le niveau faitier (macro) et le niveau méso tout en veillant à éviter une duplication et une déstructuration de la faitière : s'engager dans cette voie suppose également une auto-analyse de la dimension et capacités en suivi du Buco;
- Concevoir une stratégie pluriannuelle de sortie avec chacune des OR accompagnées sur un horizon temporel à définir.

❖ **Aux organisations rurales de :**

- Consolider et articuler le système de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte avec le système national, pour une mutualisation des services et moyens afin d'induire une efficacité et une efficience dans le suivi de la situation alimentaire dans les zones d'emprise du programme ;
- Assurer une qualité de représentation et de plaidoyer fondée sur des alliances stratégiques à développer autour des problématiques cruciales de la professionnalisation des exploitations familiales, de l'accès aux intrants de qualité et d'une connexion aux marchés pour des prix plus rémunérateurs aux producteurs/paysans : renforcer la mise en marché groupée des produits ;
- Renforcer les systèmes/dispositifs de suivi-évaluation-capitalisation pour mieux renseigner les effets du Programme d'appui aux OR ;
- Capitaliser les résultats opérationnels pour mieux influencer sur les politiques et stratégies au niveau national (dispositif d'appui-conseil, approvisionnement en intrants, commercialisation) ;
- Accompagner les exploitations familiales dans le développement d'une culture d'entreprise (conseil à l'entreprenariat agricole, production de comptes d'exploitations, meilleure tenue des documents de gestion par les comités de gestion) pour une meilleure connexion aux marchés ;
- Œuvrer à une meilleure sécurisation foncière, surtout pour les femmes, les jeunes et les éleveurs en vue d'induire une durabilité de la sécurité alimentaire ;
- Concevoir et développer une stratégie d'accompagnement différenciée des unions (anciennes/récents : cas de Mooriben) pour un transfert progressif de responsabilités et leur autonomisation à terme ;
- Renforcer la construction de l'autonomie financière des unions et des organisations faitières pour réduire leur forte dépendance aux PTF.
- Renforcer la gouvernance interne : prises de décisions, fluidité et transparence des informations entre le sommet et la base à travers le partage/publication des informations des rapports d'audit et des conventions de partenariat.

Cadre de l'évaluation

Le programme « appui aux organisations rurales pour une sécurité alimentaire effective » participe de la volonté de la DDC d'accompagner les populations rurales dans leurs efforts de réduire l'insécurité alimentaire et leur vulnérabilité en améliorant les bases productives et la commercialisation des produits des exploitations familiales. La première phase du programme (01.08.2007 – 31.03.2008) a permis d'identifier et de sélectionner une première série d'organisations présentant les capacités et le potentiel nécessaires pour contribuer à l'amélioration du bien-être de la population rurale dans les zones prioritaires de la DDC.

La phase 2 du programme (01.10.2008 – 30.09.2011) a comme finalité : « l'amélioration du bien être de la population rurale et en particulier, des groupes les plus défavorisés (pauvres, femmes, enfants, etc.) dans les zones prioritaires de la DDC à travers l'accroissement des capacités des organisations rurales à soutenir leurs membres et à faire prendre en compte, les intérêts des exploitations familiales dans les politiques et stratégies de développement agricole et rural, afin de favoriser l'augmentation et la diversification de la production agro-sylvo-pastorale, l'atteinte d'une sécurité alimentaire effective et le développement des économies rurales au Niger ».

Dans cette deuxième phase, la DDC appuie sept¹ organisations rurales dont la modalité d'appui essentielle est une contribution financière non affectée à leurs programmes d'actions.

L'évaluation externe du programme porte donc, sur des organisations à profils différents mais complémentaires et **a pour objectifs**, d'apprécier la cohérence entre les objectifs spécifiques fixés à la base et les effets récoltés afin de mieux orienter la troisième phase du programme. Il s'agit spécifiquement (Cf. termes de référence en annexe 1) :

- D'apprécier le progrès vers l'atteinte des objectifs spécifiques/effets tels que précisés dans le cadre logique ainsi que la pertinence des hypothèses d'impact du programme;
- D'apprécier le choix des organisations rurales partenaires du programme
- D'apprécier les modalités d'appui à ces organisations rurales
- De faire des propositions et recommandations pour la phase 3 du programme.

Les résultats/effets attendus de cette évaluation sont :

- La coopération suisse connaît de façon synthétique les résultats des appuis qu'elle a apportés aux organisations partenaires (produits, effets) ; elle apprécie la pertinence de ses hypothèses d'impact et si nécessaire les complète ;
- Les capacités, performances et potentialités des organisations partenaires sont connues (cadre stratégique et programme de mise en œuvre, gouvernance interne, capacité à rendre des services à leurs membres, capacité de représentation, de plaidoyer et de lobbying, contribution à la sécurité alimentaire) et permettent à la coopération suisse de prendre des décisions sur les organisations rurales partenaires pour la nouvelle phase (poursuite/arrêt avec les OR actuelles, modification de l'intensité des appuis, extension à de nouvelles OR, extension de l'appui à d'autres niveaux d'OR/OP plus proches de la base); des propositions sont faites dans ce sens ;
- La relation de partenariat entretenue par la coopération suisse avec les organisations partenaires (dialogue, conseil, accompagnement, etc.) ainsi que les modalités d'appuis à ces dernières (renforcement des capacités organisationnelles et stratégiques, contributions financières non affectées et pluriannuelles à leurs programmes, coordination des appuis avec les autres PTF, etc.) sont appréciées et des recommandations d'amélioration sont proposées ;
- Les performances des services d'appui - conseil des organisations rurales partenaires de la DDC sont évaluées et des propositions sont faites pour un renforcement des organisations rurales dans ce domaine, pour élever le niveau d'influence sur les producteurs et pour qu'elles soient capables de jouer leur rôle et assurer leurs responsabilités dans le cadre du système intégré

¹ Mooriben, AREN, AID Kookari, PFPN, RECA, FCMN et CAPAN

d'appui conseil pour le développement rural en cours de conception au Niger (formulation et élaboration de la demande de services, suivi de la qualité des services, participation aux services agricoles);

- Dans une perspective de phasing out à moyen terme, la pertinence et les modalités d'une contribution de la coopération suisse à un fond d'appui aux organisations rurales, national ou régional, à établir ou existant, sont étudiés ;
- Le système de suivi des effets des organisations partenaires est évalué, des propositions d'amélioration sont faites et un système de suivi consolidé des résultats du programme d'appui aux OR de la coopération suisse est établi et proposé.

La méthodologie développée par la mission a été organisée autour des temps forts suivants :

- **Le cadrage de la mission** a permis de mieux préciser les attentes et les champs spécifiques de la mission, de compléter les premières analyses des consultants, d'échanger sur des points relatifs au processus de sélection des OP partenaires, les atouts et les limites de chaque partenaire, les modalités de collaboration et de synergie avec les autres PTF, les modalités d'appui des OP partenaires afin d'orienter l'agenda des rencontres avec les autres acteurs.
- **La revue documentaire et la production des outils** a consisté en une exploitation de la documentation mise à disposition (politiques et stratégies du pays, des orientations et stratégies de la DDC au Niger, des documents des OR etc.) aux fins de produire des guides adaptés aux entretiens avec les acteurs d'intérêt de la mission.
- **Les investigations terrain** : cette étape a concerné essentiellement trois types d'acteurs² :
 - Les services techniques centraux et déconcentrés de l'Etat pour échanger sur la pertinence des orientations définies et sur les modalités d'appui ainsi que de suivi ;
 - Les partenaires techniques et financiers pour cerner leurs perceptions et propositions sur les synergies à développer dans le cadre des appuis aux OP, sur le dispositif d'appui-conseil ainsi que sur le fonds d'appui aux organisations rurales ;
 - Les organisations rurales/Unions accompagnées par la DDC afin de cerner les effets des appuis aux plans du renforcement des capacités de leurs membres, de la sécurité alimentaire, de la qualité de services aux membres, des contraintes actuellement vécues etc.
- **La production d'un rapport provisoire de l'évaluation et d'un draft de proposition de la phase 3** du programme d'appui aux organisations rurales qui a fait l'objet d'amendements.
- **La production du rapport final** après la prise en compte des amendements et des suggestions de la Coopération Suisse et sa restitution aux différents participants conviés.

Les limites de la démarche ont été :

- L'ampleur du programme, la diversité des appuis, le rendu des informations des OR et de la coopération suisse ne respectant pas l'architecture globale du programme, notamment les indicateurs d'effets, rend complexe cette évaluation.
- Les modalités d'appui de la Coopération Suisse aux OR sous forme de contributions financières non affectées et pluriannuelles rendent complexe et difficile le bilan relatif à la connaissance synthétique des résultats de ses appuis aux OR.

Le présent rapport comporte quatre chapitres :

- Le chapitre 1 analyse la pertinence des hypothèses d'impact du programme et fait le bilan de la contribution de la Coopération Suisse à l'atteinte des objectifs spécifiques/effets ;
- Le chapitre 2 apprécie le choix des organisations rurales partenaires du programme. Il aborde également le dispositif d'appui-conseil et le système de suivi-évaluation en œuvre dans les OR ;
- Le chapitre 3 traite des modalités d'appui à ces organisations rurales et de la pertinence d'un fonds en appui aux OR ;
- Le chapitre 4 fait des propositions et des recommandations pour la phase 3 du programme.

² Cf. Liste des partenaires rencontrés en annexe 2

1. Bilan de la contribution de la Coopération Suisse à l'atteinte des objectifs spécifiques/effets.

1.1 Analyse de la pertinence des indicateurs d'impacts

La 2^e phase du programme d'appui aux organisations rurales est une contribution aux objectifs nationaux (SDR, SDRP notamment) et est esquissée selon une architecture globale articulée autour de trois objectifs spécifiques (Cf. détails en annexe 3). :

- Objectif spécifique 1 : renforcer la production des exploitations familiales membres des organisations rurales en quantité et qualité
- Objectif spécifique 2 : renforcer les capacités d'appui conseil des organisations rurales partenaires du programme.
- Objectif spécifique 3 : renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des collectifs et réseaux d'organisations rurales au niveau national.

De manière globale, l'analyse des effets attendus de chaque objectif (combinaison d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs) montre un effort à cerner les déterminants de la sécurité alimentaire. De plus, l'axe plaidoyer/lobbying est indispensable pour mieux impacter les conditions basiques de la sécurité alimentaire, même s'il doit toutefois être recentré sur les préoccupations d'approvisionnement en intrants et de la commercialisation des produits agricoles.

L'analyse des indicateurs formulés dans le cadre logique, outre leur nombre élevé, révèle que certains ne sont pas SMART³ car manquant de précisions pour une collecte d'information renseignant la performance du programme.

Indicateurs non SMART	Objectif spécifique concerné
- Diversification des productions agro-sylvo-pastorales	Objectif spécifique 1
- Satisfaction des producteurs vis-à-vis des services et conseils reçus - Elévation des adhésions aux OR, nombre de membres des OR - Niveau de professionnalisation des OR	Objectif spécifique 2
- Satisfaction des membres - Nombre de sollicitation des OR aux discussions stratégiques par les pouvoirs publics - Part du budget alloué au secteur rural et à la promotion des exploitations familiales	Objectif spécifique 3

La mission relève la pertinence des trois niveaux (micro-meso-macro), incontournables pour juguler et inverser l'insécurité alimentaire. De plus, les appuis non affectés de la coopération suisse aux OR qui ont eu comme trame d'assise, les régions de Tillabéri et de Dosso, sont en adéquation avec le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire de ces régions, respectivement de 17% et 13,9% de la population comparativement à la moyenne nationale qui est de 13% en 2007 (Sources : SDR, 2007).

Par ailleurs, la mission note que la **planification des résultats/indicateurs n'est pas liée aux indicateurs planifiés par les OR ni avec leurs systèmes de suivi-évaluation**. De ce fait, le **rendu des informations par les OR bénéficiant de ces appuis, n'est pas conforme aux indicateurs d'effets formulés** dans le programme d'appui aux OR. La production d'un **canevas minimal pourrait servir de cadre d'orientation pour une harmonie** entre résultats/indicateurs planifiés du programme.

On note toutefois, que l'hypothèse d'impact du programme est en adéquation avec :

- Les orientations politiques majeures du Niger (SDRP et SDR), notamment le programme 3 de la SDR « Organisations Professionnelles et Structurations des Filières », et les sous programme 3.2 « Renforcement et Structuration des Organisations de Producteurs » et le sous-programme 3.3 « Mise en marché des produits agro-sylvo-pastoraux »

³ Spécifique bien précis, Mesurable, quantifiable et quantité ou en qualité, Atteignable, Raisonnable, Temporel (fixé dans le temps)

- Les orientations stratégiques de la DDC 2004-2008 et 2010- 2014
- Les préoccupations et attentes des populations rurales des zones de Tillabéri, Maradi et Dosso.

Pour la 3^e phase du programme d'appui aux OR, la mission suggère que **les indicateurs soient réduits et fondés sur :**

- Les déterminants de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, stabilité et qualité⁴);
- Des résultats de plaidoyer/lobbying recentrés prioritairement sur l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits des exploitations familiales membres des OP⁵.

Ces indicateurs devront faire l'objet d'un partage et d'une validation avec les OR retenues pour être pris en compte dans les systèmes de suivi-évaluation et le rendu des informations annuelles.

1.2 Bilan de l'objectif spécifique 1 : Renforcer la production des exploitations familiales membres des organisations rurales en quantité et en qualité.

Pertinence des options : De façon générale, la Coopération Suisse a contribué positivement à travers Mooriben, AID Kookari, AREN et FCMN, à mettre en place des mécanismes visant à réduire l'insécurité alimentaire récurrente dans les zones d'emprise des OR. De même, elle a renforcé leur crédibilité en matière de contribution à la sécurité alimentaire.

Cette contribution de la DDC axée sur un processus intégré développé par les OR, participe durablement à résoudre la vulnérabilité de certains ménages à faibles revenus, en particulier à travers les ventes en détails « tiya » promues par les banques de céréales (BC) à des prix inférieurs aux marchés.

Les activités réalisées par les OP sont l'expression des préoccupations et besoins de leurs membres relevant ainsi la pertinence de ces interventions.

L'analyse des processus soutenus par la DDC et les autres PTF, montre que les priorités sont axées sur le développement de la structure de l'économie rurale et de l'économie des ménages. Cela se traduit par une amélioration de la production agricole et animale des exploitations familiales ainsi que, le renforcement de leurs capacités de production. Cette stratégie développée dans un pays dont l'économie est essentiellement agricole et combinant **des facteurs/déterminants physique et temporel de la sécurité alimentaire, est pertinente.**

La mission d'évaluation note que cette stratégie a induit une amélioration globale de la sécurité alimentaire, tant en quantité qu'en qualité, mais surtout en renforçant les revenus/pouvoir d'achat des producteurs/trices pour les « libérer des crédits usuriers dont ils sont souvent victimes » :

- **Sur le déterminant physique** de la sécurité alimentaire qui concerne principalement le flux alimentaire, l'analyse de ses paramètres constitutifs, montre comparativement aux trois dernières années, une meilleure disponibilité et accessibilité des populations aux produits alimentaires tant sur les marchés que dans les banques de céréales.⁶ Il en est de même pour leur utilisation : le taux de couverture alimentaire est globalement excédentaire dans les régions d'emprise de ces OR, sauf en milieu urbain (Cf. Evaluation de la campagne agricole 2010-11, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Février 2011).

⁴ Le concept de **sécurité alimentaire** fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes : la disponibilité ici a trait à la capacité de production et de stockage dans les zones d'intervention prioritaires, l'accès et la stabilité font référence au pouvoir d'achat des ménages et des infrastructures disponibles en lien aussi aux aspects de climat et politique et la qualité a trait aux aspects nutritionnels (hygiène, principalement accès à l'eau).

⁵ L'approvisionnement, la commercialisation et la gouvernance constituent des préoccupations majeures au niveau des acteurs rencontrés par la mission et donc des défis à relever par la 3^e phase du programme.

⁶ Des céréales étaient toujours stockées dans les BC au passage de la mission en mai dans les villages

Les actions des OP ont permis **une amélioration du potentiel productif des exploitations familiales** dans le domaine céréalier, maraîcher et animal à travers une amélioration des conditions de production par le développement d'une stratégie de :

- + Disponibilisation des intrants à travers un réseau de boutiques d'intrants qui demeure néanmoins insuffisant au regard des besoins actuels des producteurs/trices ;
- + Augmentation des rendements des exploitations familiales mais insuffisante pour résorber durablement l'insécurité alimentaire ;
- + Amélioration de l'accès à l'eau à travers les aménagements hydrauliques et des capacités d'exhaure de l'eau diminuant ainsi la pénibilité de l'irrigation et la diversification des cultures. Cependant, des sites sont sous exploités (Norender).

Les actions ont également permis **un renforcement des infrastructures de stockage**, participant ainsi à une disponibilisation et une stabilité des prix des produits agricoles pour un accès facilité des ménages surtout vulnérables. Cependant, l'insuffisance de magasins de stockage/conservation des produits agricoles constitue une contrainte majeure pour le warrantage et pour le développement d'une véritable stratégie de connexion aux marchés afin que les producteurs/trices puissent profiter de prix plus rémunérateurs. De même, l'absence de BC centrales pour assurer un approvisionnement permanent des BC des villages ainsi que la mauvaise gestion de certaines BC en zone pastorale (AREN), constituent des handicaps à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

- **Sur le déterminant temporel de la sécurité alimentaire** qui se rapporte à la stabilité ou durabilité de la sécurité alimentaire, la mission note qu'il est au stade de construction au regard de la durée du programme d'appui aux OR (3 ans à peine). Pour une durabilité à terme, **la question de la sécurité alimentaire doit être articulée à un meilleur accès des exploitations familiales à l'eau de production dans les zones à haut potentiel** pour une diversification des produits en toute saison et la génération de revenus/pouvoir d'achat des producteurs/trices ainsi que leur accès à une **sécurité nutritionnelle** : une promotion plus soutenue de la petite irrigation au niveau des exploitations familiales (système de goutte-à-goutte, réseau californien, puisards etc.) pour la production du maraichage, riz ou maïs par exemples, pourraient constituer une alternative à une prise en charge plus efficace des besoins alimentaires des populations sans cesse croissants.

Efficacité/Effets : L'analyse des 4 indicateurs-cibles planifiés dans le cadre logique permet de confirmer que les actions menées par Mooriben, FCMN, AID Kookari et AREN produisent des résultats (Annexe 5). Cependant, l'absence d'un système de suivi référencé sur ces indicateurs ne permet pas d'attester leur niveau d'atteinte surtout pour les indicateurs 1 et 2 (Cf. tableau en page suivante). La mission constate que les résultats obtenus sont qualitativement et quantitativement intéressants et la satisfaction des bénéficiaires est réelle et générale.

L'efficacité des actions est affectée par la pression foncière, une insécurité de production dans certaines zones pour les femmes et l'appauvrissement des sols. La productivité est relativement faible et nécessite des actions plus soutenues au niveau des exploitations familiales en matière d'approvisionnement en intrants, de conseils et d'aménagements de sites permettant une double production dans l'année avec maîtrise de l'eau pour contourner les aléas climatiques.

Toutefois, l'analyse de l'adéquation des attentes actuelles des unions de producteurs rencontrées par la mission, avec les effets attendus du programme, révèle des préoccupations non satisfaites.

Les retards de décaissement ou de mobilisation des ressources par les OR auprès de leurs PTF, induits par le respect de certaines conditionnalités (audits, rapports d'exécution etc.), affectent l'atteinte des indicateurs cibles.

De manière spécifique, l'analyse centrée sur les indicateurs ciblés dans le cadre logique fait ressortir les constats et commentaires suivants :

N°	Indicateurs formulés	Niveau de réalisation/Effets et commentaires
1	Au moins 80% des besoins alimentaires des ménages sont assurés par les productions de leurs propres exploitations familiales	<p>Globalement, la sécurité alimentaire s'est améliorée comparativement aux années passées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bilan céréalier brut est excédentaire au niveau des régions de Dosso, Tillabéry et Maradi, zones d'emprise des OP soutenues par la coopération suisse. L'analyse des balances (Besoins consommation/production disponible) révèle des besoins non couverts en milieu urbain (Dosso, Maradi et Tillabéry communes)⁷ - Le taux de couverture des besoins alimentaires des ménages est globalement satisfaisant et l'essentiel des productions proviennent de leurs propres exploitations familiales : la mission note une disponibilité importante de vivres dans les magasins et fait le constat d'aucune file d'attente de ménages désirant acheter des vivres lors de son passage en Mai 2011 dans les villages ; ce sont là, des indicateurs de niveau de satisfaction des besoins et des conditions alimentaires des ménages dans les villages. - La mission apprécie positivement le développement de filets sociaux (cas de Mooriben) qui est une initiative visant à amortir le choc de l'insécurité alimentaire auprès des populations vulnérables (les veuves chefs de ménages, les épouses des hommes en exode temporairement etc.) et « 223 tonnes de céréales ont été mobilisées permettant de couvrir les besoins de 3.910 ménages pendant 3 semaines à raison de deux repas par jour en 2009 : « Dans les zones affectées par la crise alimentaire de 2010, ces stocks ont servi de première réponse dans l'attente du plan de soutien du Gouvernement ».
2	Au moins 50% des quantités non autoconsommées des productions des exploitations sont sécurisées par du warrantage	<p>La mission ne peut attester que 50% des quantités non autoconsommées ont été sécurisées par du warrantage en l'absence de données statistiques permettant des comparaisons. Mais elle constate que le warrantage a porté sur 1315 tonnes à Mooriben et le placement d'un fonds 12 000 000 FCFA par FCMN pour le warrantage du sésame. Cela a permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un écoulement facilité et rentable des produits (surtout l'arachide, le riz et le mil); - Une diminution de la « pression des commerçants usuriers sur les producteurs » ; - Une génération de revenus ayant facilité un accès plus élevé des ménages aux aliments et à la conduite d'autres activités génératrices de revenus (embouche ovine et bovine etc.).
3	Augmentation d'au moins 25% des productions animale, céréalière et maraîchère des exploitations familiales	<p>La production est globalement en hausse du fait de l'augmentation des superficies (15% pour le mil et 22% pour le sorgho, base de l'alimentation des nigériens) et non des rendements : une variation positive de 51% entre 2010-2009 est estimée mais comparée à la moyenne des 5 dernières années (2005-2009) et à 2008 (année record), une hausse respective de 32% et 8% est enregistrée (sources : Evaluation de la campagne agricole 2010-11, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Février 2011)⁸. Toutefois, dans les zones d'emprise du programme, une meilleure productivité est observée au niveau des céréales et du maraichage pour les exploitations ayant bénéficié du paquet technologique et du suivi-conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les rendements moyens en céréales qui étaient de 450 kg/ha ont atteint 666 kg/ha, soit une augmentation d'environ 47% ce qui constitue une amélioration substantielle au regard des prévisions de 25% attendus mais cette tendance n'est pas générale à toutes les exploitations. - Sur les cultures maraîchères, les rendements moyens de l'oignon, de la tomate et de la pomme de terre sont respectivement de 22, 20 et 19T/Ha ; - Quant aux productions animales, la mission estime cet indicateur non atteint (10% bovins et 8% PR) au regard du taux de croissance (Cf. RGAC 2008).
4	Diversification des productions agro-sylvo-pastorales	<p>La diversification a porté essentiellement sur les céréales, les légumineuses, le maraichage⁹ et l'embouche qui a permis outre, une disponibilité et une stabilité des aliments pour les ménages, la diversification des sources de revenus ayant favorisé un meilleur accès financier des ménages aux aliments. Cela a aussi permis une amélioration significative du pouvoir d'achat des femmes exploitant le maraichage, le renforcement de leur position au sein des ménages revalorisant ainsi leur statut. ; il en est de même de la réduction des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire</p> <p>Cette diversification doit toutefois être complétée par un désenclavement des zones de productions maraîchères et rizicoles par un volet pistes rurales.</p>

⁷ Evaluation de la campagne agricole 2010-11, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Février 2011

⁸ La croissance de la production de céréales est en général de 2.5% comparativement à la croissance démographique qui est de 3.3% induisant des contraintes de sécurité alimentaire

⁹ 108 767 tonnes de produits maraichers (oignon, tomate, chou, laitue et poivrons) produits sur 5418 ha pour un revenu brut estimé à environ 14 milliards de FCFA (sources : FCMN, campagne 2009-10)

Durabilité : Grâce à la contribution et à la légitimité dont jouit la Coopération Suisse, des OR (Mooriben et AREN par exemple) ont noué des partenariats contribuant à impacter davantage la question de la sécurité alimentaire dans les zones à dominante agricole ou pastorale. La vision intégrée développée par Mooriben avec l'appui de son partenariat multi-acteurs pour réduire ou résorber l'insécurité alimentaire dans les villages, permet « d'amortir les chocs des crises alimentaires. *« Dans les villages où intervient Mooriben, les ménages ont moins souffert de la crise alimentaire de 2010 que dans les autres villages, propos de producteurs ».*

La principale limite de la contribution de la coopération suisse a trait à la faiblesse de son leadership pour favoriser la création d'un cadre concerté et synergique entre PTF de l'OR afin :

- d'assurer un suivi des progrès dans la réalisation de la sécurité alimentaire ;
- d'induire une gouvernance pouvant davantage influencer positivement sur la vie des organisations et l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire.

Enseignements ou leçons à tirer

- Les stratégies collectives en œuvre au sein des unions pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages sont appréciables et pertinentes même si elles demeurent précaires en l'absence de soutiens financiers et techniques plus importants et dans la durée par les PTF ;
- La pratique du warrantage induit des effets positifs sur la vie des producteurs/trices agricoles. *« La réduction des braderies par une sécurisation des produits alimentaires permet de faire face aux périodes de soudure et facilite l'accès aux crédits pour mener des AGR ou acheter des intrants ».* *« Avec un fonds de crédit de 1 million de FCFA dans certaines unions, elles sont aujourd'hui à plus de 14 millions de crédits auprès des IMF grâce au warrantage, propos de producteurs » ;*
- Le warrantage a généré des revenus monétaires moyens supérieurs à la moyenne nationale des revenus habituellement engrangés par exploitant sans warrantage qui est de 35 000 FCFA/an.
- La connexion des filières de production aux marchés est amorcée mais requiert toutefois davantage d'organisation et de moyens financiers ;
- Une politique plus vigoureuse devrait être menée par les faïtières à l'endroit des autorités en charge de la centrale d'achat des intrants pour influencer sur ses orientations/choix politiques pour un meilleur accès des producteurs aux intrants (coûts, qualité et disponibilité pour éviter les ruptures de stocks) ;
- Le warrantage et le maraîchage constituent des créneaux où les femmes sont fortement représentées ; ce qui leur permet de disposer de revenus pour leurs besoins d'autonomisation financière.

En conclusion, la mission note que les exploitations familiales des groupements membres de Mooriben, AID Kookari, AREN et FCMN Niya ont réussi à augmenter et à sécuriser en quantité et en qualité des productions agricoles et pastorales grâce aux services offerts (formation, accès à l'information et aux facteurs de production etc. (cf. 1.3)).

La dynamique doit être maintenue et renforcée par des appuis financiers et techniques plus importants de la DDC pour une durabilité des effets.

Les processus en œuvre révèlent des résultats intéressants en termes de couverture des besoins alimentaires liée à l'augmentation et à la sécurisation des productions agro-sylvo-pastorales ainsi que le renforcement des capacités des organisations rurales.

Pour une durabilité et une amplification des acquis, des apports financiers publics-privés plus consistants sont nécessaires pour une consolidation des acquis :

- sur le moyen terme, un accent doit être davantage porté sur l'économie des exploitations familiales à travers leur accompagnement sur les créneaux porteurs et
- sur le long terme, en articulant la question de la sécurité alimentaire à la sécurité nutritionnelle en arrimant fortement les exploitations familiales sur la petite irrigation et leur connexion sur les marchés.

1.3 Bilan de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités d'appui conseil des organisations rurales partenaires du programme

Pertinence et Efficacité

Malgré un contexte difficile, marqué par une quasi absence de livraison de services-conseils par l'Etat, la mission apprécie positivement les systèmes d'appui conseils développés par les OP au profit de leurs membres sous l'angle d'une approche intégrée (cas de Mooriben) ou partiellement intégrée (cas de FCMN, AREN et AID Kookari). Des dispositifs assez performants ont livré des services-conseils dont la complémentarité a été un levier pour l'atteinte efficace des indicateurs du premier objectif en matière d'augmentation des productions et de couverture alimentaire.

La mission conclut que les partenariats développés par les OP (Mooriben, FCMN et AREN par exemple) avec la FAO/Projet IARBIC, l'INRAN et les IFD, ont permis une livraison de services bien appréciée par leurs membres et ont induit un début de professionnalisation des exploitations familiales (Planification des campagnes, comptes d'exploitation etc.). Les approches développées par Mooriben et FCMN semblent les plus performantes et se traduisent par une forte mobilisation des ressources humaines endogènes pour renforcer l'efficacité des services, avec un début d'acquis/effets (Cf. détails dans le tableau de la page suivante) :

- Le développement d'un système d'information sur les marchés et de surveillance des crises alimentaires permettant des anticipations ;
- La mise en place d'un réseau de boutiques d'intrants qui influe positivement sur le conseil, les rendements, les productions agricoles, la disponibilité et stabilité des aliments ;
- Un début de connexion prometteur aux marchés pour Mooriben et FCMN ;
- La facilitation de l'accès aux crédits (mutuelles, ligne de crédits, fonds de garantie etc.) dont les aspects positifs se ressentent au niveau des capacités de production (utilisation de fertilisants, augmentation des superficies et du pouvoir d'achat des producteurs (AGR etc.).

Cependant, la mission suggère aux OR et à la coopération suisse de :

- Travailler à une complémentarité entre l'augmentation de la production (y compris stockage, transformation, transport et pistes rurales) et l'accès aux marchés. AREN notamment devrait s'investir davantage sur les enjeux économiques de la production animale ;
- Amplifier le CEF (Conseil à l'Exploitation Familiale) dans l'optique d'une meilleure professionnalisation des exploitations familiales.

Durabilité

L'existence de dispositifs de sécurité alimentaire et des mécanismes d'augmentation des revenus sont des facteurs déterminants à la poursuite des actions d'après projet. La durabilité des interventions (BC, BI, AGR, renforcement des capacités) est en construction du fait de la maîtrise d'ouvrage confiée aux bénéficiaires et de la valeur ajoutée qu'elles procurent. La connexion aux marchés bien que connaissant des débuts très satisfaisants, du fait du système d'information, des appuis au warrantage et des BC, de la conservation des produits maraîchers comme l'oignon et le chou, doit davantage être mieux structurée.

Les services développés par les OR bien qu'habilitants et performants sont insuffisants pour garantir un développement viable à long terme sans soutien financier et technique externe au regard de leur niveau de dépendance actuel. Il sera difficile de préserver les acquis sans un soutien plus accru de la coopération suisse pour préserver et amplifier les acquis engrangés par les OP. Pour ce faire, la mission suggère aux OP de :

- Œuvrer à une meilleure sécurisation des terres en vue d'une durabilité de la sécurité alimentaire ;

- Devenir plus proactives et incisives dans la diversification des partenariats (PTF) pour faciliter la mise en œuvre de leur Plan de Développement Stratégique (PDS) ;
- Œuvrer à une autonomisation des unions (cas par exemple de Mooriben)
- Investir davantage les champs de l’approvisionnement en intrant et la connexion aux marchés

N	Indicateurs	Services	Acquis	Limites	Enseignements/suggestions
1	Satisfaction des producteurs vis-à-vis des services et conseils reçus	Accès à l'information : Sur les prix, Surveillance de la vulnérabilité Sur les programmes/politiques /lois	Développement d'un système d'information sur les marchés et de surveillance des crises alimentaires pour mieux les prévenir et les gérer à travers les OSV-SCAP/RU ¹⁰ Rôle de conseil très utile aux exploitations familiales assumé par les cellules de communication/radios communautaires Les producteurs saisissent les opportunités des prix sur les marchés locaux diffusés par les radios communautaires pour écouler leurs produits	Pas de mutualisation des ressources entre Mooriben, FCMN et l'Etat sur le SCAP/RU ; Articulation limitée entre le maillon production et le maillon marché des filières de production Faible popularisation du code pastoral auprès des OP et de leurs producteurs limitant ainsi sa portée	Engager une réflexion pour asseoir un plan de pérennisation des radios articulé sur le (Mooriben, FCMN) : - Développement d'une stratégie plus incisive de mobilisation des ressources financières par la diversification des créneaux existant ; - Réseautage des radios pour des économies d'échelle et de mutualisation des ressources dans la production de certaines émissions ; - Renforcement des capacités des animateurs des radios et revisiter la grille de leur indemnisation etc. Arrimer la fixation des prix, aux repères du Marché mais aussi aux résultats des comptes d'exploitation Mobiliser un juriste pour accompagner la « popularisation » du code pastoral (AREN)
		Accès aux formations	Réalisation d'appui conseil et de formations en techniques de production, organisation/gestion, conservation à travers des dispositifs internes aux OP constitués de paysans relais et d'animateurs ayant permis : - Une maîtrise des techniques culturales que les producteurs/trices adoptent (parcellaire, utilisation des engrais et pesticides, utilisation des équipements etc.). - Une amélioration de la gestion des actions et des infrastructures par les CdG (magasins de warrantage, banques de céréales, boutiques d'intrants, etc.) - Une génération de plus-values ¹¹ importantes sur certains produits (arachide, oignon, sésame etc.)	Analphabétisme de certains membres des comités de gestion Bilan parcellaire et non global intégrant l'ensemble des activités de l'union Echelle de diffusion et de maîtrise des techniques de production de portée relativement moyenne Fonctionnalité limitée des comités de contrôle de certains CdG Fragilité du dispositif d'appui-conseil liée à sa forte dépendance financière	Institutionnaliser des contrôles internes (rôle accru des commissaires aux comptes) et externes plus rigoureux des CdG dont les membres devraient tous être alphabétisés Accompagner les exploitations familiales à développer une culture d'entreprise (production de comptes d'exploitations, conseil à l'entreprenariat agricole) pour les aider à mieux s'arrimer aux marchés. Réfléchir une stratégie de motivation des agents du dispositif d'appui-conseil, maillon essentiel de la performance des exploitations familiales afin de résorber ou juguler les « grincements ou frustrations constatées par la mission »
			Mise en place d'un réseau de boutiques d'intrants (Mooriben, FCMN) qui influe positivement sur :	Fréquentes ruptures des stocks d'intrants limitant l'accessibilité des exploitations aux intrants de	Poursuivre la stratégie de vente au comptant comme mode de cession des intrants aux producteurs/trices si l'on veut pérenniser le système : « pas d'impayés, sécurisation du

¹⁰ Observateur de la vulnérabilité- systèmes communautaires d'alerte précoce/réponses aux urgences

¹¹ Le prix du sac d'oignon est passé de 6.000 FCFA à la récolte à 105.000 FCFA en décembre à Niamey

		Accès aux intrants/crédits	<ul style="list-style-type: none"> - La disponibilité et l'accessibilité physique et financière des intrants par les petits producteurs/trices - Le conseil - Les rendements et les quantités des produits agricoles <p>Facilitation de l'accès aux crédits (mutuelles, ligne de crédits, fonds de garantie (450millions FCFA) etc.) dont les aspects positifs se ressentent au niveau des capacités de production (Mooriben, AID Kookari, FCMN) et du pouvoir d'achat des producteurs (AGR etc.)</p>	<p>bonne qualité</p> <p>Fonds de roulement relativement limité pour certaines unions/groupement pour des approvisionnements conséquents</p> <p>Faiblesse des contrôles internes des caisses induisant souvent une gestion de portefeuille difficile de crédits et donc des situations d'impayés (Mooriben);</p>	<p>fonds de roulement pour les réapprovisionnements, etc. » ;</p> <p>Densifier le réseau des boutiques d'intrants à caractère coopératif tout en renforçant leurs fonds de roulement ;</p> <p>Renforcer les capacités des animateurs endogènes pour une meilleure exploitation des données ;</p> <p>Influer davantage sur la centrale d'approvisionnement des intrants pour induire une meilleure politique de disponibilité et d'accessibilité des producteurs aux intrants : « La non disponibilité des intrants agricoles au bon moment, au bon endroit et en petits conditionnements est une des principales causes de faible utilisation des intrants par les petits producteurs » ;</p> <p>Appuyer les opérations de recouvrement des créances en souffrance et renforcer les compétences des dirigeants des IMF pour un meilleur accomplissement de leurs rôles et responsabilités.</p>
		Banques de céréales (BC)	<p>BC jouant un rôle de sécurisation d'où un intérêt des producteurs à leur vendre leurs produits pour (Mooriben, AID Kookari) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gains de bénéfices comparativement à la vente directe au marché local : « réduction des coûts de transport, lutte contre la spéculation des commerçants, régulation des prix des céréales sur les marchés, protection contre le crédit d'usure etc. ». - Disponibilité des céréales à proximité du consommateur en période de soudure et « augmentation du nombre de repas par jour pour les ménages pendant la période de soudure ». 	<p>Analphabétisme de certains membres des comités de gestion</p> <p>Problèmes d'entreposage dans certains magasins</p> <p>Capacités limitées de certains magasins</p>	<p>Renforcer le contrôle interne et externe ainsi que la gestion des BC</p> <p>Renforcer la stabilité des aliments en construisant des magasins de grandes capacités devant servir au ravitaillement des magasins de second niveau</p> <p>Renforcer les compétences des membres des comités de gestion</p> <p>Renforcer la connexion aux marchés en renforçant les capacités des unions/exploitation, en prospections de marchés surtout institutionnels, en négociation, en montage de dossiers de soumission autour de la vente groupée des produits agricoles : un dispositif de commercialisation groupée est à structurer.</p> <p>Renforcer les infrastructures de stockage/conservation des produits</p>
		Et			
		Accès aux marchés	Début de connexion aux marchés très prometteur à travers la mise en marché de produits agricoles pour Mooriben (35.952.000 Fcfa), FCMN (15 600 000 Fcfa) et AREN (GIE munis de plans d'affaires)	Connexions timides aux marchés	
2	Elévation des adhésions aux OR, nombre de membres des OR : membership ayant subi une forte augmentation pour la plupart des OP : Mooriben, FCMN (Cf. annexe pour les détails)				
3	Niveau de professionnalisation des OR en construction : Cf. acquis et limites en matière d'informations, de formations, de gestion des exploitations et des CdG, la connexion aux marchés ci-dessus !				

En conclusion, la mission note que grâce aux formations et au soutien technique reçus, les organisations rurales, Mooriben, FCMN, AID Kookari et AREN ont été capables de jouer leurs rôles d'information, de formation, de sensibilisation et d'organisation et de donner l'appui technique nécessaire et adapté aux besoins de leurs membres avec toutefois des limites.

Un accent plus soutenu doit être porté sur la sécurité foncière des producteurs/trices (femmes¹² et pasteurs). Dans le domaine de la production maraîchère et rizicole surtout, un investissement plus important dans l'aval des filières par l'acquisition d'équipements/infrastructures de transformation et de conservation est fondamental, pour créer de la valeur ajoutée et donc des revenus plus substantiels aux producteurs/trices.

→ La mission suggère qu'un dispositif de commercialisation groupée des produits agricoles soit structuré au sein des OP pour une meilleure connexion aux marchés.

1.4 Bilan de l'objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des collectifs et réseaux d'organisations rurales au niveau national

Pertinence

L'accompagnement de la coopération suisse au positionnement de collectifs et de réseaux d'organisations rurales de niveau faîtière pour influencer les politiques sectorielles et la prise en compte de l'exploitation familiale dans les stratégies nationales est très pertinent étant donné le contexte de libéralisation qui menaçait les intérêts des petits producteurs.

Les actions vigoureuses de la PFPN/ROPPA ont eu pour effet, un regain d'intérêt pour l'agriculture familiale suite à la demande de plus en plus accrue en céréales et les crises récurrentes de l'insécurité alimentaire aux niveaux national et sous régional.

Le fait de choisir des structures faîtières pour représenter et plaider les intérêts des exploitations familiales dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage est une bonne stratégie et est donc pertinent.

Allier des organisations œuvrant dans le plaidoyer/lobbying à celles œuvrant dans la production au niveau des exploitations familiales, **est une approche pertinente pour influencer fortement** sur les décideurs autour des enjeux et défis liés à la sécurité alimentaire (productivité et compétitivité de l'agriculture, accès aux intrants et aux marchés, accès aux crédits, modernisation des exploitations familiales, appui-conseil, sécurisation foncière etc.).

La **construction d'une vision commune** entre ces organisations en matière de représentation, de défense des intérêts des producteurs/trices et de plaidoyer/lobbying reste cependant un **point faible**.

Efficacité/Effets

De façon générale, les leaders des organisations et collectifs (RECA, PFPN et CAPAN) ont largement contribué à se rendre incontournables tant au niveau national (auprès de l'Etat et des bailleurs de fonds) qu'au niveau sous régional dans des espaces où se discutent des questions ayant trait à la vie du paysan/producteur/trices. Cela signifie que la fonction de représentation et de plaidoyer a été pleinement assurée par ces organisations y compris Mooriben, membres de plusieurs comités de pilotage de la SDR avec forces de propositions.

Leurs actions commencent à porter ses fruits, en témoignent leurs recours de plus en plus réguliers par l'Etat, dans la définition de politiques et programmes majeurs du pays et touchant le secteur rural : SDRP, SDR/PNIA, Code pastoral, Dispositif d'appui-conseil, BAGRI, Centrale d'approvisionnement des intrants, les missions ministérielles d'évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale etc.

Au nombre des acquis majeurs, on peut retenir entre autres :

- La tenue d'une journée du paysan comme cadre de dialogue entre les producteurs/trices et les autorités de l'Etat, constituant un moment fort d'échanges et d'interpellation des plus hautes autorités sur des préoccupations majeures du monde rural ;

¹² La libération tardive des sites de cultures pluviales par certains propriétaires terriens pour la production maraîchère, nécessite que des concertations soient initiées par les unions assorties de « protocoles d'entente »

- La construction d'une vision de l'agriculture fondée sur la défense des exploitations familiales qui est de plus en plus partagée comme cadre viable de la sécurité alimentaire ;
- La négociation de marchés institutionnels : opération niébé dont les femmes sont les plus grandes productrices : « Sept milliards de francs dégagés par l'Etat pour l'achat du niébé » ;
- La négociation et l'ancrage d'un fonds tampon au RECA d'un montant de 1 million de dollars US pour garantir les commandes groupées des organisations paysannes en intrants (semences, engrais) , etc.

En matière d'informations, le RECA, « *bien qu'ayant été combattu à sa naissance comme étant un pied de l'administration, propos de leader d'OP* » a su se rendre indispensable, à travers la qualité de son assistance technique, en disponibilisant des informations forts utiles aux OP et à leurs producteurs/trices, en témoigne la forte influence sur son site web.

Les limites se retrouvent principalement au niveau :

- Des « querelles de leadership » entre RECA/PFPN et CAPAN/AREN qui se répercutent négativement sur la construction d'un mouvement paysan fort, par des alliances stratégiques qui auraient pu être tissées autour des enjeux et défis majeurs du monde paysan ;
- De la qualité de représentation qui est du fait plus de l'assistance technique ou des cadres qui animent ces organisations que de celle des élus, qui de par leur mandat, devraient assurer la fonction de représentation : il y a **insuffisance d'un coaching de qualité** ;
- Des faiblesses de représentation liées souvent, à des difficultés de mobilisation des OP pour un positionnement commun face aux autres acteurs et à un niveau d'impréparation de certaines rencontres lié aux délais. « *Sans personne ressource de qualité pour nous aider à comprendre ces gros documents et à anticiper, on sera toujours entrain de courir derrière l'agenda de l'Etat, propos d'un leader d'OP* » ;
- La synergie d'action entre les faïtières est très faiblement développée à cause « *des luttes de leadership et de cloisonnement de l'information, propos de leaders d'OP* ».

En conclusion, la mission confirme que la PFPN, RECA et CAPAN ont réussi à influencer les décisions politiques en faveur des exploitations familiales à travers leur travail de plaidoyer et de lobbying ; les effets sont tangibles.

Cependant, le niveau de maîtrise de leurs rôles requiert toujours un travail de renforcement de leurs capacités. De même, leur représentation aux discussions stratégiques **n'a pas toujours été démocratique** en l'absence de concertations préalables pour bâtir un argumentaire commun et désigner l'organisation (ou la personne) la mieux habilitée et ce, en fonction des rencontres, pour représenter leurs intérêts.

De manière spécifique, les constats et analyses suivants peuvent être faits autour des 5 indicateurs formulés dans le cadre logique :

N°	Indicateurs formulés	Niveau de réalisation/Effets - enseignements
1	Au moins 75 % des structures membres impliquées dans la prise de décision de leur organisation au niveau national	Les rencontres statutaires (AG, CA, Réunions de bureaux) ainsi que les concertations pour la définition d'orientations (ex : PDS, Politique de crédit et de warrantage, commercialisation etc.) constituent des temps forts de participation des membres aux prises de décisions. De plus, l'autonomie accordée aux démembrements des organisations, leur confère des pouvoirs de décisions. Mais la mission ne dispose pas de données lui permettant de dire « qu'au moins 75% des structures membres sont impliquées dans la prise de décision de leur organisation au niveau national ». La mission relève toutefois, la nécessité pour AREN et CAPAN de construire une vision et une identité forte afin de relever les enjeux et défis des éleveurs.
2	Satisfaction des membres	Des satisfactions sont comptables de l'action des OR, au nombre desquelles on peut retenir : <ul style="list-style-type: none"> - Le niveau d'écoute des préoccupations des paysans/nes par les hautes autorités et dont la journée du paysan constitue un moment fort ; - L'enregistrement de marchés institutionnels, principalement avec l'Etat, pour l'écoulement des productions des exploitations familiales ; - Le rôle d'interlocuteur à part entière au même titre que les autres acteurs (ETAT, PTF) dans les espaces de concertation etc. Toutefois, des insatisfactions sont relevées par les organisations de base, parmi lesquelles, on retient : <ul style="list-style-type: none"> - La méconnaissance de certains documents majeurs influant sur le vécu des exploitations familiales (code pastorale et rural par exemples) ; - La désorientation de certains acteurs de base du fait des « querelles de leadership entre RECA/PFPN et CAPAN/AREN » : insuffisance voire absence de coordination stratégique et de mutualisation des capacités stratégiques des leaders ; - Les besoins d'appuis des organisations de base en montage de dossiers non satisfaits (crédits, subvention, renforcement des capacités etc.) ; - Une centralisation des responsabilités et des avantages sans délégations ou partage ne permettant pas une valorisation des autres leaders et fragilisant ainsi à terme, les organisations etc. (RECA, PFPN) ; Il y a nécessité de travailler à un renouvellement du leadership paysan qui commence à être vieillissant et réfléchir à un plan de réduction de la dépendance technique et financière des OP.
3	Nombre de sollicitations des OR aux discussions stratégiques par les pouvoirs publics	Les OR ont été fortement sollicitées par les pouvoirs publics autour des questions stratégiques intéressant le secteur rural : ECOWAP, SDRP, SDR/PNIA, Code pastoral, Dispositif d'appui-conseil, BAGRI, Centrale d'approvisionnement des intrants, les missions ministérielles d'évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale etc. Pendant la transition, les OR ont obtenu 10 postes à la CCN. La force de propositions des OR pour des résultats tangibles au profit du monde rural/exploitations familiales importe plus que le nombre de sollicitations sur des discussions stratégiques surtout quand ces dernières sont le « plus souvent conviées à 2 ou 3 jours des rencontres avec en sus, de gros documents comme support de travail ». La mission suggère que les techniciens des OP assurent un véritable coaching des élus afin que ces derniers puissent convenablement assumer leurs rôles de représentation.
4	Prise en compte des intérêts des exploitations familiales dans les politiques sectorielles	Les actions de plaidoyer et de lobbying des faitières appuyées par celles du ROPPA au niveau sous régional, ont eu des effets sur : <ul style="list-style-type: none"> - L'acceptation de plus en plus au niveau national, d'une vision de l'agriculture fondée sur les exploitations familiales agricoles ; - Une prise de conscience des chefs d'Etat africains sur la souveraineté alimentaire lors du forum organisé au Niger par la PFPN ; - L'accès des femmes au foncier : libellations de titres fonciers en leurs noms. Cependant, la mission note que le plan d'action de la SDR, accorde une plus grande place à la grande irrigation qu'à la petite irrigation paysanne qui regroupe la majorité des exploitations familiales du pays.
5	Part du budget alloué au secteur rural et à la promotion des exploitations familiales	De 2009 à 2011, les données ont évolué « en dents de scie » : environ 149 milliards FCFA en 2009, 139 en 2010 et 141 en 2011 (sources : CDMT). Selon la loi de finance 2011, 35.7 milliards de FCFA sont budgétisés pour le secteur rural (agriculture, élevage, hydraulique) et sera en hausse selon les prévisions de 2012 (113.9 milliards FCFA) ; Mais le ratio dévolu au secteur rural qui est de 5.3% demeure inférieur aux 10% retenus par les gouvernements africains selon la Déclaration de Maputo de juillet 2003. Le budget n'étant pas désagrégué, il n'est pas possible à la mission de signifier la part allouée à la promotion des exploitations familiales : de plus, l'examen des programmes des OR ne fait mention d'aucun agenda relatif à cet indicateur devant résulter de leurs capacités d'influence.

2. Appréciation du choix des OR, du dispositif d'appui-conseil et du système de suivi-évaluation

2.1 Pertinence du choix des organisations rurales

L'analyse des capacités¹³ des organisations soutenues révèle des performances et des limites (Cf. annexe 5) :

Au nombre des performances, la mission relève entre autres :

- Une assise institutionnelle et une crédibilité forte de certaines OP tant auprès des partenaires (Etat, PTF) qu'auprès de leurs membres au regard des services offerts (Mooriben, AREN, FCMN, PFPN, RECA). Ces organisations disposent également d'un potentiel stratégique élevé ;
- Un service opérationnel de qualité au regard du staff qui le compose pour impulser la dynamique, la vision, les orientations et les actions de l'OP (Mooriben, RECA, FCMN, AREN, AID Kookari) : la délégation de maîtrise d'ouvrage aux unions/démembrements pour la mise en œuvre et la gestion des actions au niveau local est gage de leur durabilité ;
- L'existence de cadre d'intervention définissant les visions et les orientations stratégiques à travers un plan de développement stratégique (PDS) pluriannuel (3 à 5 ans) dont la qualité varie d'une organisation à l'autre (Cf. limites ci-dessous). L'existence des PDS est une avancée notable en comparaison à la « *génération, un projet, un bailleur de fonds, un rapport d'activités selon son canevas, propos d'un leader d'OP* » ;
- Un montage financier reflétant un partenariat diversifié pour certaines OP (Mooriben, FCMN, AREN, PFPN) avec un besoin de contribution de la coopération suisse en décroissance pour certaines OP (Mooriben) ;
- Des initiatives en cours de constitution de fonds propres (Mooriben, FCMN, AREN, AID Kookari) quoique timides et requérant un meilleur accompagnement à l'élaboration de business-plan ;
- L'existence de systèmes et procédures de gestion administrative et financière pour les 7 OP (manuel de procédures administrative, financière et comptable) et une comptabilité informatisée avec utilisation de logiciel (SAGE pour la plupart) permettant une sécurisation des données et sanctionnée par des audits périodiques induisant le déblocage des fonds des PTF.

Les limites majeures relevées par la mission sont notamment :

- L'examen des plans de développement stratégique pluriannuel montre quelques limites : absence de cadre logique (CAPAN), de budget (FCMN, AREN, PFPN), nombre d'objectifs spécifiques élevés (AREN et PFPN 7 à 8) etc.
- Un montage financier empreint d'une démesure (CAPAN : 2 milliards), d'une fragilité financière et une forte dépendance des OP aux financements extérieurs de leurs partenaires (l'analyse des données disponibles montre une part d'autofinancement qui va de 5 à 13% respectivement pour RECA et Mooriben) ;
- Une gouvernance interne marquée par une faiblesse de la communication interne qui requiert une amélioration pour toutes les OP car constituant leur maillon faible : la transparence et la capacité de rendre compte est à mieux construire. Certaines unions membres ou des démembrements des faïtières sont sous informés de certains financements reçus des partenaires et de leur utilisation : RECA, CAPAN, PFPN.
- Les dysfonctionnements de certains organes des OP déteignent négativement sur la vie institutionnelle des organisations :

¹³ Critères :

- ✓ Contributions à la sécurité alimentaire,
- ✓ Capacités de représentation et d'influence,
- ✓ Fournitures de services aux membres
- ✓ Capacités professionnelles

- ✓ Irrégularité de tenue des réunions du Bureau exécutif (RECA, PFPN) et faible fonctionnalité des commissariats aux comptes (FCMN, Unions appuyées par AID Kookari) ;
- ✓ Absence d'alternance ou longévité de certains responsables de bureau à leurs postes : FCMN, AREN, CAPAN.
- ✓ « Port de la double casquette » qui comporte des aspects positifs mais influe négativement sur la performance institutionnelle en termes de présence, de prises de décisions, de retard dans le traitement de certains dossiers etc.: Président PFPN/ROPFA, Président RECA/CAPAN.
- Un coût du service opérationnel relativement important et hors de portée des faïtières sans appui extérieur, au regard du nombre de cadres (Mooriben, FCMN, AREN).

Enseignements :

Les défis majeurs à relever par les organisations sont essentiellement :

- La maîtrise de leur rapide croissance et la recherche de garantie de viabilité de leurs unions ;
- La maîtrise de leurs charges de fonctionnement au regard du personnel qui s'accroît et des besoins de démembrements ;
- L'amélioration de la communication interne, la formation et l'information des membres sur leurs droits de demander des comptes à leurs responsables et le devoir des responsables de rendre compte aux membres : « développement d'un mécanisme d'imputabilité et de redevabilité » ;
- Le renforcement des capacités d'autofinancements.

Il y a aussi nécessité qu'une réflexion s'engage sur la pertinence du financement de certaines activités régaliennes des organisations rurales par les partenaires financiers comme :

- La tenue des assemblées générales ;
- Les prises en charge des réunions des conseils d'administrations et des réunions des bureaux exécutifs.

En conclusion, la mission confirme la pertinence du choix des OR mais suggère que les appuis futurs soient conditionnés à une meilleure gouvernance des OP. Cette analyse permet une catégorisation des OR en deux lots :

- ✓ Un premier lot constitué d'organisations à forts impacts sur la sécurité alimentaire (Mooriben, AREN et FCMN) et sur le plaidoyer/lobbying (RECA et PFPN) ;
- ✓ Un deuxième lot constitué de AID-Kookari et de CAPAN dont la portée des effets est relativement réduite et en construction.

2.2 Performance des services d'appui-conseil des organisations

2.2.1 Acquis et limites du système d'appui conseil dans les OP

Constats et acquis

Les différentes organisations paysannes Mooriben, FCMN Niyya, AREN ainsi que l'ONG AID-Kookari ont initié et développé un dispositif d'appui-conseil (Secrétariat exécutif-Animateurs endogènes-Paysans relais) qui livre une gamme de services de qualité bien appréciée par leurs membres au regard du niveau de satisfaction et des besoins de conseil (Cf. point 1.3).

Le dispositif de Mooriben est le plus étoffé et le plus intégré¹⁴ (718 animateurs endogènes et paysans relais) comparativement autres (FCMN, 193 ; AID Kookari, 77 ; AREN, 6).

Au niveau des villages d'intervention, les paysans relais participent à l'auto-encadrement des membres des groupements (cas de Mooriben et FCMN) selon un dispositif à 4 composantes :

¹⁴ Ce système de services intégrés permet de gérer les fonctions de sécurité alimentaire (Banques de céréales), d'approvisionnement en intrants (Boutiques d'intrants), d'appui technique (animateurs/trices), de communication (Radios Communautaires) et de financement (caisses mutuelles).

- les paysans relais désignés par leurs pairs et travaillant au sein de leurs organisations,
- les gérants des BI,
- les animateurs endogènes
- les cadres du secrétariat exécutif.

Ces dispositifs d'appui-conseil ont suppléé l'absence de l'Etat pour développer une gamme de services intégrés auprès des membres : boutiques d'intrants (équipements, semences, engrais etc.), services financiers (IMF), warrantage, sécurisation alimentaire (banque centrale), informations (radio communautaire).

La diffusion de conseils à travers la boutique d'intrants et la radio communautaire sont fortement appréciés par les producteurs/trices dans les zones d'actions de Mooriben et FCMN.

En termes de résultats, au niveau du dispositif d'appui conseil de Mooriben, qui est le plus documenté, au cours de la campagne agricole 2010, les paysans relais ont apporté des appui/conseils à 21 117 producteurs dont 49% de femmes et 23% de jeunes. En moyenne, chaque paysan relais a appuyé 34 producteurs.

Bâti sur le bénévolat et l'engagement à servir, les animateurs endogènes perçoivent mensuellement des indemnités. Cette option d'animateurs endogènes, présente **l'avantage** que ces derniers sont connus et acceptés dans leur milieu et sont plus concernés par la réussite des programmes de l'Union. Ce faisant, les taux de satisfaction des appuis sollicités sont élevés.

Limites/suggestions : En termes de limites, on peut relever :

- La relative faible fonctionnalité du dispositif organisationnel à cause de la précarité de leur situation de rémunération car selon certains d'entre eux, « *ils consacrent 50% de leur temps (qui devraient normalement être réservés aux activités d'appui conseil) aux travaux agricoles pour assurer certaines charges incompressibles de leur famille* » ;
- La faiblesse des niveaux requis pour certains paysans relais dont certains ne sont pas alphabétisés pour accomplir les tâches qui leur sont confiées. Leur profil s'est élaboré sur « *le tas* » avec l'expérience du terrain appuyée par des formations modulaires de courte durée, mais sans support écrit d'où, des déperditions dans la chaîne de transmission des connaissances ;
- Les coûts de fonctionnement des dispositifs qui sont fortement tributaires des financements extérieurs. Il y a nécessité qu'**un travail de réflexions se fasse sur le statut, les coûts et niveau d'indemnisation des animateurs endogènes** pour davantage pérenniser les acquis obtenus par les OP en matière de sécurité alimentaire (Mooriben, FCMN, AREN, AID Kookari).

La mission suggère également de

- Procéder régulièrement à un recyclage de toute la chaîne du dispositif ;
- Mettre en place un processus de suivi et d'évaluation des sessions de formation en vue de mesurer le niveau de connaissances théoriques et pratiques capitalisées par l'apprenant et leur impact sur ses prestations et les résultats obtenus dans le cadre de ses activités et celles de l'OP ;
- Renforcer le partenariat avec la recherche afin de disposer des innovations à tester pour les producteurs/trices et de remonter les besoins spécifiques des producteurs vers la recherche.

2.2.2 Aperçu sur le nouveau document d'Appui Conseil

Avec l'appui technique et financier de la FAO, de l'Union Européenne et du Programme d'Actions Communautaires, et sous la supervision du Secrétariat Exécutif de la SDR, une étude a été menée sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'appui-conseil au Niger. Ce dispositif constitue une des composantes du Programme National d'Investissements Agricoles Prioritaires de la SDR (PNIA-P/SDR) et sa mise en place effective sera un processus qui peut se décomposer en :

- **une phase initiale** de 5 ans au cours de laquelle, il est prévu la réalisation des différentes études préliminaires, l'expérimentation du dispositif dans 6 communes pilotes avant sa généralisation

aux 255 communes que compte le Niger, l'élaboration et le démarrage de la mise en œuvre de plans stratégiques de la recherche et de la formation ainsi que la mise en place des investissements matériels et logistiques requis ;

- **une phase de croisière** de 5 ans qui correspond à la période de généralisation du dispositif d'appui conseil ;
- **une phase de consolidation** de 3 ans, au cours de laquelle, seront effectués les ajustements nécessaires afin de corriger les insuffisances constatées au cours des deux premières phases.

Ce nouveau dispositif se basera sur les structures étatiques existantes dont les capacités seront renforcées, mais une place de choix sera faite aux acteurs non étatiques, notamment les OP, les ONG et les privés. Les coûts globaux du dispositif d'appui conseil ont été estimés pour la phase initiale (2011-2015) à 16 594 255 000 FCFA, comprenant l'expérimentation d'une phase pilote de 15 mois dans 9 communes. Ces ressources proviendront du budget de l'Etat, du budget des collectivités, des partenaires techniques et financiers notamment en ce qui concerne la mise en place des investissements et des contributions des organisations paysannes.

Deux organes animeront la mise en œuvre du nouveau dispositif :

- un organe d'orientation et de décision : le Comité Technique de Suivi ;
- un organe d'exécution, l'Equipe d'appui technique rattachée au SE-SDR.

Un partenariat sera entretenu avec les services de l'Etat (les CDA) qui contribuent à l'encadrement des animateurs ; ce partenariat sera consolidé à l'image des rapports et échanges développés entre Mooriben et les démembrements des services étatiques.

❖ Commentaires sur le nouveau dispositif d'appui conseil proposé

Après lecture du nouveau document sur l'appui conseil, il apparaît clairement, **que toutes les expériences capitalisées jusqu'alors par les OP ont été mises à l'écart pour repartir sur de nouvelles bases, de nouvelles propositions** qui n'apportent dans leurs argumentaires aucune approche méthodologique nouvelle apte à « surclasser » les anciennes méthodes et à garantir une amélioration quantitative et qualitative des activités à vulgariser.

Ainsi, il est difficile d'abandonner systématiquement et d'une manière brutale des techniques de vulgarisation (même si celles-ci présentent quelques insuffisances par ailleurs) qui ont déjà fait leurs preuves sur le terrain, au profit d'un « hypothétique dispositif d'appui conseil » dont le goulot d'étranglement concerne moins son installation que la qualité et la maîtrise des prestations et le délai d'atteinte de leur vitesse de croisière.

C'est pourquoi la mission suggère qu'en attendant que le nouveau système d'appui-conseil proposé par l'Etat fasse ses preuves dans les régions où il sera expérimenté, que :

- Les dispositifs d'appui-conseils des OP soient soutenus en prenant toutefois en compte, les propositions formulées pour les rendre plus performants et pérennes.
- La **coopération suisse accompagne les OP à influencer sur le dispositif national d'appui-conseil** pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations. *« Ce qu'on a dit et proposé, ce n'est pas ça qui est écrit et retenu dans le nouveau dispositif : des dispositifs existent au sein des OP donc il faut articuler les propositions autour de cela et les soutenir » ; « Ce nouveau dispositif va être encore comme le PRSAA ou le PGRN et s'il s'arrête, sans moyen, on ne pourra pas le poursuivre ! Propos de leaders d'OP »*

2.3 Analyse du système de suivi des effets des organisations rurales

Les systèmes de suivi existants au sein des organisations rurales, encore peu structurés et opérationnels, connaissent quelques insuffisances :

- Un système de suivi-évaluation est en construction au niveau de la FCMN avec l'appui d'un stagiaire de Agriterria ;

- Les systèmes en œuvre au sein de Mooriben et de AID-Kookari se basent sur :
 - ✓ le dispositif des animateurs pour le suivi et la collecte des données ;
 - ✓ Un chargé de programme à Mooriben et le Secrétaire exécutif de AID Kookari pour la centralisation des données, la saisie et le traitement.
- Pour les autres organisations, le dispositif ne paraît pas très opérationnel et structuré.

L'analyse des différents systèmes/dispositifs de suivi-évaluation tant au niveau du Buco qu'au niveau des OR, montre des insuffisances et le rendu des informations n'est pas référencé aux indicateurs du cadre logique, rendant complexe une comparaison et agrégations des données.

En vue de la phase 3, des indicateurs de réalisation et d'effets sont formulés et recentrés sur (Cf.4.5 et annexe 4) :

- ✓ Les déterminants de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité et la stabilité (quantité et présence des aliments) ainsi que l'accès et la qualité nutritionnelle ;
- ✓ Des résultats de plaidoyer/lobbying recentrés prioritairement sur l'approvisionnement en intrants, la commercialisation.

Au regard de ce qui précède, les propositions suivantes sont esquissées pour un système de suivi coordonné des effets et des impacts au niveau des OP :

- Validation des indicateurs clé formulés avec les OP et élaboration d'une étude de référence ;
- Proposition et adoption d'un manuel de suivi-évaluation par l'ensemble des OP concernées ;
- Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation au niveau de chaque OP avec un statisticien qui sera chargé de piloter le dispositif en lien avec les animateurs et paysans relais pour une remontée trimestrielle des informations suivants des fiches de collecte conçues à cet effet ;
- Informatisation du système de suivi, traitement, analyse des données avec le logiciel SPSS et production des rapports selon une périodicité semestrielle.

3. Pertinence des modalités d'appuis et d'une contribution à un fonds d'appui

3.1 Pertinence des modalités d'appuis aux organisations

Pertinence et efficacité

Les relations de partenariat et les modalités d'appuis entretenues par la coopération suisse avec les organisations rurales portent principalement sur :

- Le dialogue, le conseil et l'accompagnement ;
- Le renforcement de leurs capacités organisationnelles et stratégiques, des contributions financières non affectées et pluriannuelles à leurs programmes et la coordination des appuis avec les autres PTF.

L'analyse des trois principes d'actions que sont le dialogue, le conseil et l'accompagnement au regard de leur caractère participatif et de la volonté de la Coopération Suisse de co-construire avec les OR des processus participatifs dans des champs d'actions où ces dernières ont de la compétence, montre des résultats intéressants dénotant ainsi, leur pertinence.

Le dialogue et le conseil constituent les principales contributions de la coopération suisse tant avec les OR que les PTF des OR. C'est dans ces domaines également, qu'elle a été en mesure d'utiliser ses avantages comparatifs le plus efficacement, en particulier son statut de partenaire crédible dans l'accompagnement des organisations paysannes. Ses conseils, sa flexibilité/souplesse et sa crédibilité ont permis à certaines OP de nouer des partenariats financiers (Mooriben, CAPAN, AREN etc.) pour la réalisation de leurs actions et d'entrer dans un cadre programmatique pluriannuel de leurs activités (toutes les 7 OR). Cette étape a permis de poser des jalons solides dans le renforcement de leurs capacités stratégiques. Il s'agit d'une avancée importante dans les relations de partenariat entre la coopération suisse et les OP et un début de visibilité et de transparence entre PTF accompagnant ou

finançant la même organisation paysanne. Les audits communs par exemple ont amélioré la communication et la circulation de l'information entre PTF et OP.

Ce positionnement financier très apprécié des OP, a été un atout à la créativité, à l'expression et à l'accompagnement de l'expertise au sein des OP autour des préoccupations de leurs membres « pas d'imposition de la coopération suisse ». De plus, l'appui à la tenue de processus concertés pour la définition de stratégies (CAPAN, AREN), les voyages d'échanges et les appuis logistiques (FCMN) ont renforcé les capacités internes des OP.

La mission **apprécie positivement la pratique de contributions financières non affectées** mais **à la condition qu'elle soit accompagnée de mécanismes concertés de transparence avec les autres PTF de l'OP.**

Une coordination des appuis avec les autres PTF des OP accompagnées est amorcée (audit commun, mailing), mais la mission la juge timide: **la coopération suisse n'utilise pas pleinement ses atouts.**

Les **limites demeurent principalement** dans :

- La faible construction de relations synergiques plus fortes et plus soutenues entre PTF autour d'un plan concerté d'accompagnement de l'organisation paysanne pour une efficacité d'action et une gouvernance plus élevée. Le rôle ou statut de leader de la coopération suisse dans le domaine d'appui aux organisations paysannes, implique un positionnement stratégique comportant certes des risques, mais aussi, des exigences spécifiques pour faire avancer les questions de gouvernance dans les organisations paysannes ;
- Les lenteurs dans les décaissements inhérentes surtout, aux conditionnalités des résultats des audits des comptes ;
- L'accompagnement des OP, où l'on peut relever :
 - ✓ La faiblesse des réunions de concertation portant sur le suivi des activités des OP ;
 - ✓ L'insuffisance des missions de suivi et de supervision des projets et programmes des OP ;
 - ✓ L'absence de réunions d'arbitrages annuels portant :
 - Sur la synthèse du niveau des résultats atteints par les OP par rapport aux prévisions en vue d'éventuelles réorientations ;
 - Sur d'éventuelles révisions et/réajustements budgétaires nécessaires pour faire face à des situations imprévisibles.

Propositions d'améliorations

Au regard des acquis et limites ci-dessus, la mission suggère de :

- Poursuivre les mêmes modalités d'appuis aux OR mais en les conditionnant davantage aux principes de bonne gouvernance (redevabilité, imputabilité et transparence interne au niveau de l'OR et vis-à-vis des autres PTF de l'OR) ;
- Renforcer la coordination des appuis avec les autres PTF de l'OP en développant un partenariat proactif et plus synergique pour une gouvernance concertée afin d'induire plus d'efficacité et de transparence dans la mise en œuvre des PDS des OP (Cf. annexe 4);
- Renforcer l'accompagnement des OP retenues (concertations périodiques autour de thématiques, suivi-conjoint des programmes entre PTF et OP, réunion annuelle d'arbitrage entre PTF et OP autour des résultats du PDS pour des besoins de réorientations si nécessaires, audits conjoints et alternés etc.) ;
- Allier le financement/contractualisation des appuis entre le niveau faîtier (macro) et le niveau méso tout en veillant à éviter une duplication et une déstructuration de la faîtière : des conventions avec signatures conjointes pourraient être envisagées pour plus de transparence : PTF, niveau faîtier de l'OR, niveau infra de l'OR. S'engager dans cette voie suppose une auto-analyse de la dimension, capacités en suivi du Buco ;
- Concevoir une stratégie pluriannuelle de sortie pour chacune des OR accompagnées, sur un horizon temporel à définir : ces OR pourraient alors être arrimées aux guichets de fonds d'appuis.

3.2 Pertinence et modalités de contribution à un fonds d'appui

Les processus en œuvre pour la mise en place de fonds d'appui sont essentiellement portés par les coopérations danoise et luxembourgeoise. Ces expériences sont à leur démarrage (6 à 12 mois) :

- Au niveau de **l'expérience danoise**, les mécanismes et organes de gestion sont les suivants :
 - **Localités couvertes** : Diffa et Zinder
 - **Echelle d'éligibilité** : villageoise et communautaire
 - **Nature du dossier** :
 - ✓ micro projet : niveau OP avec un coût ne dépassant pas 10 millions ;
 - ✓ niveau commune, avec des projets dont le coût ne dépasserait pas 20 millions de FCFA.
 - **Qualité des candidats** :
 - ✓ Structures professionnelles du secteur rural (groupe de producteurs, OP reconnues ; unions de fédérations, groupements de femmes rurales ;
 - ✓ Producteurs individuels ;
 - ✓ Associations d'usagers.
 - **Gestionnaire de fonds**: un établissement financier composé d'auditeurs et d'assureurs qui a son siège à Niamey, la Société Sahélienne d'Investissement qui fait la promotion des PME.
 - **Instances de sélection des dossiers** : mise en place de commissions à l'échelle communale, départementale et régionale pour accompagner et soutenir les OP et les individus candidats à leur appui.
 - **Partenaires financiers locaux** : N'Gada et d'autres IMF de la région.
 - **Coordonnateur de la gestion du fonds** : Le Secrétaire Général Adjoint de la région.
- Au niveau de **l'expérience luxembourgeoise**, il est prévu de :
 - Couvrir la **région de Dosso** avec la mise en place de 3 guichets :
 - ✓ Guichet 1 : Organisation paysannes ;
 - ✓ Guichet 2 : Communes ;
 - ✓ Guichet 3 : Maîtrise d'œuvre.
 - Une politique de planification à travers une régionalisation de la SDR qui est en cours d'élaboration par les services techniques « sans participation des différents acteurs de la région et notamment des OP » ;
 - Le circuit de la dépense par le Trésor/Contrôleur financier.
 - Les fonds sont gérés par la coopération elle-même.
- **Le FIDA** se positionne également au niveau de Maradi.

Ces fonds d'appui ne sont pas encore opérationnels et leur fonctionnement et leur efficacité ne peuvent être évalués. L'**analyse comparée entre les modalités d'appui actuelles du Buco d'avec les fonds d'appui** qui n'en sont qu'au stade de construction et, au regard des résultats mitigés,¹⁵ problèmes d'arbitrage et d'accessibilité entourant souvent ces fonds dans certains pays, montre qu'il **est prudent et souhaitable de poursuivre le financement direct aux OR** en attendant que l'Etat arrive à s'entourer d'institutions financières crédibles aptes à appuyer financièrement et efficacement le monde rural.

La mission **ne juge pas opportun de s'engager dans la voie des fonds d'appui pour l'instant** ; toutefois, pour les besoins de décisions futures, la coopération suisse pourrait s'intéresser aux résultats des processus engagés par ces coopérations et capitaliser également l'expérience qui sera conduite entre la BAGRI et les OP.

¹⁵ Problèmes d'arbitrage, collusion d'intérêts entre promoteurs et comité de sélection, lourdeur dans les décaissements, montages de projets fictifs, etc.

4. Propositions et recommandations pour la phase 3 du programme d'appui aux organisations rurales

4.1. Régions de concentration des interventions de la phase 3 du Programme

L'analyse des indicateurs de pauvreté montre une prégnance du seuil de pauvreté dans les régions de Maradi (35,1%), Dosso (28,8%) et Tillabéry (26,8%) qui pourraient être retenues comme zones de concentration de la phase 3, en cohérence avec la SDRP et la SDR qui font de la réduction de la pauvreté, une priorité¹⁶.

Cependant, compte tenu de l'insécurité due à la montée de l'extrémisme de Al Qaida au Maghreb Islamique, notamment dans la région de Tillabéry, qui ne permet pas un suivi sur le terrain par des occidentaux, les régions de Dosso et Maradi sont retenues comme régions d'intervention de la phase 3 du programme d'appui aux organisations rurales ; ce qui est en cohérence avec les orientations de la stratégie de coopération de la DDC au Niger 2010-2014.

Cependant, la mission suggère d'intégrer à ces 2 régions, la communauté urbaine de Niamey pour le maraîchage périurbain qui constitue un créneau porteur économique et une alternative à la lutte contre l'insécurité alimentaire en soutenant les exploitations familiales de cette région.

4.2 Propositions sur le choix des organisations rurales à accompagner

Le croisement et l'analyse des critères déterminants (cf. point 2) permettent de dégager :

- Un premier lot d'organisations à forts impacts sur :
 - ✓ La sécurité alimentaire et qui sont capables d'impulser les bases productives des exploitations familiales avec un service conseil adapté pour réduire l'insécurité alimentaire en zone agricole et en zone pastorale (Mooriben, AREN et FCMN) ;
 - ✓ Le plaidoyer/lobbying et qui sont capables d'influer sur les politiques d'approvisionnement en intrants et de commercialisation pour permettre de soutenir et d'améliorer les quantités et les qualités de production (RECA et PFPN) ;
- Un deuxième lot constitué de AID-Kookari et de CAPAN dont la portée des effets est relativement réduite et en construction.

Deux cas de figures se présentent pour le choix des OP à retenir pour la phase 3, chacune ayant des avantages et des inconvénients :

Option 1 :

- Concentration des appuis sur Mooriben, FCMN et AREN pour espérer atteindre des impacts plus soutenus de sécurité alimentaire ; en matière de plaidoyer/lobbying, sur PFPN, RECA/CRA de Dosso et Maradi ;
- Plan de retrait envisagé alors, pour CAPAN et AID-Kookari avec toutefois des risques de pertes des acquis obtenus auprès de leurs membres.

Option 2 :

- Plan de retrait au niveau de Mooriben, AREN, FCMN et PFPN au regard de leurs capacités de mobilisation de partenariats, pour financer leurs activités et en prenant compte du fait que ces organisations pourront tirer partie des fonds d'appuis qui seront mis en place ;
- Concentration des appuis au niveau de RECA, de CAPAN et AID-Kookari mais les acquis ou impacts en matière de sécurité alimentaire seront limités.

La mission suggère au regard de ce qui précède de :

- ✓ Concentrer les appuis sur les OR actuelles, avec une intensité d'appuis sur (Mooriben, AREN, FCMN, RECA et PFPN) du fait de leur représentativité, de leurs potentiels stratégique et

¹⁶ La SDR se propose de réduire l'incidence de la pauvreté rurale de 66% à 52% à l'horizon 2015.

professionnel à influencer fortement et durablement à terme sur la sécurité alimentaire et le plaidoyer, pour un accès des exploitations familiales aux services financiers, aux intrants et aux marchés dans les zones prioritaires de la coopération suisse ;

- ✓ Continuer les appuis à CAPAN et AID Kookari pour maintenir la dynamique impulsée auprès de leurs membres, mais aussi du fait de leurs capacités professionnelles et du potentiel stratégique de CAPAN à jouer un rôle majeur auprès des éleveurs à l'image du RECA auprès des agriculteurs ;
- ✓ Allouer des fonds aux CRA de Dosso et de Maradi pour un accompagnement de proximité des unions et groupements des zones prioritaires du Bucu tout en procédant à une réaffectation d'une partie du financement du RECA à ces démembrements.

4.3 Proposition pour l'augmentation du volume des appuis

Au regard des acquis de la phase 2 et de la nécessité de mieux les impacter en vue de leur durabilité, de l'accent à mettre sur l'accès des producteurs/trices à l'eau de production et la connexion d'un volet pistes rurales pour faciliter l'accès aux sites/zones de productions maraichères et rizicoles, **la mission suggère une augmentation du volume des appuis** aux Organisations rurales retenues pour la phase 3 du programme.

Cette augmentation se justifie aussi par le fait que, le niveau des appuis apportés à FCMN dans la phase 2 était très réduit

Cette augmentation du volume des appuis pourra faciliter un renforcement des capacités en infrastructures de commercialisation (conservation/transformation) des OP, condition essentielle à un meilleur arrimage aux marchés, à des prix plus rémunérateurs aux producteurs/trices.

4.4 Recommandations pour la phase 3

Au regard des acquis, des limites et enseignements de la mise en œuvre de la phase 2 du programme d'appui aux organisations rurales, la mission formule donc les recommandations suivantes :

❖ A la Coopération Suisse :

- 1- Allouer des ressources plus importantes aux OR afin de mieux impacter la question de la sécurité alimentaire qui doit être articulée à un meilleur accès des exploitations à l'eau de production dans les zones à haut potentiel (promotion de la petite irrigation) pour une diversification des produits en toute saison et augmentation des revenus ainsi que l'accès à une sécurité nutritionnelle;
- 2- Réduire les indicateurs et les fonder sur :
 - ✓ Des déterminants de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité et la stabilité (quantité et présence des aliments) ainsi que l'accès et la qualité nutritionnelle :
 - ✚ Avoir 3 repas par jour tout au long de l'année pour 75% des exploitations membres des OP¹⁷ ;
 - ✚ Accès facilités pour 70% des ménages membres des OP aux aliments, grâce aux stocks des banques de céréales, au warrantage/AGR et à la diversification des productions¹⁸.
 - ✓ Des résultats de plaidoyer/lobbying recentrés prioritairement sur l'approvisionnement en intrants, la commercialisation :

¹⁷ Dans les régions de Dosso et Maradi, les ratios à l'échelle de l'ensemble des ménages étaient respectivement de 60% et 84% en 2007 (Sources : PNUD 2007 : Mesure de la pauvreté selon la méthode de degré de satisfaction des besoins essentiels)

¹⁸ Les taux d'accès à l'échelle de l'ensemble des ménages étaient de 63% et 76% respectivement pour les régions de Dosso et Maradi en 2007 (Sources : Idem PNUD)

- ✚ Capacité d'autofinancement renforcée d'au moins 25% ;
- ✚ Volumes des crédits/intrants obtenus pour au moins X% des membres des exploitations familiales ;
- ✚ Volumes des marchés obtenus pour l'écoulement des produits agricoles/pastorales des exploitations.

- 3- Poursuivre les mêmes modalités d'appuis aux OR mais en les conditionnant davantage aux principes de bonne gouvernance (redevabilité, imputabilité et transparence interne au niveau de l'OR et vis-à-vis des autres PTF de l'OR) et développer un partenariat plus synergique avec les autres PTF des OR pour une gouvernance concertée afin d'induire plus d'efficacité (transparence et cohérence dans la mise en œuvre des PDS) ;
- 4- Accompagner les OR à influencer sur le dispositif national d'appui conseil pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations ;
- 5- Allier le financement/contractualisation des appuis entre le niveau faitier (macro) et le niveau méso tout en veillant à éviter une duplication et une déstructuration de la faitière : s'engager dans cette voie suppose également une auto-analyse de la dimension, capacités en suivi du Buco ;
- 6- Concevoir une stratégie pluriannuelle de sortie/désengagement pour chacune des OR accompagnées sur un horizon temporel à définir.

❖ **Aux organisations rurales :**

- 7- Consolider et articuler le système de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte d'avec le système national de surveillance pour une mutualisation des services et moyens, afin d'induire une efficacité et une efficience dans le suivi de la situation alimentaire dans les zones d'emprise du programme d'appui aux OR ;
- 8- Assurer une qualité de représentation et de plaidoyer fondée sur des alliances stratégiques à développer autour des problématiques cruciales de la professionnalisation des exploitations familiales, de l'accès aux intrants de qualité et d'une connexion aux marchés pour des prix plus rémunérateurs aux producteurs/paysans : organisation de la mise en marché groupée des produits agricoles ;
- 9- Renforcer les systèmes/dispositifs de suivi-évaluation-capitalisation pour mieux renseigner les effets du Programme d'appui aux OR ;
- 10- Capitaliser les résultats opérationnels pour influencer sur les politiques et stratégies au niveau national (dispositif d'appui-conseil, approvisionnement en intrants, commercialisation) ;
- 11- Accompagner les exploitations familiales dans le développement d'une culture d'entreprise (conseil à l'entreprenariat agricole, production de comptes d'exploitations, meilleure tenue des documents de gestion par les comités de gestion) pour une meilleure connexion aux marchés ;
- 12- Œuvrer à une meilleure sécurisation foncière surtout, pour les femmes, les jeunes et les éleveurs en vue d'induire une durabilité de la sécurité alimentaire ;
- 13- Concevoir et développer une stratégie d'accompagnement différenciée des unions (anciennes/récents : cas de Mooriben) pour un transfert progressif de responsabilités et leur autonomisation à terme ;
- 14- Renforcer la construction de l'autonomie financière des unions et des organisations faitières pour réduire leur forte dépendance aux PTF ;
- 15- Renforcer la gouvernance interne : prises de décisions, fluidité et transparence des informations entre le sommet et la base à travers le partage/publication des informations des rapports d'audit et des conventions de partenariat.

4.5 Synthèse de la phase 3 du programme d'appui aux organisations rurales

L'économie du Niger essentiellement portée par le secteur rural (52% du PIB) est à dominante agriculture familiale. Secteur à hauts créneaux économiques potentiels, il reste cependant tributaire

des changements climatiques et marqué par une faible performance des filières agricoles. Les exploitations familiales restent confrontées à des problèmes de modernisation/productivité et de compétitivité face à la concurrence internationale, des contraintes de financement, d'accès aux intrants et aux marchés ainsi qu'un accès à un appui-conseil de qualité depuis le désengagement de l'Etat dans les années 90.

Face à ces contraintes majeures de développement, des initiatives sont développées par les organisations paysannes et leurs membres avec l'appui des bailleurs de fonds aux côtés de l'Etat, pour créer les bases d'une croissance susceptible d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et surtout inverser l'insécurité alimentaire. Mais beaucoup reste à faire sans allocations substantielles de fonds des partenaires techniques et financiers.

La première phase de ce programme a permis d'identifier, de sélectionner et d'accompagner une première série d'organisations présentant les capacités et un potentiel pouvant influencer durablement sur le bien-être des populations rurales dans les zones prioritaires de la DDC. Des résultats encourageants ont été obtenus : développement des capacités stratégiques, renforcement des capacités techniques, augmentation et sécurisation des productions etc.

La seconde phase du programme a permis de consolider les acquis avec des résultats significatifs en matière de

- **Sécurité alimentaire** par une meilleure :
 - ✓ Couverture des besoins alimentaires, une génération de revenus aux producteurs/trices par le warrantage et une amélioration de la qualité nutritionnelle des ménages à travers la diversification des productions et l'autoconsommation d'une partie des produits maraichers ;
 - ✓ Sécurisation des enclaves pastorales, des couloirs de passage et la matérialisation de certains espaces pastoraux, la réduction des conflits fonciers dans certaines localités pour l'accès aux ressources etc.
- **Accès des producteurs aux services économiques** liés à l'information sur les marchés, la surveillance des crises alimentaires et un meilleur accès aux intrants et aux financements qui ont induit une amélioration des rendements et des productions agricoles ainsi que l'amorce d'une connexion aux marchés (Mooriben et FCMN) avec pour effets, un début de professionnalisation des exploitations familiales ;
- **Représentation, de plaidoyer et de lobbying** qui ont induit entre autres :
 - ✓ Une prise en compte des intérêts des exploitations familiales dans les politiques sectorielles, un rôle incontournable des OP dans la définition des politiques et programmes de développement ;
 - ✓ L'engrangement de marchés institutionnels importants avec l'Etat facilitant ainsi l'écoulement des produits des exploitations familiales.

Le présent programme se fixe comme **défi**, d'améliorer le bien-être des populations rurales et en particulier des groupes défavorisés (pauvres, femmes, enfants) par la réduction de leur pauvreté en accroissant leur niveau de sécurité alimentaire et leurs revenus dans les zones prioritaires de la DDC.

L'enjeu du programme se centre sur **le renforcement des bases productives par un accès aux intrants et à des services financiers adaptés** aux producteurs/trices ainsi que le renforcement des capacités commerciales des OP.

L'hypothèse d'impact est : **le développement de l'élevage, ainsi que des cultures vivrières pluviales et les cultures de contre saison à travers la petite irrigation paysanne, favorisent un accroissement quantitatif et qualitatif des productions** des exploitations familiales permettant d'assurer la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus.

Deux effets majeurs sont attendus de la phase 3 du Programme :

Effets attendus 1 : Les exploitations familiales soutenues par leurs organisations, Mooriben, FCMN, AREN et AID Kookari ont réussi à **augmenter et à sécuriser de manière significative en quantité et**

en qualité, leurs productions agricoles et pastorales pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages grâce à leurs accès à des services adaptés.

Effet attendus 2 : Les organisations faîtières (PFPN, RECA/CRA de Dosso et Maradi, CAPAN,) sont **outillées** pour développer un plaidoyer et un lobbying incisifs afin d'influer sur les politiques de financement, d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits en faveur des exploitations familiales.

Les cibles escomptées à la fin de la phase sont évaluées sur :

- **La disponibilité, la stabilité, l'accès et la qualité (quantité et présence) aux aliments :**
 - ✚ Avoir 3 repas par jour tout au long de l'année pour 75% des exploitations membres des OP
 - ✚ Accès facilités pour 70% des exploitations membres des OP aux aliments, grâce aux stocks des banques de céréales, au warrantage/AGR et à la diversification des productions.
- **Les résultats du plaidoyer/lobbying :**
 - ✚ Capacité d'autofinancement renforcée d'au moins 25% ;
 - ✚ Volumes des crédits/intrants obtenus pour au moins X% des membres des exploitations familiales ;
 - ✚ Volumes des marchés obtenus pour l'écoulement des produits agricoles/pastorales des exploitations.

Conclusion

La coopération suisse est un partenaire incontournable des OP nigériennes. Son approche, les zones et les niveaux auxquels elle intervient (fédérations d'unions, faîtières nationales) sont pertinents et permettent l'atteinte de résultats tangibles à des échelles régionale et nationale.

Les modalités d'appui, si elles permettent une grande liberté aux OP pour mener des actions diversifiées et complémentaires auprès de leurs membres ainsi qu'un appui institutionnel indispensable aux OP, nécessitent néanmoins des garanties de transparence auprès des membres des OP ainsi que des autres PTF.

La troisième phase doit constituer une étape de consolidation des acquis des OP partenaires avec comme mode d'intervention, la mise en place de cadres de concertation entre OP et PTF ainsi qu'un système de suivi-évaluation au sein des OP partenaires en cohérence avec les indicateurs du Programme de la phase 3.

Les activités financées doivent mettre l'accent sur la rentabilité des activités économiques, la capitalisation d'expériences et la circulation d'informations pour une meilleure concertation des faîtières avec leur base. Le RECA pourrait avoir ce rôle de capitalisation et de diffusion étant donnée les compétences internes et le dispositif d'information mis en place.

La coopération suisse doit mettre en place un certain nombre de conditionnalités à ses appuis afin de garantir l'objectif de renforcement de la gouvernance des OP et la bonne utilisation de ses fonds publics.

Enfin, la participation à terme de la coopération suisse aux fonds régionaux en cours de mise en place, permettra l'accès des OP de base à des financements spécifiques mais doit se faire en complémentarité à la poursuite d'un appui aux faîtières, justement pour assurer l'appui institutionnel de ces structures afin de permettre la coordination et la capitalisation des expériences à valoriser à différents niveaux (système d'appui-conseil, plaidoyer auprès de l'Etat et des PTF etc.).

Bibliographie

- 1- **AID KOKARI** : Plan stratégique 2010-2014, Avril 2010
- 2- **AID KOKARI** : Dispositif du suivi évaluation : Juillet 2011 ; 1page
- 3- **AID KOKARI** : Evaluation des activités : Juillet 2010 ; 78 pages ;
- 4- **AID KOKARI** : ASAD III, demande de cofinancement, 41p (sans date)
- 5- **AREN** : Plan stratégique 2008-2012 : Secrétariat Exécutif AREN ; Juin 2008 ; 54p
- 6- **AREN** : Evaluation Finale du projet de commercialisation du bétail sur pieds- NGRA 36- DaKORO (MARADI) ; Mars 2011 ; 44 pages
- 7- **AREN** : Evaluation Finale de la troisième Phase du PSE 2008-2010 ; novembre 2010 ; 38 pages
- 8- **AREN** : Rapport d'activités du Programme de Sécurisation de l'Elevage, 01^{er}/01/2008 au 31/12/2008, Mars 2009 ; 30 p (sans date)
- 9- **AREN** : Rapport ateliers régionaux ; 8 pages (sans date)
- 10- **AREN** : Document du programme D'Appui à la réduction de la vulnérabilité des pasteurs et agro-pasteurs des régions de Maradi et Zinder ; 42 pages (sans date)
- 11- **AREN** : Document de la Phase III du PSE dans les régions de Maradi et Zinder, Juin 2007, 57pages
- 12- **CAPAN** : Plan stratégique 2011-2014 ; 16 pages (sans date)
- 13- **CAPAN** : Plan Annuel 2011 ; 16 pages (sans date)
- 14- **CAPAN** : Etude de Référence CAPAN, Aout 2010, 74 pages
- 15- **DDC** : Contrats ; commentaires ; comptes rendus ; Notes (plus d'une vingtaine pour rendre compte, analyser et suivre la gestion financière, technique et organisationnelle des OP appuyées)
- 16- **DDC** : Stratégie de coopération de la DDC au Niger 2010-2014 ; 20-07- 2010 ;13 pages
- 17- **DDC** : Stratégie D'appui de la DDC au secteur Rural au Niger ; 4 pages (sans date)
- 18- **DDC** : Appui aux organisations rurales pour une sécurité alimentaire effective Phase 2 (1^{er} 10 -08 au 30- 09- 11) ; 7 pages ; sans date
- 19- **FCMN** : Plan stratégique 2011-2015, version provisoire, Novembre 2010, 33p
- 20- **FCMN** : Rapport d'évaluation du Plan stratégique 2008-2010 ; 42 pages (sans date)
- 21- **FCMN** : Rapport consolidé, Période du 1^{er} janvier au 31 Décembre 2010, Mars 2011, 12p
- 22- **FCMN** : Dispositif de planification, suivi évaluation : Mai 2011 ; 13 pages ;
- 23- **Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage** : Evaluation de la campagne agricole 2010-11, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Février 2011, 19 pages
- 24- **MOORIBEN** : Plan Stratégique 2010-2013, Octobre 2009, 44 pages
- 25- **MOORIBEN** : Plans d'opérations 2010-2013 ; Février 2009 ; 95 pages
- 26- **MOORIBEN** : Rapport Annuel d'activités 2010 (1^{er} janvier au 31 Décembre 2010), Janvier 2011, 49 pages ;
- 27- **MOORIBEN** : Présentation de Mooriben, 6 pages (sans date)
- 28- **MOORIBEN** : Programme D'Appui à la sécurité Alimentaire dans les régions de Dosso et Tillabéri, Février 2006, 44 pages ;
- 29- **MOORIBEN** : Fiche SCAP/RU ; 3 pages ; (sans date)
- 30- **MOORIBEN** : Indicateurs d'alerte identifiés par le SCAP/RU de DIBLO, 4 pages (sans date)
- 31- **MOORIBEN** : Indicateurs d'alerte identifiés par le SCAP/RU de KOKOROU ; 4 pages (sans date)
- 32- **MOORIBEN** : Synthèse des indicateurs d'alerte identifiés par le SCAP/RU de GOUBEY DEY ; 4 pages (sans date)
- 33- **MOORIBEN** : Outils de Suivi validés ; 14 pages ; (sans date)

- 34- **PLATE FORME PAYSANNE** : Rapport d'étape du Projet de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles Aout 2010 au 31 Janvier 2011, Janvier 2011, 15p
- 35- **PLATE FORME PAYSANNE** : Rapport d'Etape, 1^{er} janvier au 31 Aout 2010 ; 6 pages ; (sans date)
- 36- **PLATE FORME PAYSANNE** : Plan Opérationnel 2008-2010, Janvier 2008 , 59 pages ;
- 37- **PNUD** : Rapport mondial sur le développement humain, 2010
- 38- **PNUD** : Mesure de la pauvreté selon la méthode de degré de satisfaction des besoins essentiels, 2007
- 39- **RECA** : Plan de Développement Stratégique 2009-2012, Aout 2008, 27 pages
- 40- **RECA** : Plan annuel 2010-2011 ; Novembre 2009 ; 23 pages ;
- 41- **RECA** : Rapport d'Activités Annuel 2010 ; Janvier 2011 ; 42 pages
- 42- **SDR** : Etude de la mise en place d'un Dispositif intégré d'appui conseil pour le développement rural du NIGER, Décembre 2010, 98 pages ;
- 43- **SE-SDRP** : Stratégie de Développement et de Réduction de la Pauvreté, 2008-2012, 30p

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence : Evaluation externe prospective de la phase 2 du programme

« Appui aux organisations rurales pour une sécurité alimentaire effective »

1. Contexte et antécédents

La première phase du programme (01.08.2007 – 31.03.2008) a permis d'identifier et de sélectionner une première série d'organisations présentant les capacités et le potentiel nécessaires pour contribuer à l'amélioration du bien-être de la population rurale dans les zones prioritaires de la DDC. Les actions entamées ont permis aux uns de préciser leur vision, de développer leur plan stratégique ou de renforcer leur développement institutionnel et aux autres d'améliorer les capacités techniques de leurs membres et d'augmenter et sécuriser la production des membres de leurs groupements. Des résultats encourageants ont donc été atteints, en terme de renforcement des capacités des organisations rurales - notamment leurs capacités de lobbying – et d'optimisation des productions agro sylvo pastorales qui nécessitent des apports financiers publics et privés encore plus constants en vue de leur consolidation.

La Phase 2 du programme (01.10.2008 – 30.09.2011) de la DDC appuie sept organisations paysannes (Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger – FUGPN -Mooriben, Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger - AREN,, ONG Appui aux Initiatives de Développement - AID Kookari, Plateforme paysanne du Niger - PFPN, Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger - RECA Niger, Fédération des Coopératives maraîchères du Niger - FCMN Niyya et le Collectif des associations Pastorales du Niger - CAPAN) par des contributions financières à leurs programmes (principal type d'appui) ou plus exceptionnellement par des appuis directs pour des formations ou des processus spécifiques.

L'impact attendu de la phase 2 du programme est l'amélioration du bien être de la population rurale et en particulier des groupes les plus défavorisés (pauvres, femmes, enfants) dans les zones prioritaires de la DDC à travers l'accroissement des capacités des organisations rurales à soutenir leurs membres et assurer la prise en compte des intérêts des exploitations familiales dans les politiques et stratégies de développement agricole et rural, afin de favoriser l'augmentation et la diversification de la production agro-sylvo-pastorale, l'atteinte d'une sécurité alimentaire effective et le développement des économies rurales au Niger.

Les objectifs spécifiques visés et les effets attendus par la phase 2 sont les suivants :

Objectif spécifique 1 : Renforcer en quantité et qualité la production des exploitations familiales membres des organisations rurales

Effets attendus : Les exploitations familiales membres des groupements soutenus par Mooriben, AID Kookari, AREN et par les autres organisations partenaires ont réussi à augmenter et sécuriser de manière significative la quantité et la qualité des productions agricoles et pastorales (mil, sorgho, autres cultures vivrières, cultures maraîchères et de diversification, lait, viande, sous produits forestiers : bois de chauffe, gomme arabique, fruits, etc.) grâce aux appuis conséquents et appropriés (formation, accès à l'information et aux facteurs de production etc.) offerts par leurs organisations rurales (OR).

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités d'appui conseil et d'autopromotion des organisations rurales partenaires du programme

Effets attendus : Grâce aux formations et au soutien technique reçus, les organisations rurales Mooriben, AID Kookari, AREN ainsi que les autres OR partenaires de la DDC dans ses zones prioritaires sont capables, aux différents échelons, de jouer leurs rôles d'information, de formation, de sensibilisation et d'organisation et de donner l'appui technique nécessaire et adapté aux besoins de leurs membres.

Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des collectifs et réseaux d'organisations rurales au niveau national.

Effets attendus : Les organisations faîtières, collectifs et réseaux des organisations rurales (Plateforme paysanne du Niger, CAPAN, RECA – Niger) maîtrisent bien leur rôle et représentent véritablement, démocratiquement et régulièrement les intérêts de leurs membres au niveau des discussions stratégiques et réussissent à influencer les décisions politiques en faveur des exploitations familiales à travers leur travail de plaidoyer et de lobbying.

Les présents termes de référence définissent les objectifs, les résultats et les modalités de l'évaluation après environ vingt quatre mois d'activités de la phase 2 du programme.

2. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation externe

L'évaluation externe a pour objectifs:

- d'apprécier le progrès vers l'atteinte des objectifs spécifiques/effets tels que précisés dans le cadre logique ainsi que la pertinence des hypothèses d'impact du programme;
- d'apprécier le choix des organisations rurales partenaires du programme
- d'apprécier les modalités d'appui à ces organisations rurales
- de faire des propositions et recommandations pour la phase 3 du programme.

Ces appréciations et propositions devront dans la mesure du possible être cohérentes avec la nouvelle stratégie de la coopération suisse au Niger (2010 – 2013), avec sa stratégie d'appui au secteur rural au Niger élaborée en 2010 et avec les dynamiques et autres appuis aux organisations rurales en cours au Niger et dans les régions prioritaires de Dosso et Maradi.

Résultats/effets attendus:

- 1) la coopération suisse connaît de façon synthétique les résultats des appuis qu'elle a apportés aux organisations partenaires (produits, effets) ; elle apprécie la pertinence de ses hypothèses d'impact et si nécessaire les complète ;
- 2) les capacités, performances et potentialités des organisations partenaires sont connues (cadre stratégique et programme de mise en œuvre, gouvernance interne, capacité à rendre des services à leurs membres, capacité de représentation, de plaider et de lobbying, contribution à la sécurité alimentaire) et permettent à la coopération suisse de prendre des décisions sur les organisations rurales partenaires pour la nouvelle phase (poursuite/arrêt avec les OR actuelles, modification de l'intensité des appuis, extension à de nouvelles OR, extension de l'appui à d'autres niveau d'OR/OP plus proches de la base); des propositions sont faites dans ce sens ;
- 3) la relation de partenariat entretenue par la coopération suisse avec les organisations partenaires (dialogue, conseil, accompagnement, etc.) ainsi que les modalités d'appuis à ces dernières (renforcement des capacités organisationnelles et stratégiques, contributions financières non affectées et pluriannuelles à leurs programmes, coordination des appuis avec les autres PTF, etc.) sont appréciées et des recommandations d'amélioration sont proposées ;
- 4) les performances des services d'appui - conseil des organisations rurales partenaires de la DDC sont évaluées et des propositions sont faites pour un renforcement des organisations rurales dans ce domaine, pour élever le niveau d'influence sur les producteurs et pour qu'elles soient capables de jouer leur rôle et assurer leurs responsabilités dans le cadre du système intégré d'appui conseil pour le développement rural en cours de conception au Niger (formulation et élaboration de la demande de services, suivi de la qualité des services, participation aux services agricoles);
- 5) dans une perspective de phasing out à moyen terme, la pertinence et les modalités d'une contribution de la coopération suisse à un fond d'appui aux organisations rurales, national ou régional, à établir ou existant, sont étudiés ;
- 6) le système de suivi des effets des organisations partenaires est évalué, des propositions d'amélioration sont faites et un système de suivi consolidé des résultats du programme d'appui aux OR de la coopération suisse est établi et proposé.

3. Tâches principales attendues

Les tâches principales attendues sont les suivantes :

- Prendre connaissance de la stratégie de la coopération suisse au Niger et de la stratégie d'appui de la Suisse au développement rural au Niger, ainsi que des programmes et projets de la coopération suisse dans le domaine du développement rural en cours au Niger ;
- Prendre connaissance de façon synthétique des politiques et stratégies déterminantes pour le programme (SDRP, SDR, Etude sur la mise en place d'un dispositif intégré d'appui-conseil pour le développement rural au Niger, etc.) ;
- S'entretenir avec les responsables de la coopération suisse (en particulier avec l'équipe en charge du secteur rural) pour s'assurer du bon cadrage et de la bonne compréhension des termes de référence de l'évaluation et préciser les attentes ;
- Prendre connaissance des documents stratégiques et opérationnels des organisations rurales en cours et/ou en préparation (plans de développement stratégique, documents de programme, etc.), des rapports d'évaluation disponibles ainsi que des comptes rendus des dialogues menés avec les partenaires au développement ;

- S'entretenir avec les responsables d'autres organisations partenaires des organisations rurales pour connaître leur point de vue sur ces organisations et s'informer sur leurs programmes d'appui en cours ou en préparation et les modalités d'appui retenues;
- S'entretenir avec les responsables des organisations partenaires à Niamey (Mooriben, AREN, CAPAN, Plateforme paysanne du Niger, RECA Niger et FCMN Niyya) et à Dosso (AID Kookari) ;
- Effectuer un travail de terrain dans chacune des zones d'intervention des organisations (selon un échantillon à préciser) avec les responsables des organisations et leurs membres ;
- Inventorier les acquis obtenus ainsi que les difficultés rencontrées ;
- Tirer les leçons qui s'imposent et formuler des recommandations pour la suite ;
- Elaborer un draft de document de programme pour la phase 3.

4. Produits attendus

- Séance de briefing et de débriefing de la mission au Bureau de Coopération suisse à Niamey ;
- Atelier de restitution des résultats de la revue à Niamey en présence des responsables des organisations rurales et des autres partenaires au développement ;
- Rapport papier et au format électronique de 25 pages maximum (sans les annexes éventuelles) comprenant l'ensemble des résultats attendus et un résumé;
- Copie du rapport sur CD ROM ;
- Draft de document de programme pour la phase 3 du programme, répondant aux exigences d'une proposition de crédit.

5. Durée et organisation

La durée estimée de la revue externe est de 35 jours comprenant les diverses étapes (recherches bibliographiques, recherches sur le terrain, rédaction/finalisation des rapports) et la participation à un atelier de restitution d'une journée à Niamey organisé par le BUCO et associant l'ensemble des premiers responsables des organisations partenaires.

Durée estimée de l'étude:

- Recherche bibliographique :	8 jours
- Echange avec les acteurs à Niamey et sur le terrain :	14 jours
- Etude spécifique « système d'appui-conseil » et « fonds d'appui »	4 jours
- Développement d'un système de suivi consolidé	2 jours
- Rédaction du rapport :	4 jours
- Atelier de restitution :	1 jour
- Intégration des observations de l'atelier de restitution et finalisation du rapport :	2 jours
Total :	35 jours

6. Profil des consultants

La coopération suisse engage une équipe de consultants constituée d'un expert international ou régional originaire d'Afrique de l'Ouest chef de mission et d'un consultant national. Les consultants doivent disposer d'une expérience approfondie en matière d'évaluation de projets de développement et disposer d'excellentes connaissances et expériences de la problématique du développement rural et de l'intensification de la production agricole en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'une expertise solide en matière d'appui accompagnement aux organisations rurales du secteur agricole.

Les consultants doivent avoir un niveau Bac + 5 ans au moins et faire valoir une expérience dans les consultations d'au moins 5 ans.

Les consultants présentent une offre technique et financière à la coopération suisse pour la réalisation du mandat.

Le Buco Niamey envisagera la participation d'un chargé de programme national d'un bureau de coopération suisse voisin (Mali, Burkina-Faso ou Bénin) aux travaux de la revue externe, afin d'assurer un meilleur échange d'expériences au sein de la Division Afrique de l'Ouest.

7. Agenda

Les résultats de la revue externe devraient pouvoir être disponibles d'ici fin janvier 2011 au plus tard afin de pouvoir engager le processus de rédaction et présentation d'une demande de crédit pour la phase 3 du programme.

Annexe 2 : Calendrier de travail de la mission et structures/personnes rencontrées

Dates	Activités / entretiens	Observations
21/04/11	Briefing/cadrage par téléconférence	Niamey-Ouaga
21-25/04/11	Revue documentaire	Niamey/Ouaga
	Rencontres Partenaires à Niamey	
26/04/11	. Voyage Ouagadougou-Niamey . Séance de travail avec le Consultant National . Réunion de cadrage avec le BuCo . Elaboration d'un planning de rencontres avec les acteurs	Arrivée Niamey
27/04/11	. Participation à la séance d'ouverture de l'atelier du ROPPA sur le PRIA et prises de contacts . Finalisation des outils d'entretiens	Niamey
28/04/11	Rencontres Partenaires : . Coopération Danoise : Gamatié . RECA : Delmas Patrick . SNV : Bachir Issa et Saratou Malam Goni . Union Européenne : Section Développement Rural/Moussa Bouda	Niamey
29/04/11	Rencontres Partenaires : . SDRP : Coordonnateur/Issa Bawa et collaborateurs . Mooriben : Staff du SE (Mamoudou Hassane et Chargés de Programmes) et Président . SDR : SE/Mme Maikoréma . AREN : SE/Boureima Dodo . Coopération Belge : Jean Louis Pont	Niamey
30/04/11	Rencontres Partenaires : . FCMN Niya : SE/ Hassane Mounkayla . RECA : Staff technique (Patrick Delmas, Seyni Souley) et Président/Boubacar Bello et collaborateurs . CAPAN : Président/Bello Boubacar et collaborateur	Niamey
1 ^{er} /05/11	Rencontres Partenaires : . AREN : SE/Boureima Dodo . PFPN : Président/Djibo Bagna	Niamey
2 /05/11	Rencontres Partenaires : . DAC/POR : Directeur/ . Mooriben : Staff SE dont SE/Mamoudou et Président	Niamey
	Rencontres Terrain et visites de réalisations	
3 /05/11	Rencontres acteurs locaux : . DRE : Directeur/Ayouba Gara . CRA : Président/ Moussa Yérima et collaborateur . DRA : Directeur/Idrissa Gamatié et collaborateur . AID-Kookari : Staff SE/(Abdoulaye Hassane et collaborateurs) et Président/ Illyess Habib	Dosso
4/05/11	Rencontres acteurs locaux et visites de réalisations: . Union de Gobéry/Mooriben : Présient/Soumana Ali et Membres du Bureau, animateurs et membres des comités	Dosso
5 /05/11	Rencontres acteurs locaux et visites de réalisations: . Union de Tessa/ AID-Kookari : Présidents/Habib Moumouni et membres du Bureau, animateur et gérante du dépôt pharmaceutique . Union de Garou/ AID-Kookari : SG/Moussa Zakou et Membres du Bureau et animateur	Dosso
6/05/11	Revue documentaire AID-Kookari et départ pour Tillabéry (1 ^{ère} équipe) . Départ pour Maradi (2 ^{ème} équipe) Rencontres acteurs locaux	Dosso- Tillabéry Dosso - Maradi

	. Directeur base/Maradi/AREN : Hassane Baka et collaborateur	
7 /05/11	Rencontres acteurs locaux : . Coordination PFPN : Communicateur/Boureima Labiti	Tillabéry
	Rencontre acteurs locaux et visites réalisations: . Coordination de Bermo/AREN : Ankafol Maoudo	Maradi
8 /05/11	Rencontres acteurs locaux et visites de réalisations: . Union de Sawani/Mooriben : Président/Ali Magazi, membre du Bureau et animateur . Section de FCMN Niya : Ibrahim Nouhou . Union de Ayorou/FCMN Niya : Président, membres de comités et responsable de Section	Tillabéry
	Rencontre acteurs locaux : . Coordination de Dakoro/AREN : Président Maazou Marafa et délégués des groupements membres . Coordination de Guidan Roumdji/AREN : Président Hardo Dagué et délégués des groupements membres	Maradi
9 /05/11	Rencontres acteurs locaux et visites de réalisations: . SACPOR : Chef de service/Adamou Souley . CRA : Secrétaire Général/Rabah Hann . DRE : Directeur/Idrissa . Union de Garbey Kourou/FCMN Niya : Présidente/Keidi Far, membres de bureau, comités, animateurs et responsable de Section . Union de Karma/Mooriben : SG/Idrissa Hassane, membres de bureau, comités, animateur	Tillabéry
	Rencontre acteurs locaux . DRA Adjt / chef service/AC/POR/ Lawali Ardji . CRA Président/ Garba Dan Tabau et collaborateur	Maradi
10/05/11	Rencontres acteurs locaux : . Union de Dantchandou/Mooriben : Président/Hassane Djibo, membres de bureau, comités, animateur	Tillabéry
	Rencontre acteurs locaux . DRE Directeur/Dr Ali Lawali	Maradi
11/05/11	Revue documentaire, Synthèse et compléments d'informations auprès des OR : CAPAN, RECA	Niamey
	Revue documentaire, synthèse et compléments d'informations auprès des OR : CAPAN, RECA, AREN base	Maradi
Synthèse et production du draft de rapport/Crédit		
12/05/11	Revue documentaire, Synthèse et compléments d'informations auprès des OR : AREN	Niamey
13/05/11	Rencontres Partenaires : . OXFAM NOVIB : Field Facilitator Agriprofocus/Rakiatou Gazibo . Assistant Technique Fonds d'appui danois : Mathias	Niamey
14/05/11	Synthèse et compléments d'informations auprès des OR : FCMN Niya, Mooriben, PFPN	Niamey
15/05/11	Voyage Niamey-Ouaga	
16/05-6/06/11	Rédaction du draft du rapport et de l'esquisse de la proposition de crédit	Ouaga-Niamey
29/07/11	Dépôt au BuCo du draft et de l'esquisse de la proposition de crédit	Niamey
20/09/11	Restitution des résultats au BuCo et aux partenaires	Niamey
?	Finalisation du rapport - Retour Ouaga	Niamey-Ouaga

Annexe 3 : cadre logique de la 2è phase du programme d'appui aux OR

Finalité: L'amélioration du bien être de la population rurale et en particulier des groupes les plus défavorisés (pauvres, femmes, enfants, etc.) dans les zones prioritaires de la DDC à travers l'accroissement des capacités des organisations rurales à soutenir leurs membres et à faire prendre en compte les intérêts des exploitations familiales dans les politiques et stratégies de développement agricole et rural, afin de favoriser l'augmentation et la diversification de la production agro-sylvo-pastorale, l'atteinte d'une sécurité alimentaire effective et le développement des économies rurales au Niger.	
Indicateurs	Sources de vérification
<p>Dans les zones concernées:</p> <ul style="list-style-type: none"> Part de la population sous le seuil de pauvreté Revenu des exploitations familiales Taux de malnutrition chronique/aiguë chez les femmes et enfants Niveau de couverture des besoins caloriques quotidiens Volumes produits par grande culture/ embonpoint du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'une ligne de base en début de phase Statistiques sectorielles nationales/locales Appréciation et documentation de la tendance à l'occasion du bilan annuel du programme; vérification de la validité de l'hypothèse d'impact Evaluation finale externe
<p>Hypothèses d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'amélioration des capacités techniques des exploitations familiales soutenues par les OR permet l'élévation de la quantité, de la qualité ainsi que la sécurisation des productions agro-sylvo-pastorales, essentielle au bien-être des populations rurales ; Des politiques, stratégies et programmes orientés vers la promotion des exploitations familiales contribuent de manière efficace à la réduction durable de la pauvreté au Niger. 	
Objectif spécifique 1 : renforcer la production des exploitations familiales membres des organisations rurales en quantité et qualité.	
<p>Effet 1. Les exploitations familiales des groupements membres de Mooriben, AID Kookari, AREN et des autres organisations partenaires ont réussi à augmenter et sécuriser de manière significative la quantité et la qualité des productions agricoles et pastorales (mil, sorgho, autres cultures vivrières, cultures maraîchères et de diversification, lait, viande, sous produits forestiers : bois de chauffe, gomme arabique, fruits, etc.) grâce aux appuis conséquents et appropriés (formation, accès à l'information et aux facteurs de production etc.) offerts par leurs organisations rurales (OR).</p>	
Indicateurs	Sources de vérification
<ul style="list-style-type: none"> Au moins 80% des besoins alimentaires des ménages sont assurés par les productions de leurs propres exploitations familiales Au moins 50% des quantités non autoconsommées des productions des exploitations sont sécurisés par du warrantage, Augmentation d'au moins 25% des productions animale, céréalière et maraîchère des exploitations familiales Diversification des productions agro-sylvo-pastorales 	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques agricoles (services techniques) Rapports services de santé (nutrition) Rapports d'activité des OR
Objectif spécifique 2 : renforcer les capacités d'appui conseil des organisations rurales partenaires du programme.	
<p>Effet 2. Grâce aux formations et au soutien technique reçus, les organisations rurales Mooriben, AID Kookari, AREN ainsi que les autres OR partenaires de la DDC dans ses zones prioritaires sont capables de jouer leurs rôles d'information, de formation, de sensibilisation et d'organisation et de donner l'appui technique nécessaire et adapté aux besoins de leurs membres.</p>	

<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de vérification</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction des producteurs vis-à-vis des services et conseils reçus • Elévation des adhésions aux OR, nombre de membres des OR • Niveau de professionnalisation des OR 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes spécifiques • Rapport d'activités des OR • Rapport de suivi des directions et services déconcentrés en charge du développement rural et du développement social

Objectif spécifique 3 : renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des collectifs et réseaux d'organisations rurales au niveau national

Effet 3. Les membres des organisations faîtières, collectifs et réseaux des organisations rurales (Plateforme Paysanne du Niger, CAPAN, RECA – Niger) **maîtrisent bien leur rôle et représentent véritablement, démocratiquement et régulièrement les intérêts de leurs membres au niveau des discussions stratégiques** et réussissent à influencer les décisions politiques en faveur des exploitations familiales à travers leur travail de plaidoyer et de lobbying.

<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de vérification</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 75 % des structures membres impliquées dans la prise de décision de leur organisation au niveau national • Satisfaction des membres • Nombre de sollicitation des OR aux discussions stratégiques par les pouvoirs publics • Prise en compte des intérêts des exploitations familiales dans les politiques sectorielles • Part du budget alloué au secteur rural et à la promotion des exploitations familiales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités des organisations rurales • Textes de loi, politiques, programmes, budget de l'état

Annexe 4 : Proposition de Draft pour la 3^e phase du programme

1- Contexte et antécédents

D'une superficie de 1.267.000 km², avec une population de 14 millions d'habitants à 82% rurale, et un taux de croît démographique très élevé de 3,3% comparativement au taux de croissance économique de 5%, l'économie du Niger repose essentiellement sur le secteur rural qui contribue pour 52% au PIB.

L'économie, portée en grande partie par l'agriculture et l'élevage, reste tributaire des aléas climatiques et les performances actuelles des systèmes de production des exploitations familiales n'ont pas réussi à inverser les cycles d'insécurité alimentaire chronique et les crises alimentaires récurrentes et dont les tendances lourdes sont entre autres :

- Une malnutrition chronique au niveau des enfants ;
- Une faible incidence de la croissance sur une pauvreté à faciès rural et surtout féminin ;
- Le recours aux marchés internationaux pour faire face aux besoins alimentaires du Niger ;
- La flambée des prix de premières nécessités générant d'importantes tensions sociales ;
- Des gains de productions dépendant de systèmes de production extensifs pluviaux avec un coût environnemental important, marqués par :
 - Des conflits agriculteurs-éleveurs pour l'exploitation des ressources naturelles
 - Une faible exploitation du potentiel hydrique nigérien pour la diversification des productions et des sources de revenus afin de s'adapter aux changements climatiques
 - Des récoltes bradées par les producteurs/trices pour faire face à leurs besoins financiers etc.

Face à ces défis majeurs de développement, des initiatives sont développées par les organisations paysannes et leurs membres avec l'appui des bailleurs de fonds aux côtés de l'Etat, pour créer les bases d'une croissance susceptible d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et surtout en matière de sécurité alimentaire¹⁹. Mais la structuration et l'accompagnement des organisations paysannes pour renforcer leurs places et leurs rôles dans les choix et dans les orientations politiques nationales en matière de développement rural restent un enjeu majeur à relever.

Enfin, les productions agricoles et pastorales, pilier de l'économie nigérienne (40% du PIB, 25% des exportations en 2007, sources de revenus pour 80% des ménages), ne réalisent l'essentiel des gains de production que par extension des surfaces. L'intensification, la diversification, la conservation des ressources naturelles et la valorisation de la production restent donc des défis majeurs à relever.

❖ Cadre de référence

Pour lever les contraintes et impulser durablement le développement, l'Etat du Niger a défini en 2007, une Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) comme cadre de référence des politiques de développement. La SDRP est alignée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En matière de développement rural, une Stratégie de Développement Rural (SDR) cohérente avec la SDRP et composée de 14 programmes sert de cadre d'orientation et de coordination.

Dans la stratégie de la Coopération Suisse au Niger pour la période 2010 – 2014, le soutien au développement rural à travers, le renforcement de la production agro-sylvo-pastorale est formulé comme l'un des deux domaines prioritaires de concentration de cette coopération. Cette orientation de la DDC s'inscrit dans la Stratégie de Développement Rural du Niger (SDR), notamment dans :

- Le programme 3 « Organisations Professionnelles et Structurations des Filières », et le sous programme 3.2 « Renforcement et Structuration des Organisations de Producteurs » et le sous-programme 3.3 « Mise en marché des produits agro-sylvo-pastoraux »
- Le programme 12 « Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux ».

Le Programme d'Appui aux Organisations Rurales (PA-OR) a démarré ses activités en août 2007 et entre dans sa troisième phase : les acquis des deux premières phases se résument comme suit :

❖ Antécédents et résultats

¹⁹ La sécurité alimentaire renvoie à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisante

PA-OR phase 1 : Phase d'exploration et d'accompagnement stratégique

Dans le processus de l'amélioration du bien-être de la population rurale dans les zones prioritaires de la DDC, la première phase du programme (01.08.2007 – 31.03.2008) a permis :

- D'identifier Mooriben et de contribuer à la réalisation de son programme dont les principaux acquis ont été les suivants :
 - ✓ Amélioration des capacités techniques de ses membres ;
 - ✓ Augmentation de la production des membres à travers la restauration des terres et une meilleure préservation de l'environnement, la promotion de techniques de production, la mise à disposition d'intrants, la finalisation d'un aménagement hydro agricole ;
 - ✓ Sécurisation de la production des membres et amélioration des revenus de la récolte par le warrantage.
- De sélectionner des organisations à fort potentiel pour les accompagner dans la définition de leurs visions et orientations stratégiques par l'élaboration de plan de développement stratégique (AREN, CAPAN), le parachèvement de leurs structures statutaires (PFPN) et la mise en place de dispositions réglementaires et les formations des CRA (RECA-Niger).

PA-OR phase 2 : Phase d'opérationnalisation du programme

La mise en œuvre de la phase 2 du programme, d'une durée de 3 ans (01.10.2008 – 30.09.2011), a permis des acquis aux plans de la sécurité alimentaire, de l'accès aux services économiques et de la représentation/plaidoyer pour une meilleure prise en compte des préoccupations des organisations paysannes et de leurs exploitations familiales :

- En matière de **sécurité alimentaire**, les acquis les plus significatifs sont :
 - ✓ L'amélioration de la couverture alimentaire par une disponibilisation de banques de céréales²⁰ et le développement de filets sociaux²¹ permettant de juguler les crises alimentaires ;
 - ✓ La diversification des productions et des sources de revenus à travers le maraîchage qui a permis des appoints alimentaires (70% des productions) et des revenus substantiels ;
 - ✓ L'augmentation du potentiel productif maraîcher²²
- En matière d'**accès aux services économiques** par les producteurs/trices, on peut retenir la mise en place d'un système de services intégrés permettant de gérer autour de chaque union, les fonctions d'approvisionnement en intrants (Boutiques d'intrants), d'appui technique (animateurs/trices- Paysans relais), de communication (Radios Communautaires) et de financement (caisses mutuelles) qui a permis :
 - ✓ Le développement d'un système d'information sur les marchés ;
 - ✓ La mise en place de plus d'une soixantaine de boutiques d'intrants ;
 - ✓ Le développement d'un système d'appui-conseil de proximité ;
 - ✓ La mise en marché des produits agricoles (près de 190 millions FCFA) ;
 - ✓ La facilitation de l'accès aux crédits (mutuelles, ligne de crédits, fonds de garantie (450millions FCFA) etc.).
- En matière de **plaidoyer et de lobbying**, les acquis majeurs se résument comme suit :
 - ✓ La tenue d'une journée du paysan comme cadre de dialogue entre les producteurs/trices et les autorités de l'Etat, constituant un moment fort d'échanges et d'interpellation des plus hautes autorités sur des préoccupations majeures du monde rural ;
 - ✓ La construction d'une vision de l'agriculture fondée sur la défense des exploitations familiales ;
 - ✓ L'initiation de l'opération niébé dont les femmes sont les plus grandes productrices : « Sept milliards de francs ont été dégagés par l'Etat pour l'achat du niébé » ;
 - ✓ La négociation et l'ancrage d'un fonds tampon au RECA d'un montant de 1 millions de dollars US pour garantir les commandes groupées des organisations paysannes en intrants (semences, engrais).

²⁰ Plus de 2 200 tonnes.

²¹ 223 tonnes.

²² 8 010 ha toutes spéculations confondues au niveau de la zone d'intervention FCMN sur l'ensemble du territoire du Niger, dont 5 810 ha pour l'oignon et 2 200 ha pour les autres spéculations

- ✓ La sécurisation des enclaves pastorales, des couloirs de passage et matérialisation de certains espaces pastoraux etc.
- ✓ La concertation pour la fixation de la date de descente des troupeaux dans les zones des cultures ;
- ✓ La défense des intérêts des membres lors des arbitrages fonciers (dégâts champêtres, etc.) et lors des mobilités transfrontalières des animaux.

Ces différents acquis demeurent encore fragiles et la présente phase vise leur consolidation de manière à les inscrire dans une perspective durable pour réduire significativement l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des populations rurales.

2- Objectifs et résultats attendus de la phase 3

Conformément aux orientations de la SDRP et de la SDR ainsi que de la stratégie de la coopération suisse au Niger pour la période 2010 – 2014, la troisième phase du programme d'appui aux organisations rurales se fixe comme :

❖ Défi :

Améliorer le bien-être des populations rurales et en particulier des groupes défavorisés (pauvres, femmes, enfants) par la réduction de leur pauvreté en accroissant leur niveau de sécurité alimentaire et leurs revenus.

❖ Objectif global :

Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations rurales et en particulier des groupes défavorisés (pauvres, femmes, enfants) en renforçant les bases productives et la commercialisation des produits agricoles et pastoraux des filières porteuses des exploitations familiales.

Hypothèse d'impact :

Le développement de l'élevage, ainsi que des cultures vivrières pluviales et les cultures de contre saison à travers la petite irrigation paysanne, favorisent un accroissement quantitatif et qualitatif des productions des exploitations familiales permettant d'assurer la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus des producteurs.

Objectif spécifique 1 : Renforcer en quantité et en qualité la production des exploitations familiales membres des organisations paysannes grâce à un service d'appui conseil adapté et leur accès aux services économiques de production.

Effets attendus 1 : Les exploitations familiales membres des groupements soutenus par Mooriben, FCMN, AREN et AID –Kookari ont réussi à augmenter et sécuriser de manière significative en quantité et en qualité les productions vivrières et les filières porteuses dans les domaines du maraîchage et de l'élevage pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages grâce à un système intégré de services (crédits, boutiques d'intrants, banques de céréales, warrantage, appui-technique, informations) offerts par leurs faïtières.

Il s'agit de consolider et d'intensifier les résultats en matière d'augmentation de la productivité et des productions des exploitations agricoles et d'élevage, de la sécurisation des productions et la commercialisation, en accompagnant les organisations paysannes dans :

- La promotion de la petite irrigation paysanne au niveau des exploitations familiales avec des technologies peu coûteuses et adaptées pour l'exhaure de l'eau ;
- Le renforcement de la sécurisation foncière et l'accès aux ressources lors des mobilités aux niveaux intérieur et transfrontalier ;
- Le renforcement du dispositif de services intégrés aux exploitations familiales des organisations paysannes (informations sur les marchés, crédits, boutiques d'intrants, conseil à l'exploitation, warrantage etc.) ;
- La réalisation d'équipements/d'infrastructures de stockage, de conservation, de transformation et de commercialisation (produits maraîchers, laitiers etc.) des produits agro-sylvo-pastoraux.

A cet effet, les résultats attendus de l'OS1 sont les suivants :

- **Résultat 1.1 :** L'accessibilité physique et économique des populations rurales aux céréales de base est améliorée, à travers un renforcement du capital productif permettant de réduire les conséquences des crises alimentaires sur les conditions de vie des ménages ruraux.

- **Résultat 1.2 :** La diversification des productions agro-sylvo-pastorales sur des créneaux porteurs économiques est soutenue et procure des revenus aux exploitations familiales à travers le warrantage et leurs connexions aux marchés.

❖ **Cibles escomptées à la fin de la phase²³**

➤ **Sur la disponibilité, la stabilité, l'accès et la qualité (quantité et présence) aux aliments :**

- ✚ Avoir 3 repas par jour tout au long de l'année pour 75% des exploitations membres des OP ;
- ✚ Accès facilités pour 70% des exploitations membres des OP aux aliments, grâce aux stocks des banques de céréales, au warrantage/AGR et à la diversification des productions.

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités d'influence politique sectorielle des organisations faïtières au niveau national

Effets attendus 2 : Les organisations faïtières (PFPN, RECA CAPAN,) sont outillées pour développer un plaidoyer et un lobbying incisifs afin d'influer sur les politiques de financement, d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits en faveur des exploitations familiales.

Dans cet optique, il s'agira de consolider les capacités d'analyse, d'anticipation et de propositions des organisations faïtières par des ressources humaines qualifiées afin qu'elles puissent être très percutantes sur les leviers influant durablement sur la performance et la modernisation des exploitations familiales en vue de juguler à terme, l'insécurité alimentaire.

Un coaching de qualité sera également développé au profit de l'ensemble des organisations faïtières pour impulser ou instituer des dispositifs de concertation, de transparence et de redevabilité en leur sein au bénéfice des membres.

Les résultats attendus de l'OS2 sont les suivants :

- **Résultat 2.1 :** Les capacités d'autofinancement des organisations sont améliorées.
- **Résultat 2.2 :** La qualité de représentation, de plaidoyer et de lobbying des organisations faïtières induit une meilleure accessibilité des unions et de leurs producteurs/trices :
 - ✓ A des financements/crédits adaptés à leurs préoccupations pour des investissements dans leurs exploitations familiales ;
 - ✓ A une disponibilité d'intrants en quantité, en qualité et à des coûts adaptés ;
 - ✓ A des marchés porteurs au niveau national et/ou sous régional.

❖ **Cibles escomptées à la fin de la phase**

- ✚ Capacité d'autofinancement renforcée d'au moins 25% ;
- ✚ Volumes des crédits/intrants obtenus pour au moins X% des membres des exploitations familiales ;
- ✚ Volumes des marchés obtenus pour l'écoulement des produits agricoles/pastorales des exploitations.

3- Approches et principes directeurs

Le programme sera mis en œuvre selon les principes directeurs et les stratégies suivants :

- Accompagnement des processus engagés par les organisations faïtières ;
- Conditionnement des appuis à la bonne gouvernance des organisations soutenues ;
- Accompagnement des OR dans l'approvisionnement groupé des intrants et dans la commercialisation groupée des produits issus des exploitations ;
- Application des principes de subsidiarité, de partenariat et d'accompagnement des différentes organisations faïtières dans l'exercice de leurs responsabilités, de suivi de leurs stratégies et programmes ;
- Accompagnement à une meilleure gestion/rentabilité des processus initiés (warrantage, banques de céréales) et un meilleur accès aux services financiers et d'appui-conseil ;
- Mise en œuvre d'un cadre minimal d'harmonie pour un suivi-évaluation concerté en lien avec les indicateurs définis et validés par les OR et leurs PTF ;
- Soutien des organisations faïtières dans la diversification de leurs partenariats techniques et financiers ;
- Coordination et harmonisation des appuis qui pourrait s'esquisser comme suit :

²³ Il y a nécessité de réaliser une situation de référence au démarrage du programme pour une validation des indicateurs formulés

- ✓ **Collaboration et synergie avec les autres partenaires techniques et financiers** de l'organisation faitière, sous forme de **cadre concerté** dans l'optique de :
 - ✚ Echanger et proposer des amendements, si nécessaires, au plan pluriannuel proposé par l'organisation rurale pour financement (cf. observations de la mission) ;
 - ✚ Prendre des engagements pour des financements directs et connus des autres bailleurs de fonds de l'organisation rurale ;
 - ✚ Définir et réaliser un suivi conjoint des réalisations sur le terrain (par exemple tous les 6 mois) : à ces missions conjointes, la DAC-POR pourrait y être associée pour les besoins d'information, de capitalisation et de diffusion auprès d'autres OP ;
 - ✚ Institutionnaliser une rencontre annuelle de bilan/planification avec les partenaires financiers de l'organisation ;
 - ✚ Réaliser des capitalisations thématiques régulières (au moins une rencontre thématique/an) entre les OP et les PTF sur des thèmes majeurs issus de certaines contraintes ou succès rencontrés lors du suivi terrain pour un partage ;
 - ✚ Réaliser de manière alternée, entre partenaires financiers, un audit annuel externe conditionnant le décaissement de l'année suivante avec partage du rapport d'audit ;
 - ✚ Réaliser un financement conjoint d'une évaluation externe du plan/programme pluriannuel.

4- Partenaires et alliances

- **La Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger (FUGPN-Mooriben)** compte parmi les toutes premières organisations paysannes constituées librement par les paysans eux-mêmes dans les régions de Dosso et Tillabéri. Elle a bénéficié des appuis de la Coopération suisse pour son implantation mais a développé un partenariat avec plusieurs autres partenaires techniques et financiers. Elle compte 27 unions, 1.454 groupements implantés dans 724 villages administratifs totalisant 60.121 membres dont 63% de femmes. L'efficacité de son action lui vaut sa reconnaissance dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et de nombreuses demandes d'adhésion pour lesquelles il faut développer un programme conséquent.
- **La Fédération des Coopératives Maraichères du Niger (FCMN-Niya)** est une organisation paysanne faitière créée en 1996 à la faveur de la loi coopérative régissant les organisations rurales à caractère coopératif. Elle compte 123 coopératives membres réparties sur l'ensemble du territoire national avec environ 22 500 producteurs individuels, tous chefs d'exploitations horticoles dont 33% de femmes. « Structure autonome des maraichers, pour les maraichers et par les maraichers », ses capacités professionnelles et sa contribution à la sécurité alimentaire sont aujourd'hui reconnues.
- **L'Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (AREN)** est une association endogène d'éleveurs avec des représentations dans toutes les régions du pays. Elle compte 1318 groupements implantés dans les 8 régions, totalisant 58 763 membres, dont 48% de femmes. Le programme soutenu par la DDC se focalise sur les régions de Maradi et Zinder.
- **La plateforme paysanne du Niger (PFNN)** est une structure nationale composée de 29 OP. Sa vocation première est le lobbying et la défense des intérêts de ses membres. Après certaines difficultés, il regagne un dynamisme qui s'est traduit par l'adhésion de nombreuses organisations rurales et l'organisation réussie d'un forum sur la souveraineté alimentaire qui a regroupé la quasi-totalité des pays de l'Afrique au sud du Sahara. Son regain de crédibilité lui vaut des demandes d'adhésion en attente.
- **Les Chambres Régionales d'Agriculture de Dosso et de Maradi.** Les CRA représentent l'intérêt de l'ensemble de la profession agricole. Au nombre de huit, elles ont été mises en place selon un long processus électif et participatif associant toutes les organisations paysannes aux différents échelons.
- **Le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA-Niger)** a pour mission de coordonner l'activité des Chambres Régionales et de représenter les Chambres Régionales au niveau national et international. Il représente l'ensemble de la profession agricole (agro-sylvo-pastoral) du Niger, défend les intérêts des producteurs ruraux et joue l'interface entre les organisations paysannes et les pouvoirs publics ainsi que des partenaires au développement. Il jouit d'une crédibilité malgré sa jeunesse, (mise en place en 2006), au regard des services rendus aux membres.
- **L'ONG Appui aux Initiatives de Développement/Kookari (AID/Kookari)** a pour objectif l'autopromotion en milieu rural dans 4 communes et soutient 168 780 personnes.

- **Le Collectif des Associations Pastorales du Niger (CAPAN)** est composé d'une quarantaine d'associations pastorales du Niger. Sa mission est la défense des intérêts de ses membres par l'instauration d'un plaidoyer au niveau national.
- **Les directions régionales et centrales ainsi que les ministères techniques** qui élaborent et suivent les stratégies de développement rural avec les services techniques déconcentrés de l'Etat dont le champ d'intervention est le milieu agro-sylvo-pastoral.
- **Les partenaires techniques et financiers des organisations faitières** qui marquent un intérêt à une collaboration et une synergie d'action avec la DDC dans l'accompagnement des organisations faitières.
- **Le partenariat Universités de Lausanne et de Niamey** dans le cadre du projet de recherche sur l'évaluation du potentiel et des contraintes de la petite irrigation paysanne au Niger.

5- **Annexe 3: Analyse du contexte et des risques**

L'analyse du contexte montre une amélioration des principaux indicateurs du développement humain du pays (Cf. rapport PNUD, 2010). Les réformes engagées par les autorités augurent des perspectives de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Cependant, la stabilité politique est une condition nécessaire à l'atteinte de ces résultats.

Le contexte reste marqué par une récurrence de l'insécurité alimentaire dans certaines régions du pays : une meilleure exploitation du potentiel hydrique devrait permettre d'inverser cette tendance si un rôle majeur est dévolu aux exploitations paysannes organisées autour de leurs organisations faitières.

L'appui direct des organisations paysannes par la Coopération Suisse constitue une voie pour contourner les aléas de l'instabilité politique. De plus, le développement d'une meilleure synergie avec les autres PTF des OR, pour une mise en œuvre concertée des PDS (plan de développement stratégique) des OR, contient certes des risques de lenteur liés à la recherche d'harmonie, mais a l'avantage de créer plus d'impacts en matière de gouvernance interne des OR et une efficacité d'action dans l'exécution des programmes pluriannuels.

La concentration prioritaire des appuis de la DDC dans les régions de Dosso et de Maradi ainsi que dans commune urbaine de Niamey permettra de contourner les risques liés à AQMI.

Propositions de quelques indicateurs-clé guides

Points d'attention	Critères d'attention	Indicateurs quantitatifs	Indicateurs de réalisation	Qualité de réponses aux besoins et préoccupations
Accès aux intrants	Boutiques d'intrants/ Boutiques d'Aliments Bétails	Prévu : (nombre-types-capacités) Besoins en intrants	Réalisé ((nombre-types-capacités) Quantités commandées	TR : Taux de réalisation TS : Taux de satisfaction
Accès aux financements/crédits	Facilités mises en places (Fonds de garantie, ligne de crédits etc.)	Besoins en crédits (nombre de personnes-volumes sollicités)	Volume des crédits mobilisés	TS
Accès aux formations/informations	Dispositif d'information et d'appui-conseil	Nombre/dispositif Besoins en information Besoins et types d'appui-conseils sollicités Nombre de producteurs ayant sollicité les appuis	Types d'informations et service-conseils livrés	Taux d'adoption Taux de satisfaction
	Organisation/Gestion	Besoins en renforcement des capacités	Effets induits	Progrès réalisé en matière de fonctionnalité des CdG et des C.C
Accès aux équipements de transformations et infrastructures de conservation/Stockage-	Magasins de stockage/conservation Equipements de transformation	Besoins (Types-quantité-capacités) Besoins en maîtrise des techniques de transformation et de conservation	Niveau de réalisation Niveau de maîtrise des techniques de transformation et de conservation	TR Plus- value réalisées
Disponibilisation/accès aux produits et aux revenus	Superficies emblavées/spéculation	Bilan des productions		% d'augmentation des productions
	Quantités produites /spéculation			Gain de productivité
	Rendements moyens/spéculation			
	Banques de céréales	Nombre-Capacités Quantités stockées/ producteurs/trices concernés/spéculation	Ventes – Revenus tirés	Niveau de couverture des besoins alimentaires des ménages Niveau de satisfaction
	Warrantage	Quantités stockées et producteurs/trices concernés/spéculation	Ventes – Revenus tirés	Niveau de couverture des besoins alimentaires des ménages Niveau de satisfaction
	Marchés obtenus (nombre-volume financier-Quantités de produits écoulés)	Engagements	Niveau de respects des engagements	Niveau des revenus
Couverture des besoins alimentaires des exploitations membres des OP	Bilans bruts / exploitation	Hors période de soudure	Pendant la période de soudure	Niveau de sécurisation alimentaire des ménages
	Nombre de ménages ayant 3 repas/jour Nombre de ménages n'ayant que 2 repas/jour Nombre de ménages n'ayant qu'un seul repas/jour			
Gouvernance des OP	Communication interne	Moyens et qualité de communications	Niveau de prise en compte des préoccupations des membres	Niveau de satisfaction
	Fonctionnement et gestion des organes	Tenue des réunions/rencontres		
		Production des PV et CR		
		Décisions prises et niveau d'application		

	Participation des OP de base aux prises de décisions	Nombre de participations et propositions faites	Niveau d'écoute	Niveau de satisfaction
Représentation	Participation à la définition des politiques/programmes sectoriels	Nombre de participation et qualité de propositions	Niveau d'influence des propositions	Taux de participation Niveau de prise en compte des préoccupations des exploitations familiales dans les politiques et programmes sectoriels
Plaidoyer/Lobbying	Influence pour des services financiers adaptés, l'approvisionnement des intrants et la commercialisation des produits	Visibilité des actions Actions liées à l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits	Produits financiers adaptés obtenus Volume des crédits obtenus pour les Marchés institutionnels	Niveau de satisfaction des exploitations familiales
	Sécurisation foncière	Besoins des acteurs (sécurisation des parcours pastoraux, enclaves pastorales-exploitations agricoles etc.)	Résultats tangibles	Niveau de sécurisation
Capacités d'autofinancement et de financement	Modalités de constitution des fonds propres	Niveau initial	Niveau atteint	Taux de progression
	Mobilisation de partenariats techniques et financiers	Partenariats prévus	Partenariats mobilisés	Taux de dépendance Incidence sur la mise en œuvre des plans/ programmes des OP

Annexe 5 : Contributions des OR et Choix (synthèse produite à partir des entretiens et exploitation des différents rapports des OP par la mission)

Partenaire : Mooriben La Population cible compte : 27 unions, 1.454 groupements implantés dans 724 villages administratifs, 11 départements et 51 communes totalisant 60.121 membres dont 63% de femmes localisés dans les régions de Tillabéry, Dosso et la zone rurale de la communauté urbaine de Niamey <u>PDS sur trois axes stratégiques</u> : l'amélioration et l'accroissement des services économiques aux membres, la défense des droits et des intérêts des producteurs et de la profession agricole et le renforcement du cadre organisationnel et de gestion du réseau <u>Besoins en financement</u> : 772.189.607 FCFA Autofinancement : 12,7% Financement BUCO : 23%	
Contributions à la sécurité alimentaire	
Acquis	Comme acquis majeurs, la mission retient : <ul style="list-style-type: none"> - L'amélioration des capacités de production par l'accès à l'eau de production : site de Norender (15 ha en niébé, oignon et gombo) et réalisation de 20 puits maraîchers répartis dans les unions: 39,2 ha exploités par 1.184 personnes dont 1.035 femmes (87%) ; - Le warrantage : 1315 tonnes pour un montant cumulé de 157 millions de FCFA et un bénéfice global de l'opération estimé à 75%. 4 586 producteurs concernés dont 62% de femmes et 38% d'hommes ; - La disponibilisation des céréales à travers les BC : 216 BC villageoises, 8 BC centrales opérationnelles ; un stock cumulé de 2.223 tonnes. Ce stock couvre les besoins en céréales de 26.462 ménages de 7 personnes en moyenne (soit 185.234 personnes) pendant 30 jours à raison de 2 repas par personne et par jour ; - La diversification des productions agro-sylvo-pastorales : productions de cultures maraichères avec un bénéfice net moyen obtenu par producteur de 30.507 FCFA sur le site de Norender en 2009 ; ce bénéfice saisonnier est équivalent au revenu moyen annuel par exploitant au niveau national ; - Le développement de filets sociaux : 223 tonnes de céréales « couvrant les besoins de 3.910 ménages pendant 3 semaines à raison de deux repas par jour ont été mobilisées en 2009. Dans les zones affectées par la crise alimentaire de 2010, ces stocks ont servi de première réponse dans l'attente du plan de soutien du Gouvernement ».
Limites	La productivité est relativement faible et nécessite des actions plus soutenues au niveau des exploitations familiales en matière d'approvisionnement en intrants, de conseils à l'exploitation familiale. De plus on note une insuffisance des infrastructures de stockage (BC, magasins de warrantage) pour assurer une meilleure disponibilité et accessibilité des ménages aux produits agricoles.
Commentaires/ Enseignements	Des progrès sensibles sont constatés en matière de couverture des besoins alimentaires comparativement aux dernières années mais ils demeurent insuffisantes pour inverser les tendances de l'insécurité alimentaire si des appuis plus conséquents ne sont pas fournis pour améliorer le potentiel productif des exploitations familiales, un renforcement des capacités de stockage et une sécurisation des produits agricoles à travers le warrantage et les banques de céréales ainsi qu'une sécurisation des parcelles d'exploitation des femmes dans le maraichage. Renforcer la collaboration avec ICRISAT et IARBIC pour des appuis conseils de qualité aux membres. La pratique du warrantage est à renforcer du fait de ces effets positifs sur la vie des producteurs/trices agricoles : « réduction des braderies par une sécurisation des produits alimentaires pour faire face aux périodes de soudure, et facilitation de l'accès aux crédits pour mener des AGR ou acheter des intrants ».
Fournitures de services aux membres	
Acquis	La mission relève comme acquis majeurs : <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'un système de SCAP/RU bâti autour d'un bénévolat du réseau assez efficace et induisant des capacités d'anticipation de l'OP ; - La mise en place d'un système d'appui-conseil endogène performant et livrant une gamme de services intégrés pour les membres : information (radio et boutiques d'intrants), approvisionnement en intrants (boutiques d'intrants), financement (mutuelles), formations des exploitations sur divers thématiques, sécurisation alimentaire des ménages (BC) accès aux marchés (warrantage) ; - L'accès des membres aux intrants à travers un réseau de boutiques d'intrants (30 pour la campagne 2010 avec près de 236 tonnes d'engrais et 173 tonnes de semences au profit 11 771 exploitants, dont 33% de femmes) et la la production de semences (mil) estimée à près de 194 tonnes ; 14.913 membres de groupements ont bénéficié de 146 tonnes de semences sociales (mil et niébé) pour emblaver 19.094 ha de mil et 6.746 ha de niébé en culture pure pour 2010 ; - L'augmentation des rendements en moyenne de 47% : 450 Kg à 666 kg/ha (localités suivies par ICRISAT) ;

	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès des membres aux crédits : Mise en place de 6 institutions de micro finance de type mutualiste (Karabédji, Falwel, Baro Koara, Téra et Sawani,). - Négociation d'une ligne de crédit de 47.073.000 Fcfa auprès de SICR-Kokari, en 2008-2009, pour financer le warrantage dans 8 unions membres ; - L'accès aux marchés : Opération de commercialisation du mil, du riz paddy et de l'arachide initiée au profit de 174 groupements de 9 unions pour 2.830 membres dont 58% de femmes qui a permis d'engranger 35.952.000 Fcfa ; - La facilitation de l'accès des membres aux formations : renforcement des capacités des membres sur divers thématiques (techniques de production, organisation/gestion etc.).
Limites	Au nombre des limites, la mission relève entre autres (1) la forte dépendance du réseau aux financements extérieurs (2) la tenue des outils de gestion par certains CdG qui nécessite des renforcements de capacités avec un rôle accru des comités de contrôle et (3) la faible mutualisation des moyens et ressources au niveau du SCAP/RU d'avec le système national et le réseau FCMN.
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission apprécie la pertinence de la vision intégrée développée pour réduire ou résorber l'insécurité alimentaire dans les villages qui permet « d'amortir les chocs des crises alimentaires et produit des effets plus soutenus au niveau des ménages » et suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le maillage des appuis/services et d'institutionnaliser des contrôles internes et externes plus rigoureux des CdG pour leur viabilité à terme ; - Accompagner les unions/producteurs-trices au développement d'une culture d'entreprise (production de comptes d'exploitations, prospections et négociations de marchés etc.) ; - Renforcer les capacités commerciales des unions/producteurs-trices en organisant un dispositif de commercialisation groupée des produits agricoles ; - Renforcer les capacités des mutuelles (niveau de recouvrement des crédits en souffrance, formations des dirigeants, réseautage etc.).
Capacités professionnelles	
Acquis	<p>L'analyse de certains paramètres révèle que Mooriben dispose de capacités professionnelles élevées, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa vision, de la qualité de son plan stratégique et de sa cohérence avec les plans d'actions/ cadre logique ainsi que des orientations en matière de sécurité alimentaire : la démarche pour son élaboration a été participative et est la traduction des préoccupations des membres ; - De la qualité de son personnel technique (staff technique solide) impulsant les orientations /actions auprès d'un réseau d'appui-conseil endogène très étoffé (718) délivrant une gamme de services très appréciés des membres - De son efficacité d'actions au regard des résultats atteints de l'exécution de ces programmes et de la qualité de représentation dans trois comités de pilotage de la SDR ; - D'une capacité de mobilisation de ressources financières extérieures (coopération suisse, coopération française, OXFAM Novib, OXFAM Québec, ICRISAT, PAM, CCFD, SOS Faim Luxembourg, BALD (Mission catholique du Niger), Projet Intrants/ FAO, Agriterria, ECHO Grant Facility) et de fonds propres quoique insuffisants (estimés à 58 millions de Fcfa en 2009, soit environ 11.7% des financements extérieurs) ; - De la stratégie de durabilité initiée avec une responsabilité dévolue aux unions dans la mise en œuvre des actions ; - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité-Logiciel SAGE).
Limites	<p>La mission relève cependant quelques limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une relative prégnance du Technique dans le Politique de l'organisation, le poids financier important du dispositif technique et une politique de gestion des ressources humaines endogènes à mieux construire ✓ La forte dépendance aux financements extérieurs dénotant une fragilité financière de l'organisation, une faible capacité d'autofinancement/recouvrement des cotisations et une communication interne requérant une meilleure construction
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités d'autofinancements pour infléchir sa forte dépendance aux financements extérieurs ; ✓ Renforcer la gouvernance interne avec une vraie séparation des pouvoirs entre le Technique et le Politique, et engager une réflexion sur le statut, le coût du dispositif (staff technique-animateurs-paysans relais).
Proposition de soutien ou de retrait	La mission suggère de poursuivre le soutien à Mooriben au regard de son potentiel stratégique, de sa crédibilité tant au niveau de l'Etat que des PTF, de ses capacités professionnelles élevées et de son potentiel à mieux impacter les questions de sécurité alimentaire dans les zones de concentration de la DDC.

Partenaire : FCMN NIYA

Population cible : 123 coopératives membres réparties sur l'ensemble du territoire national avec environ 22 500 producteurs individuels, tous chefs d'exploitations horticoles. Le nombre de femmes membres est de 7425, soit 33% de l'effectif total

Objectifs : (1) Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de la FCMN (2) améliorer la qualité de la production pour une augmentation substantielle des revenus des acteurs (3) renforcer la qualité des services offerts aux membres.

Moyens : non budgétisé

Contributions à la sécurité alimentaire					
Acquis	Amélioration du potentiel productif des coopératives membres et des productions qui ont permis des résultats appréciables en matière de sécurité alimentaire et d'accès aux revenus : 5 418 ha (2% du potentiel irrigable du Niger) ont été mis en valeur pour des spéculations variées avec une production estimée à 108 767T pour un revenu brut de près de 14 milliards de FCFA représentant environ 70% des revenus bruts du secteur en comparaison à 2008-09 (tableau ci-dessous, FCMN, Campagne de production 2009-10) :				
	Spéculation	Superficie mise en valeur (ha)	Rendement moyen	Production (tonnes)	Revenus bruts (FCFA)
	Oignon	3 300	22	73 000	7 300 000 000
	Tomate	470	20	9 559	1 433 850 000
	Chou	453	19	8 518	1 277 700 000
	Pomme de terre	399	19	7 438	1 673 550 000
	Laitue	282	18	5 100	1 020 000 000
	Poivron	514	10	5 152	1 288 000 000
	Total	5 418	-	108 767	13 993 100 000
Limites	Au nombre des limites, la mission relève entre autres, la faible mise en valeur du potentiel irrigable du Niger (2%), la faible modernisation des exploitations marquée par une forte proportion d'exploitations de type traditionnel et la faible maitrise des coûts de production ; De plus, la mission relève l'insuffisance des infrastructures de conservation limitant fortement la création de plus-value au niveau des exploitants.				
Commentaires/ Enseignements	La diversification des productions agricoles à travers le maraichage est une alternative durable à la lutte contre l'insécurité alimentaire en milieu rural et périurbaine (accès à d'autres produits alimentaires et de revenus renforçant la qualité nutritionnelle des ménages) mais des soutiens financiers et techniques plus importants sont nécessaires pour renforcer les capacités de production et de conservation des produits des exploitations.				
Fournitures de services aux membres					
Acquis	Comme acquis majeurs, la mission relève : <ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un système d'appui-conseil endogène (193) partiellement intégré livrant une gamme de services intégrés pour les membres : information (radio et boutiques d'intrants), approvisionnement en intrants (boutiques d'intrants), formations des exploitations sur divers thématiques ;- La facilitation de l'accès des membres aux intrants à travers un réseau d'une trentaine (32) de boutiques d'intrants ; Maison de semences pour la production et la certification de semences adaptées (tomate, oignon) : 3452 kg de semences pour une valeur monétaire de l'ordre de 138 080 000 FCFA et l'acquisition d'intrants maraîchers d'une valeur de 70 000 000 FCFA ;- Le renforcement des capacités d'exhaure de l'eau et de transport des exploitations (dotation en puits, motopompes, charrettes et petits matériels agricoles) ;- L'organisation d'une commande groupée de semences de pomme de terre pour 30 000 000 FCFA ;- Le renforcement des capacités de production : formations sur diverses thématiques (techniques de production, organisation/gestion etc.) et a mise en place d'un réseau de multiplicateurs de semences- Le renforcement des capacités de conservation : abris de stockage/ conservation dans les coopératives (6) et construction d'un entrepôt central de conservation- La facilitation de l'accès aux crédits : 73 000 000 FCFA de crédits pour financer des AGR et existence d'un fonds de garantie de 450 000 000 FCFA.- La facilitation de la commercialisation des produits agricoles : Création des aires ou stands de vente au niveau des marchés locaux et d'un centre de commercialisation				

	<p>avec un chiffre d'affaires de 15 600 000 Fcfa ; t</p> <ul style="list-style-type: none"> - La tenue de la journée du maraîcher qui participe de la volonté d'interpeller les autorités du pays pour une prise en compte des préoccupations spécifiques des maraîchers (intrants, crédits, commercialisation, etc.). etc.
Limites	Au nombre des limites, la mission relève entre autres (1) la forte dépendance du dispositif d'appui-conseil aux financements extérieurs (2) les contraintes d'équipements de transformation et d'infrastructures de conservation non satisfaites (3) la faible professionnalisation sur l'axe commercialisation (
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission apprécie positivement la qualité des services offerts ainsi que le dispositif d'appui-conseil mis en place qui requiert toutefois, une consolidation pour des services conseils qui doivent de plus en plus se situer au niveau de l'aval des filières de production, sur le maillon commercialisation, pour des prix plus rémunérateurs aux producteurs/trices</p> <p>La pertinence du SCAP/RU mis en place ainsi que la question des cantines scolaires comme actions relevant de la FCMN se posent toutefois !</p>
Capacités professionnelles	
Acquis	<p>L'analyse des paramètres de professionnalisation, révèle que FCMN dispose de capacités professionnelles élevées, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa vision centrée sur les maraîchers impulsée par un politique fort, de l'existence de son plan stratégique dont la démarche d'élaboration a requis la participation des membres des coopératives pour la prise en compte de leurs préoccupations ; - De la qualité de son personnel technique (staff technique solide) impulsant les orientations /actions auprès d'un dispositif d'appui-conseil délivrant une gamme de services très appréciés des membres - De son efficacité d'actions au regard de ses résultats atteints de l'exécution de ces programmes de 500 millions en moyenne/an ; - D'une capacité de mobilisation de ressources financières extérieures (Agriterria, Coopération Suisse, CRS, OXFAM Novib, OXFAM Québec, UPA DI, SNV, ZLTO, De GROOT&SLOT, FIPA, ICRISAT, Agri profocus, TECHNISEM et AGRIMEX) et de fonds propres quoique insuffisants (autour de 4%)) - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité-Logiciel SAGE).
Limites	<p>La mission relève les limites majeures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La forte prégnance du Politique dans le Technique de l'organisation, le poids financier du dispositif non gérable par FCMN sans appui extérieur dénotant ainsi, sa fragilité ; ✓ La forte dépendance des sections vis-à-vis du siège en termes de responsabilités et de prises de décisions ; ✓ La forte dépendance de la FCMN aux financements extérieurs ; ✓ Des données peu désagrégées selon le genre ✓ Un plan non budgétisé avec un cadre logique ne comportant pas d'indicateurs d'effets/d'impacts..
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Concrétiser les réflexions sur l'élaboration d'un business-plan pour porter les capacités d'autofinancement des actions de 4% à 15% ; ✓ Renforcer la gouvernance interne par une vraie séparation des pouvoirs entre le Technique et le Politique ; ✓ Finaliser le PDS
Proposition de soutien ou de retrait	La mission suggère de renforcer le soutien à FCMN au regard de son potentiel stratégique, de sa crédibilité sur les questions maraîchères au Niger, de ses capacités professionnelles élevées et de son potentiel à mieux impacter les questions de sécurité alimentaire à travers la diversification des productions agricoles influant sur la qualité nutritionnelle des ménages dans les zones de concentration de la DDC.

Partenaire : AREN En octobre 2007, AREN comptait 26 coordinations départementales, 60 coordinations communales pour un total de 1318 groupements. Au plan des effectifs, ces structures comptent 58763 membres, dont 30 415 Hommes et 28 348 femmes (48%) Objectifs : son objectif global est: Améliorer la condition de vie des pasteurs et agropasteurs, grâce au dynamisme d'AREN sur les plans national, sous-régional et international. Moyens : non budgétisé	
Contributions à la sécurité alimentaire	
Acquis	La mission retient comme acquis majeurs : <ul style="list-style-type: none"> - Une amélioration de la couverture alimentaire des éleveurs à travers la mise en place de 29 BC qui reçoivent l'appui du PAM en vivres ; - La promotion économique des éleveurs dans la zone de Maradi (PSE) par le renforcement de leurs capacités autour d'une activité commerciale portant sur le bétail sur pieds pour la résorption de la vulnérabilité économique des ménages (femmes, communautés minoritaires, ménages pauvres) qui a permis entre autres : <ul style="list-style-type: none"> ✓ La structuration des éleveurs en GIE assortie de business plan et leur mise en relation avec des institutions financières (IMF locales et ADF/USAID) ; ✓ Une diversification et une amplification du commerce de bétail, des intrants zootechniques ; ✓ Un appui aux femmes pour la production et la commercialisation des ovins (295) ; ✓ Un renforcement du maillage hydraulique pastoral qui a favorisé l'accès de 5000 ménages éleveurs à l'eau de consommation humaine et animale pendant 9 mois/12 etc. - Une sécurisation foncière dans l'accès et la gestion des ressources naturelles pour les éleveurs : sécurisation des enclaves pastorales, des couloirs de passage ; identification et matérialisation de certains espaces pastoraux, concertation pour la fixation de la date de descente des troupeaux dans les zones des cultures et obtention de la révision de la base de calcul des dégâts champêtres ; - La facilitation de l'acceptation de plus en plus au niveau national et sous régional du pastoralisme comme mode de vie et système de production adaptés au contexte du Sahel ; - La participation aux travaux des commissions foncières tant au niveau régional que local afin d'accompagner et de défendre les intérêts des membres lors des arbitrages fonciers (dégâts champêtres, etc.) et des déplacements transfrontaliers ; - Un développement du disponible fourrager surtout en 2010 etc.
Limites	Au nombre des limites, la mission relève : <ul style="list-style-type: none"> - Des contraintes d'accès des éleveurs à l'eau potable influant sur la vulnérabilité du secteur et des ménages ; - La faiblesse des capacités en production et en commercialisation des ménages ; - Des faiblesses dans la gestion des BC ; - Des contraintes d'alimentation du bétail et de couverture des besoins alimentaires induisant une précarité dans la sécurité alimentaire des éleveurs et de leurs animaux etc.
Commentaires/ Enseignements	La sécurité alimentaire et économique des ménages pastoraux exige une meilleure organisation des structures d'éleveurs en production, en commercialisation du bétail et des produits animaux : ce qui nécessite des appuis plus importants pour influencer fortement sur : <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités commerciales des organisations d'éleveurs pour faciliter leur accès aux marchés sous régionaux : élaboration d'une stratégie commerciale, l'aménagement d'infrastructures commerciales et de production, l'aménagement de pistes d'accès aux marchés, le renforcement des capacités de transactions etc. ; - La mise en place d'un dispositif de collecte, de conservation et de transformation des produits animaux (lait) ; - Le renforcement de l'alimentation et de la santé animale (boutiques vétérinaires et zootechniques : produits pharmaceutiques, aliments concentrés pour animaux) ; - Le renforcement des besoins alimentaires des éleveurs par un maillage plus importants des BC, de leur bonne gestion et la diversification des sources de revenus à travers le développement des AGR ; - Un renforcement de la sécurisation des parcours pastoraux, des aires de pâturage et de la qualité de représentation des éleveurs dans les commissions foncières, une popularisation du code pastoral, etc.

Fournitures de services aux membres	
Acquis	<p>La mission relève une livraison importante de services aux membres, au nombre desquels, elle retient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En matière de sécurisation foncière : (1) La médiation auprès de ses membres pour la prévention et le règlement de litiges fonciers, la récupération des terres de pâturage abusivement occupées par l'agriculture et le renforcement des capacités des groupements de base en vie associative (2) L'organisation de sessions de formation à l'intention des chefs traditionnels et des membres des COFO afin de lutter efficacement contre l'intolérance intercommunautaire et apporter leur contribution à la cohabitation pacifique et à la gestion équitables des ressources naturelles ; - En matière d'informations/formations : (1) Le développement d'un système de SCAP/RU et de SIM bétail permettant un renforcement des capacités d'anticipation (2) Le renforcement des capacités des organisations d'éleveurs : structuration et renforcement des capacités du GIE (PSE), formations diverses (organisation, techniques d'affaires, partenariat économique, marketing pour 129 femmes et 25 hommes etc.), alphabétisation des membres etc. - En matière de crédits et d'accès aux intrants : (1) Opérations de vente de produits et d'intrants zootechniques au profit des éleveurs de la zone pastorale, (2) Conduite d'une expérience de commercialisation du bétail à Bermo (3) Mise en relation auprès des institutions financières etc.
Limites	Les services fournis bien qu'importants restent en deçà des besoins des membres au regard de la fragilité des ménages face aux aléas agro climatiques. Les limites essentielles, sont notamment, la faiblesse des capacités en gestion, commercialisation, fournitures d'intrants vétérinaires et zootechniques, l'absence de mutualisation des ressources d'avec celles de l'Etat sur le système de SCAP/RU etc.
Commentaires/Enseignements	Une gamme de services est offerte aux membres mais sa durabilité requiert : (1) Un renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle orientée vers le commerce et les affaires (2) Un renforcement des capacités des organisations/GIE sur le commerce, les affaires et le plaidoyer (2) Une recapitalisation des races (3) Une amélioration de la compréhension des droits, des règlements, et protocoles commerciaux pour faciliter l'accès aux marchés sous régionaux (3) La facilitation du rapprochement des différentes communautés de la zone (Peuhl, Touareg, Haoussa) etc.
Capacités professionnelles	
Acquis	<p>L'analyse des paramètres de professionnalisation, révèle que AREN dispose de capacités professionnelles élevées, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa vision sur le secteur de l'élevage impulsé par un politique fort, de la qualité et cohérence de son plan stratégique d'avec les préoccupations des membres ; - De la qualité de son staff et de son efficacité d'actions au regard des résultats atteints de l'exécution de ces programmes quoique limitée en 2009 du fait de la saison et du fonctionnement de ces organes ; - D'une capacité de mobilisation de ressources financières (500 à 600 millions en moyenne/an en année hors projet) auprès d'un partenariat diversifié (OXFAM Novib, OXFAM GB, Agriterre, Coopération suisse, Care, Union Européenne, SNV, AGRHYMET, INRAN, Université de Niamey) - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité-Logiciel SAGE)
Limites	<p>La mission relève les limites majeures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La forte dépendance de AREN aux financements extérieurs liée à la faible mobilisation de ressources internes ; - Les querelles de leadership AREN/CAPAN désorientant les acteurs et influant négativement à terme, sur le secteur de l'élevage ; - La communication interne avec les membres etc.
Commentaires/Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concrétiser les réflexions en cours pour renforcer les capacités d'autofinancement de l'organisation ; - Œuvrer à la construction d'une vision commune avec CAPAN sur les enjeux et défis qui se présentent au secteur de l'élevage ainsi que des stratégies/alliances à tisser
Proposition de soutien ou de retrait	La mission suggère de poursuivre le soutien à AREN au regard de son potentiel stratégique, de sa crédibilité dans le secteur de l'élevage au Niger et au niveau sous régional (« Billital maroobé » du Conseil Mondial des Eleveurs) tant au niveau de l'Etat, des PTF et organisations d'éleveurs, de ses capacités professionnelles élevées et de son potentiel à mieux impacter les questions de sécurité alimentaire en zone pastorale et agropastorale dans les zones de concentration de la DDC, du secteur stratégique de l'élevage dont près 30% de la population dépend de l'élevage pour leur sécurité alimentaire et l'accroissement de leurs revenus.

Partenaire : AID Kookari Population cible : 4 unions dans 4 communes de Dosso représentant 216 groupements de base (GB) dont 34% masculins, 48% féminins et 18% mixte pour un nombre total d'adhérents de 4086 dont 70% de membres sont des femmes <u>Objectifs</u> : appuyer dans la philosophie de l'autopromotion, les populations rurales à assurer leur propre développement selon 9 axes stratégiques (1) La structuration des organisations paysannes, (2) l'Education non formelle, (3) L'agriculture durable, (4) L'hydraulique, (5) La santé humaine, (6) L'élevage, (7) L'environnement, (8) La décentralisation, (9) La gestion non violente des conflits <u>Besoins en financement</u> : 217 343 680F Part d'autofinancement : 7% Financement BUCCO : 69%	
Contributions à la sécurité alimentaire	
Acquis	La mission retient comme acquis majeurs : <ul style="list-style-type: none"> - Une amélioration du potentiel productif des exploitations familiales dans le domaine céréalier, maraîcher et animal par la mise en place de 4 boutiques d'intrants, le fonçage de 7 puits et l'équipement de 4 unités de cultures attelées, l'exploitation de 40 sites de multiplications des semences améliorées dans les 4 communes. - Une amélioration qualitative et quantitative de la situation alimentaire au niveau d'au moins 279 familles grâce au maraîchage : environ 74 tonnes de production toutes spéculations confondues sur une superficie emblavée de 7 ha pour la campagne 2008-2009 dont plus 70% autoconsommés suppléant ainsi au déficit alimentaire ; - Une sécurisation des produits agricoles par la mise en place de 7 BC dans les 4 communes ; le règlement de conflits agriculteurs éleveurs (Timtim-Farrey et Narrey) ; - Une amélioration sensible des revenus à travers le financement d'activités par le crédit (441 millions entre 2008-2010), que le maraîchage : pour la campagne 2008-2009, le revenu moyen tiré des cultures maraîchères est estimé à 64.000 FCFA par exploitant à l'échelle de l'ensemble des sites ; ce qui est supérieur au revenu moyen annuel par exploitant agricole au niveau national qui est de 35 000FCFA. - La conduite d'une opération d'embouche de petits ruminants, chèvres rousses de Maradi, initiée en 2009 et 2010 avec un cheptel estimé à 59.
Limites	Les acquis sont en construction tant au niveau des GB que des 4 unions mais ils demeurent fragiles (capacités organisationnelles, capacités d'anticipation, forte attente vis-à-vis de AID, contraintes du contexte : pauvreté, faiblesse des rendements etc.) et il n'est pas évident que les unions survivent avec le retrait de AID sans une consolidation des acquis !
Commentaires/ Enseignements	Les appuis en semences améliorées, en matériels agricoles (mis en location par les Unions) et des appuis-conseils des animateurs agricoles ont influé positivement sur les rendements et les productions mais sans inverser de manière durable, l'insécurité alimentaire au regard de la portée des effets induits des actions ; Les appuis ont également induit une consommation des légumes au village, une disponibilité de stock de sécurité alimentaire permettant de réduire la vulnérabilité des ménages et l'accès aux revenus ; Un processus d'autonomisation des GB est engagé à travers les appuis reçus de AID qui les ont capacitées (niveau d'équipement, capacités organisationnelles et responsabilisation des femmes, capacités à élaborer des dossiers de crédits, recours aux crédits pour le financement des activités etc.) mais sa viabilité à terme est conditionnée par un renforcement plus accru des appuis sur divers plans (capacités productives, organisationnelles, infrastructurelles etc.).
Fournitures de services aux membres	
Acquis	Divers services ont été fournis aux producteurs/trices qui ont performé leurs actions et contribué à l'amélioration des bases productives et des conditions de vie des ménages : <ul style="list-style-type: none"> - Soins vétérinaires livrés par 34 auxiliaires vétérinaires qui ont permis des soins à 2771 animaux et la vaccination de 1614 volailles ; 39% des villages (34) partenaires possèdent 1 point focal de soins vétérinaire ; - Conseil agricole à travers un réseau de 43 animateurs agricoles qui apporte des appuis appréciés par les producteurs/trices : 28 maraîchers formés sur 50 prévus (TR : 56%) - Santé humaine : services de 4 dépôts pharmaceutiques, des prestations de 48 matrones et de 49 secouristes qui ont facilité les accouchements et une accessibilité géographique aux produits pharmaceutiques : de 2008 à 2010, 1847 accouchements ont été assistés par les 48 matrones avec un établissement de 171 actes de

	naissances ; - Implication des handicapés dans les structures organisées et du bénéfice du crédit Infani ; impulsion d'une dynamique de collaboration entre les unions et les communes à travers les échanges d'information, les réunions et les rapports d'activités. - Accès aux crédits (441.5 millions FCFA) et aux équipements/infrastructures (magasins, de sièges bâtis et équipés, des moulins, du matériel agricole-charrues, houes, batteuses- des charrettes, des banques céréalieres et d'intrants)
Limites	La gamme de services demeure très large en incluant les services de santé humaine du fait de l'absence de l'Etat mais la pertinence se pose, au regard du contexte actuel, où des textes sont pris au ministère en charge de la santé interdisant le type de prestation actuel des matrones. De plus, l'ancrage des actions sur les communautés territoriales est source de dispersion des efforts au regard du nombre limité des ressources humaines et financières dont dispose AID.
Commentaires/ Enseignements	La mission apprécie positivement la qualité les services offerts ainsi que le dispositif d'appui-conseil mis en place pour accompagner les producteurs/trices. Cependant un accent doit être mis dans le futur sur : - Le renforcement des capacités organisationnelles et stratégiques des unions et surtout de la fédération pour réduire le niveau d'attentisme des unions ; - Un recentrage des stratégies et actions jusque-là impulsées ! - Le renforcement des capacités de gestion des unions.
Capacités professionnelles	
Acquis	L'analyse des paramètres de professionnalisation, révèle que AID Kookari dispose de capacités professionnelles, au regard : - De sa vision centrée sur l'autopromotion, de la cohérence de son plan stratégique d'avec les préoccupations des membres ; - De la qualité de son staff et de son efficacité d'actions au regard des résultats atteints surtout dans le domaine de l'accès des producteurs/trices aux financements pour l'exécution de leurs actions de l'exécution ; - De sa capacité de mobilisation de ressources financières quoique timide auprès d'un partenariat peu diversifié (PPLM, DDC, EIRENE, Femme & Futur, Basileia ONG Hollandaise, MOL) ; - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité-Logiciel SAGE).
Limites	La mission relève les limites majeures suivantes: ✓ La forte dépendance de AID Kookari aux financements extérieurs ; ✓ La faiblesse dans la recherche de partenariats extérieurs et dans la constitution de fonds propres ; ✓ La forte prégnance du Politique dans la mise en œuvre des actions ; ✓ Le dialogue/communication entre l'ONG et les unions nécessitant plus de fluidité ; ✓ Le plan stratégique requérant un recentrage au niveau des stratégies et de certaines actions ayant trait à la santé humaine. ✓ Les données sont peu désagrégées selon le genre.
Commentaires/ Enseignements	La mission suggère de : ✓ Renforcer les capacités d'autofinancement de l'organisation et de mettre en œuvre une politique plus incisive de diversification des partenariats ; ✓ Renforcer la gouvernance interne et avec les unions (séparation Politique et Technique/fluidité du dialogue avec les unions) ; ✓ Recentrer les 9 axes stratégiques du plan stratégique sur les problématiques liées au développement de l'agriculture et de l'élevage dans sa zone d'action . ✓ Repenser autrement, les réponses aux préoccupations des femmes en matière de santé.
Proposition de soutien ou de retrait	La mission suggère de poursuivre le soutien à AID Kookari au regard de ses capacités professionnelles, de la nécessité d'accompagner le processus d'autonomisation engagé auprès des GB, unions et fédération qui demeure fragile sans appui pour renforcer leurs bases d'actions.

Partenaire : RECA Il représente l'ensemble de la profession agricole (agro-sylvo-pastoral) du Niger, défend les intérêts des producteurs ruraux et joue l'interface entre les organisations paysannes et les pouvoirs publics ainsi que des partenaires au développement. <u>PDS 2009-12</u> : Objectifs : (1) Faire du RECA le principal instrument d'appui à la professionnalisation de l'agriculture (2) Faire du RECA un partenaire professionnel privilégié et de qualité pour les services d'appui et autres opérateurs du secteur du développement rural. <u>Besoins en financement</u> : 919 610 000 FCFA Autofinancement : 5% Financement BUCO : 53%	
Capacités de représentation et d'influence	
Acquis	Des acquis majeurs ont été obtenus par RECA dans son rôle de représentation de la profession agricole et dans la prise en compte des préoccupations des producteurs/trices dans les politiques et programmes sectoriels. Au nombre de ces acquis, la mission retient : <ul style="list-style-type: none"> - En matière d'accompagnement et de capacitation des organisations : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'élaboration d'un plan d'accompagnement des OP sur les questions d'approvisionnement en intrants dont les négociations ont permis l'ancrage d'un fonds tampon au niveau du RECA d'un montant de 1 millions de dollars us, don de la FAO aux organisations paysannes, pour garantir les commandes groupées des intrants (engrais-semences) ; ✓ L'accompagnement d'organisations en capitalisation de leurs expériences : (1) FCMN sur la capitalisation de son expérience en semences d'oignon et appui conseil sur la détaxe de la commande des semences de pommes de terre (2) Mooriben sur la capitalisation de son dispositif d'appui conseil dans le cadre de la conception du dispositif national d'appui-conseil (3) CAPAN sur un appui méthodologique pour la mise en œuvre d'un micro projet de boutiques d'aliments bétail etc. ✓ La réalisation d'un bilan sur l'ensemble des études sur les filières agricoles et la compilation de l'ensemble des ces études ; - En matière de diffusion des informations techniques et professionnelles agricoles, des services importants et appréciés des membres sont fournis : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'animation d'un système d'information sur les marchés des filières (oignon-Niébé-Sésame) et Intrants agricoles dont le site connaît une fréquentation d'une moyenne de 2500 visiteurs par mois ; ✓ L'organisation des journées de l'oignon afin que l'oignon du Niger reste compétitif ; - En matière de représentation : une amélioration de la représentation du monde rural aux réunions et comités au plan national (Comité de pilotage, Conseil consultatif, PNIA-P) et international est relevée. Des concertations préalables sont menées avec d'autres organisations dans la mesure du possible (CAPAN, CASPANI, COCOOP, PFPN, AREN, FCMN, FUCOPRI, Mooriben). La participation aux rencontres est valorisée par la production de notes d'informations dont plus d'une centaine ont été produites ; - En matière de mobilisation de partenariats pour influencer sur les préoccupations des producteurs/trices, le RECA avec l'appui financier du : <ul style="list-style-type: none"> ✓ CTA (80 000 000 FCFA sur 2 ans) met en œuvre depuis juin 2007, un projet sur le système d'information de marché de l'oignon (SIMACO) ; ✓ FIDA (100 000 000 FCFA) de concert avec 4 faitières (CASPANI, CAPAN, PFPN et CONACOO), met en œuvre un autre projet sur les questions d'approvisionnement en intrants etc.
Limites	Le RECA de par la force de ses actions de représentation et de plaidoyer au profit des producteurs et de leurs exploitations, a su se rendre incontournable mais des limites subsistent : <ul style="list-style-type: none"> - La concertation entre organisations demeure insuffisante afin de dégager une position commune à défendre pour une prise en compte des intérêts des producteurs/trices (formulation de la loi sur les coopératives et la stratégie des banques céréalières) ; - Certaines rencontres souffrent de manque de préparation du fait des délais courts entre la réception des documents et la tenue de la rencontre proprement dite ; - Les luttes de leadership entre RECA et PFPN se déteignent négativement sur la profession et dispersent les forces en termes de stratégie de défense des intérêts des exploitations.
Commentaires/ Enseignements	Des résultats importants ont été obtenus aux plans institutionnel et opérationnel qui ont amélioré la représentation du monde paysan pour une prise en compte de leurs préoccupations dans les politiques/programmes sectoriels et dans les instances de décision. La qualité des services aux membres est attestée par les avis positifs des producteurs/trices ainsi que des OP, sur la disponibilisation de certaines informations (informations agricoles, informations des prix sur les marchés de l'oignon, du sésame et niébé facilitant des prises de décisions). Cependant, des efforts doivent être faits au niveau de :

	<ul style="list-style-type: none"> - La préparation et la restitution des rencontres aux organisations ; - La stratégie de coopération avec les organisations notamment, la PFPN, afin de mieux construire des synergies et des alliances fortes pour une qualité de représentation et de défense des intérêts des producteurs/trices.
Capacités professionnelles	
Acquis	<p>Le RECA dispose de capacités professionnelles élevées, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la stratégie développée pour se rendre incontournable sur les questions de représentation et défense des intérêts du monde paysan ; - De la qualité de son plan stratégique et de sa cohérence d'avec les préoccupations des producteurs/trices et des enjeux pour une modernisation des exploitations familiales pour qu'elles soient compétitives et puissent mieux impacter la sécurité alimentaire des ménages ; - De la qualité de son staff technique qui a su délivrer des services aux membres renforçant ainsi la crédibilité de l'organisation ; - De son efficacité d'actions au regard des résultats atteints en l'espace de quelques années d'existence ; - D'une relative capacité de mobilisation de ressources financières extérieures (coopération suisse, coopération danoise, FIDA, FAO) et des fonds propres - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité- Excel).
Limites	<p>La mission relève cependant des limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une qualité de représentation qui est du fait du staff technique que des élus ; - La non sécurisation de la comptabilité (Excel) ; - Une forte dépendance aux financements extérieurs dénotant une fragilité financière de l'organisation ; - Une faiblesse dans la mobilisation des centimes additionnels et la part du patrimoine due par la chambre de commerce pour renforcer ses capacités d'autofinancement ; - Une faible fonctionnalité des CRA qui n'existent que de nom, par manque de moyens de fonctionnements (ressources humaines, moyens financiers, équipements etc.) ; - Une irrégularité de tenue des réunions des membres de bureau se déteignant négativement sur la vie institutionnelle de l'organisation et sur l'accompagnement des CRA etc. - Une communication interne à repenser.
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités d'autofinancements pour infléchir sa forte dépendance aux financements extérieurs en développant une stratégie plus incisive dans la mobilisation des centimes additionnels ; - Renforcer la gouvernance interne pour mieux juguler les dysfonctionnements liés à la non tenue des réunions des membres du bureau et la faiblesse de communication interne ; - Assurer un coaching de qualité aux élus afin qu'ils puissent assumer leur fonction de représentation.
Proposition de soutien ou de retrait	<p>La mission suggère de poursuivre le soutien au RECA au regard de son potentiel stratégique, de sa crédibilité tant au niveau de l'Etat que des PTF, de ses capacités professionnelles élevées et de ses capacités de représentation et de défenses des intérêts des producteurs/trices pouvant influencer fortement sur les questions de sécurité alimentaire dans les zones de concentration de la DDC.</p> <p>La mission suggère également, des appuis aux CRA de Dosso et de Maradi en attendant que ces dernières puissent accéder à d'autres financements (Fonds d'appui FIDA à Maradi et le fonds luxembourgeois à Dosso).</p>

Partenaire : PFPN Elle compte 29 organisations des plus représentatives du mouvement paysan nigérien dont (Mooriben, FCMN, AREN, FUCOPRI, ANPIP, ASPEN) et est implantée dans les 8 régions du Niger- Elle a pour mission, la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres au niveau national, sous-régional et international par des actions de développement, de concertation, de lobbying et de plaidoyer. Plan opérationnel 2008-2010 : Objectif global : Améliorer la condition de vie des producteurs ruraux grâce au dynamisme de la Plate forme paysanne du Niger sur les plans national, sous-régional et international et 7 objectifs spécifiques : (1) Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de la PFPN afin d'assurer une offre de services efficaces de qualité aux OP membres (2) Négocier et faciliter au niveau national et international les services d'approvisionnement en intrants aux producteurs ruraux (3) Influencer au profit des paysans, les politiques nationales en matière foncière et veiller à un accès équitable des jeunes, des femmes et des groupes marginalisés aux ressources naturelles (4) Influencer les politiques, plans, programmes, stratégies et projets nationaux en matière de développement rural (5) Initier/animer des espaces d'échanges et de dialogue autour des problèmes majeurs du monde rural (6) Promouvoir la protection/restauration de l'environnement et la conservation du patrimoine génétique local (7) Promouvoir l'émergence des espaces de concertation au sein de la PFPN. Besoins en financement : Non spécifié Autofinancement : Non spécifié Financement BUCO : Non spécifié	
Capacités de représentation et d'influence	
Acquis	<p>La Plateforme Paysanne du Niger (PFPN), a à son actif, plusieurs résultats tangibles concourant à l'assise d'un mouvement paysan autonome et dont la dynamique est en construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En matière d'interpellation sur les préoccupations du monde paysan et leurs prises en compte dans les politiques/programmes sectoriels : <ul style="list-style-type: none"> ✓ La tenue d'une journée du paysan comme cadre de dialogue entre les producteurs/trices, les autorités politiques et les PTF comme moment fort d'échanges (plus de 4000 personnes dont plus de 50% de femmes) et d'interpellation sur les préoccupations majeures du monde rural ; ✓ La construction d'une vision de l'agriculture fondée sur la défense des exploitations familiales agricoles grâce à ses actions de plaidoyer et de lobbying qui a davantage renforcé sa crédibilité ; ✓ Requête et obtention de 10 postes de représentants à la CCN pendant la transition ; ✓ La participation et la contribution aux débats sur les politiques et stratégies de développement au niveau sous régional (UEMOA, CEDEAO,) à travers le ROPPA : (1) Organisation réussie d'un forum sur la souveraineté alimentaire qui a regroupé la quasi-totalité des pays de l'Afrique subsaharienne (2) Contribution à l'élaboration de ECOWAP. - En matière de commercialisation des produits agricoles des exploitations : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Initiation de l'opération niébé dont les femmes sont les plus grandes productrices : sept milliards de francs ont été dégagés par l'Etat pour l'achat du niébé ; ✓ Obtention de l'achat par l'Etat de produits agricoles chaque année pour près de 11 milliards de FCFA ; - En matière de connaissance des membres sur les politiques/programmes et l'accès au foncier : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation de la SDR/PNIA pour permettre aux producteurs/trices de comprendre le contenu des programmes majeurs en cours ; ✓ Facilitation de l'accès des femmes au foncier par la sécurisation de leurs espaces de production (possibilité d'avoir des titres fonciers qui peuvent être libellés en leurs noms) ; ✓ Obtention d'un temps d'antenne à la télévision (jeudi) et à la radio (mardi) sans frais, permettant une visibilité de ses actions et un écho plus fort ; - La construction en perspective de bases argumentaires/plaidoyer à partir d'études commanditées sur des thématiques portant par exemples sur : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les perspectives de commercialisation du riz local ; ✓ L'état des lieux des unités semi-industrielles de transformations du sésame, du niébé et du lait ; ✓ Le diagnostic agro-socio-économique des exploitations ; - La mobilisation de partenariats financiers pour la conduite de projets au profit de ses membres : <ul style="list-style-type: none"> ✓ IFDC sur le projet « 1000s+ » dont 32 Pôles d'entreprises agricoles centrées sur 13 activités ont été mis en place (riz, oignon, embouche etc.) ✓ ONG italienne, COSPE sur le projet ROPAL de renforcement des capacités des organisations paysannes etc.
Limites	Au nombre des limites, la mission relève :

	<ul style="list-style-type: none"> - La faible concertation entre organisations pour dégager une position commune sur la défense des intérêts des producteurs/trices - Le manque de préparation à certaines rencontres du fait des délais courts entre la réception des documents et la tenue de la rencontre proprement dite. - Les luttes de leadership qui a valu le retrait de l'organisation des journées du Paysan ; et la désorientation des acteurs en terme de positionnement (RECA ? PFPN ?) ; - L'ancrage institutionnel de certains projets, à l'exemple du Projet Agro-Ecologie, dont la mise en œuvre aurait pu être confiée à un membre avec un rôle de suivi-capitalisation de la PFPN pour les besoins de plaidoyers et de lobbying.
Commentaires/ Enseignements	<p>Pour mieux impacter la sécurité alimentaire, l'amélioration des revenus des producteurs/trices et la prise en compte de leurs préoccupations par les autorités politiques, il ya nécessité d'allier des organisations évoluant dans le plaidoyer/lobbying à celles spécialisées dans la production agricole et pastorale : le rôle de contre-pouvoir ou de contre-propositions joué par la PFPN est sans conteste appréciable et permet de plus en plus, une prise en compte des préoccupations de l'exploitation familiale et de l'agriculture paysanne par les autorités politiques et les PTF.</p> <p>Ses actions ont permis de rendre des services aux membres en influençant les politiques et stratégies en matière de développement rural au niveau national et sous régional renforçant ainsi les conditions de vie des ménages. Cependant, des efforts doivent être faits au niveau de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La préparation et la restitution des rencontres aux organisations ; - La stratégie de coopération avec RECA et AREN afin de mieux construire des synergies et des alliances fortes pour une qualité de défense de l'exploitation familiale et de l'agriculture paysanne auprès des autorités politiques et des PTF ; - L'ancrage institutionnel de certains projets.
Capacités professionnelles	
Acquis	<p>La PFPN dispose de capacités professionnelles élevées, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa vision imprimée dans un plan opérationnel cohérent avec les préoccupations des membres ; - De son niveau d'écoute des autorités politiques et des PTF, de sa forte capacité de mobilisation des producteurs pour constituer un lobby fort ; - De la qualité de son staff technique qui a su délivrer des services aux membres renforçant ainsi la crédibilité de l'organisation ; - De son efficacité d'actions impulsé par un staff technique et un politique fort qui a permis l'atteinte de résultats appréciables ; - D'une capacité de mobilisation de ressources financières extérieures (Oxfam Novib, IFDC, ONG COSPE, Fonds Italie – CILSS – LCD, ONG VECO, SOS Faim Belgique et Luxembourg, Union Européenne et FIDA dans le cadre du ROPPA) ; - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité, logiciel SAGE).
Limites	<p>La mission relève cependant des limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une forte dépendance aux financements extérieurs dénotant une fragilité financière de l'organisation et une faiblesse dans la mobilisation des ressources internes cotisations ; - Une irrégularité de tenue des réunions du fait de sa période de léthargie et de dissensions internes avec cependant un nouveau départ avec l'AG de 2009 ; - Une fonctionnalité limite des démembrements de l'OP (absence de moyens de fonctionnement, sous information sur certains financements obtenus etc.) ; - « Port de la double casquette » : Président PFPN/ROPPA influant sur la disponibilité du Président et les prises de décisions en cas d'absence ; - Des retards dans la production des rapports, un plan opérationnel non budgétisé et comportant beaucoup d'objectifs au regard de l'équipe réduite devant le porter
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités de mobilisation de ressources propres ; - Renforcer la gouvernance interne par une meilleure communication interne ; - Redimensionner le plan opérationnel en lien avec les capacités internes de portage du plan.
Proposition de soutien ou de retrait	<p>La mission suggère de poursuivre le soutien à la PFPN au regard de son potentiel stratégique, de sa crédibilité tant au niveau de l'Etat que des PTF, de ses capacités professionnelles et de sa forte capacité d'influence sur les autorités politiques et l'administration influant durablement sur les questions de sécurité alimentaire.</p>

Partenaire : CAPAN Il compte 40 Associations membres et se veut un cadre de concertation, de coordination et d'harmonisation des interventions des organisations membres œuvrant toutes dans le domaine de l'élevage (production, défense des intérêts de ses membres, plaidoyers et autres activités connexes). Plan stratégique 2011-2014, bâti sur « 3 axes stratégiques (1). Renforcer la base institutionnelle et opérationnelle du collectif et de ses organisations membres (2) Sécuriser l'activité pastorale en tant que mode de vie, de production (3) Valoriser les produits et sous produits de l'élevage et du pastoralisme Besoins en financement : 2 000 000 000 FCFA Autofinancement : Non spécifié Financement BUCO : 34%	
Capacités de représentation et d'influence	
Acquis	Composé d'associations pastorales du Niger et dont la mission première est la défense des intérêts de ses membres par l'instauration d'un plaidoyer au niveau national, CAPAN a, à son actif : <ul style="list-style-type: none"> - Un plan de renforcement des capacités de ses membres et l'acquisition d'un siège dit maison de l'éleveur pasteur pour rendre plus visible le collectif ; - La tenue d'ateliers de formations sur les dynamiques organisationnelles et les réseaux (vie associative), les enjeux majeurs du pastoralisme, (mutations et défis notamment dans un contexte de changement climatique et d'insécurité alimentaire actuel), - La formulation d'un plan de plaidoyer défini sur la base du Plan stratégique pluriannuel ; - La réalisation d'une étude de référence portant sur un diagnostic critique sur CAPAN. Les actions de sensibilisation suite à la période de léthargie qu'a connu CAPAN du fait de dissensions internes et dysfonctionnements, ont permis de nouvelles adhésions le portant ainsi, à une quarantaine de membres, élargissant ainsi sa base institutionnelle. En matière de représentation, CAPAN est partie prenante de comités de la SDR (GRN, Pastoralisme).
Limites	L'absence d'une structuration de la vision autour d'un plan stratégique opérationnel et en phase avec les attentes de ses membres a été longtemps, le point faible de CAPAN : Le plan stratégique 2011-15 vient corriger donc cette faiblesse. La mission relève toutefois que CAPAN a du mal à être très opérationnel avec un démembrement dans des zones non stratégiques (cas de certaines zones à Maradi) avec des « affiliations plus physique que morale » ; Le faible niveau de communication ou de relations avec les autorités, collectivités ou services ; L'absence de notes permettant d'avoir le feed-back de sa participation aux rencontres pour tenir les membres informés ; Les luttes de leadership CAPAN/AREN désorientant les acteurs avec des répercussions sur des alliances synergiques à tisser pour une défense des intérêts des éleveurs autour des enjeux du pastoralisme.
Commentaires/ Enseignements	CAPAN a connu une évolution en 3 grandes phases : <ul style="list-style-type: none"> - Une phase d'enthousiasme à sa création, les quatre premières années, empreinte de luttes de leadership interne pour contrôler l'organisation ; - Une phase de léthargie et de désintérêt des membres fondateurs, les cinq dernières années, marquée toutefois par l'adhésion de nouveaux membres ; - Une phase de redynamisation suite à la mise en place du plan de renforcement des capacités, l'acquisition du siège dit maison de l'éleveur pasteur et la conduite de multiples actions de formation ou de sensibilisation. Il y a donc nécessité de : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'effort de redynamisation par une consolidation de la base constituante autour de la construction d'une vision partagée par les membres ; - Améliorer la capacité de représentation par la construction de bases argumentaires communes à l'organisme avec un mécanisme de feed-back ; - Renforcer les capacités de l'organisation en plaidoyer/lobbying pour être plus incisif sur la défense des intérêts des membres autour du pastoralisme ; - Améliorer les capacités de communication et de négociation avec les partenaires y compris l'État, pour une qualité de représentation et de mobilisation de partenariats/fonds. Les actions futures du CAPAN doivent s'inscrire dans une politique « agressive » de lobbying et de plaidoyer en vue de renforcer le capital de confiance dont il jouit actuellement auprès de ses membres et de leur fournir des services de qualité. La transparence, l'information, la communication et l'implication des membres sont souhaitables dans le processus de promotion du collectif des associations qui le constituent

Capacités professionnelles	
Acquis	<p>CAPAN dispose de capacités professionnelles en construction, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa vision imprimée dans son plan stratégique qui est cohérent avec les préoccupations des membres ; - D'un politique fort qui a permis la mobilisation de partenariats et de ressources financières extérieures (Coopération suisse, coopération belge, espagnole, ALG, FIDA) - Des procédures de gestion en œuvre (audits, manuels de procédures, informatisation de la comptabilité, logiciel SAGE).
Limites	<p>La mission relève cependant, des limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un staff technique fort capable d'imprimer une visibilité à l'organisation (à l'image du RECA) ; - Très forte dépendance de CAPAN aux financements extérieurs dénotant une fragilité financière de l'organisation ; - Des dysfonctionnements organisationnels : irrégularité de tenue des réunions, individus points focaux et non des structures, communications internes déficientes, concentration des prises de décisions sur quelques personnes etc. - Des difficultés de mobilisation des ressources financières tant internes qu'externes ; - « Port de la double casquette » : Président RECA/CAPAN influant sur la disponibilité du Président et les prises de décisions en cas d'absence ; - Absence de plan de mobilisation de ressources internes pour l'autofinancement ; - Budgétisation du plan stratégique globale et démesurée au regard des capacités actuelles de mobilisation des ressources par CAPAN etc.
Commentaires/ Enseignements	<p>La mission suggère de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités techniques de CAPAN par le recrutement d'un staff technique solide ; - Poursuivre les efforts de redressement sur la gouvernance interne ; - Redimensionner le plan opérationnel en lien avec les capacités internes de portage du plan.
Proposition de soutien ou de retrait	<p>La mission suggère de poursuivre le soutien de CAPAN au regard de son potentiel stratégique, de la dynamique engagée pour sa redynamisation, de ses capacités professionnelles en construction pouvant influencer durablement sur le secteur de l'élevage.</p>